

FranceAgriMer

Les filières animales terrestres et aquatiques

Bilan 2010 Perspectives 2011

PRODUITS AQUATIQUES /
VIANDES ROUGES /
VIANDES BLANCHES /
LAIT /

> édition de février 2011





FranceAgriMer

Les filières animales terrestres et aquatiques

Bilan 2010 / Perspectives 2011

Produits aquatiques	p. 1
Viandes rouges	
Gros bovins	p. 7
Veau	p. 31
Ovins	p. 37
Viandes blanches	
Porc	p. 49
Volaille de chair	p. 61
Lait de vache	p. 75

produits aquatiques



LE MARCHE DES PRODUITS AQUATIQUES EN 2010

› Une conjoncture 2010 plus favorable à la pêche française

Après une année 2009 difficile pour la filière pêche française, marquée par des prix bas et des volumes retirés importants, l'année 2010 a permis aux pêcheurs de renouer avec une meilleure valorisation de leurs produits.

Alors que les débarquements en halles à marée sont restés stables par rapport à l'an dernier (200 000 tonnes), les quantités vendues ont augmenté de 5 % du fait de la baisse des retraits et reports. Le prix moyen (2,9 €/kg toutes espèces confondues) a également progressé de 2 % ; au final, le chiffre d'affaires total de la première vente en halles à marée est en hausse de 5 % avec près de 590 millions d'euros.

La baisse des retraits observée en 2010 est grande partie liée au décrochage du prix de retraits du merlu en début d'année (volumes retirés divisés par cinq) et à la réduction du report de sardine, suite à la forte baisse des débarquements.

La stabilité des volumes débarqués en halles à marée cache une structure de l'offre qui a été considérablement modifiée.

Les volumes de pélagiques débarqués ont été nettement plus faibles en 2010, notamment sur les 6 premiers mois de l'année. La réouverture de la pêcherie d'anchois dans le Golfe de Gascogne et la reprise des débarquements de sardine durant le second semestre ont permis de retrouver des quantités plus habituelles : au final, les apports ont été en baisse de 8 % par rapport à 2009 mais la diminution des reports de sardine et des retraits d'anchois se sont traduits par une stabilité du tonnage vendu. Le prix moyen national des petits pélagiques est en hausse de 10 %. Même si la façade Manche s'est trouvée affectée par la fermeture de la pêche à la sardine en baie de Seine, c'est la Méditerranée qui se retrouve principalement pénalisée par l'effondrement des débarquements de poissons bleus (volumes diminués de moitié, principalement sur la sardine), avec un prix moyen très faible au vu des volumes.

Accentuant la tendance de 2009, les débarquements de céphalopodes ont été massifs en 2010 : + 22 % par rapport à l'an dernier, avec un prix moyen qui reste élevé : 3,40 €/kg en moyenne, soit 2 % de plus que l'an dernier. Les quantités de seiche mises en vente ont été particulièrement importantes : + 43 % par rapport à l'an dernier, avec 9 400 tonnes débarquées en halles à marée. Sur la majorité des façades, ce sont les ventes de céphalopodes, et notamment de seiche, à prix moyen relativement élevé, qui ont permis de maintenir le chiffre d'affaires.

Les apports de poissons blancs ont été globalement moins élevés que l'an dernier (notamment avec la réduction des quotas sur certaines espèces), et les débarquements ont été plus étalés dans le temps. Globalement l'année 2010 a été marquée par de meilleurs prix sur les poissons blancs, notamment pour le cabillaud (+ 18 %), dont le prix en 2009 avait été particulièrement bas, et le lieu noir (+ 28 %). Ces hausses de prix sont à relier avec la chute des apports sur ces espèces, mais également à une demande plus favorable et des importations moindres.

La fin de l'année 2010 est marquée par une première partie de campagne de la coquille Saint-Jacques bien meilleure que celle de l'an dernier en termes de prix moyen et de volumes reportés. Cette meilleure conjoncture est également à relier à une demande plus forte, un développement de l'activité de décorticage en France et à une réduction des importations britanniques de noix fraîche.

> Produits aquatiques

› Des importations qui se stabilisent et se concentrent sur des espèces-phares

Sur les 12 derniers mois courant jusqu'à fin octobre 2010, les importations françaises sont stables (+ 1 %). Après 20 ans de croissance des importations, on assiste depuis 2007 à un ralentissement de la progression des flux entrants. Les évolutions sont, bien entendu, contrastées selon les espèces, les produits et les pays d'origine. Au global, le prix moyen à l'importation est en hausse de 6 % entraînant une progression de la valeur totale des achats de 8 %. Cette hausse du prix est en partie due à la hausse du dollar en 2010 et à la raréfaction de la ressource halieutique.

D'une manière générale, les importations continuent de se concentrer sur certaines espèces, déjà les plus consommées sur le marché national. C'est le cas du saumon : malgré la forte hausse du prix sur le marché international (lié à l'effondrement de la production chilienne), les volumes importés en France progressent de 11 % en volume, notamment auprès de la Norvège, principal fournisseur français. En valeur, avec la hausse du prix, les importations croissent de 29 %.

Les volumes de cabillaud importés sont toujours en forte hausse (+ 11 % en volume) avec un prix en légère baisse.

Par rapport à 2009, les importations en provenance du Royaume-Uni sont en nette baisse, notamment suite à la remontée de la Livre Sterling. Les volumes de coquille Saint-Jacques et de lieu noir britanniques arrivant sur le marché français sont en nette baisse (respectivement -18 % et -29 %), après une année 2009 durant laquelle ces produits très présents avaient contribué à la déstabilisation du marché national.

Malgré la remontée du prix du bar d'aquaculture, les volumes importés sont toujours en augmentation (+ 7 % par rapport à l'année précédente, principalement en provenance de Grèce). En revanche, la forte hausse du prix de la daurade (+ 17 %) a nettement freiné les arrivages par rapport l'an dernier.

En 2010, les exportations françaises suivent la tendance observée depuis 2007, à savoir un ralentissement des ventes, notamment vers les deux principaux marchés, l'Italie mais surtout l'Espagne. Cette diminution des exportations affecte la majorité des produits. Néanmoins, certaines espèces tirent leur épingle du jeu, c'est le cas de la seiche, dont la demande est relativement forte dans les pays méditerranéens (+ 29 % de ventes vers l'Italie, + 8 % vers l'Espagne). C'est également le cas de la baudroie dont les volumes exportés sont en hausse de 11 %, principalement vers l'Italie.

› Après une année atypique, la consommation reprend les tendances des dernières années

L'année 2009 avait été marquée par une rupture de certaines grandes tendances de consommation des produits aquatiques, notamment une reprise de la consommation des produits frais, et un recul des achats de produits surgelés. Ces évolutions étaient en partie dues aux variations de prix sur certains produits (forte baisse du prix du cabillaud frais, hausse du prix des poissons surgelés). L'année 2010 reflète un retour à des tendances plus habituelles de consommation.

La consommation de poisson frais chute de 3 % pour revenir à des volumes comparables à ceux de 2008, avec une baisse qui affecte plus particulièrement les poissons entiers. Les achats de poissons préemballés, après des années de développement, semblent se tasser en 2010. Avec la hausse du prix du saumon frais (+ 16 % à la consommation), les volumes achetés reculent. Les achats de cabillaud, en revanche, poursuivent leur croissance dans la lignée de 2009. En parallèle, la consommation de poissons d'eau douce (perche du Nil, pangas) se replie pour des raisons de disponibilité ou de substitution.

La consommation de noix de Saint-Jacques fraîches, qui avait explosé en 2009, se ralentit avec la baisse de disponibilité en Saint Jacques d'importation britannique.

Le développement des produits traiteurs réfrigérés continue, porté par la consommation de surimi (+ 19 % en volume), et de saumon fumé (+ 9 %).

Produits aquatiques <

Malgré un prix relativement élevé, la consommation des produits surgelés repart sur les trois premiers trimestres 2010, via tous les groupes d'espèces : poissons nature, noix de Saint-Jacques surgelées, plats préparés...etc.

Les produits en conserves continuent leur progression, notamment via des conserves de maquereaux et de thon au naturel.

› **Une première année de l'offre en huîtres**

La filière conchylicole est affectée depuis 2007 par une surmortalité des naissains d'huître. A partir du mois d'octobre 2010 les premiers effets de la réduction du cheptel avec une baisse de la disponibilité et une hausse du prix sont apparus. Sur octobre-décembre 2010, une réduction de 26 % des achats des ménages, avec un prix qui grimpe de 25 %, est constatée. Au final, la valeur des ventes chute de 8 % par rapport à 2009. En 2011, les volumes disponibles devraient être très réduits et les prix continuer d'augmenter.

› **Une demande communautaire toujours hésitante**

Malgré une reprise des échanges en 2010 au niveau international, le marché communautaire est encore marqué par la crise, avec une demande atone. La baisse de l'euro sur le premier semestre a été défavorable aux importations.

La nouvelle législation sur les pêches illégales et illicites a été mise en place au 1^{er} janvier 2010. L'application de cette politique communautaire a eu comme conséquence de ralentir en début d'année les importations et de modifier les pratiques d'approvisionnement de certains pays tiers.

Les espèces d'aquaculture d'eau douce ont poursuivi leur ancrage sur le marché communautaire, et principalement le pangas dont les importations continuent de croître. Toutefois, depuis 2009, un ralentissement se fait sentir, lié à une baisse de disponibilité et une hausse du prix.

Le marché du saumon reste tendu, avec un prix moyen élevé lié à la régression de la production chilienne. Les exportations norvégiennes sont en pleine expansion, notamment vers les Etats-Unis, marché d'ordinaire approvisionné majoritairement par le Chili.

> Produits aquatiques

Ventes déclarées en halles à marée (Source RIC/ FranceAgriMer)

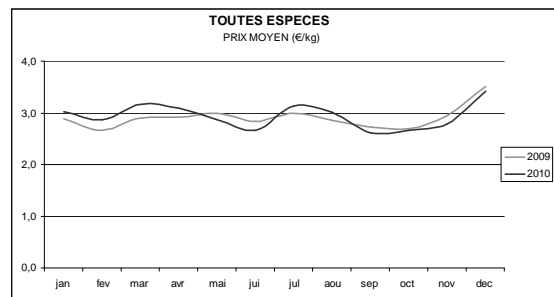
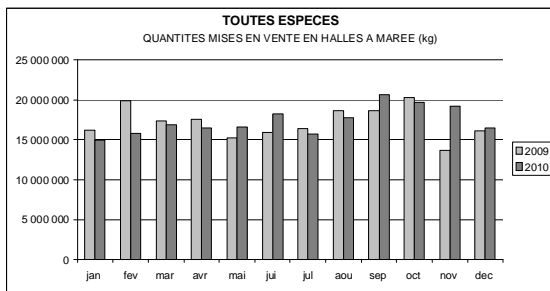
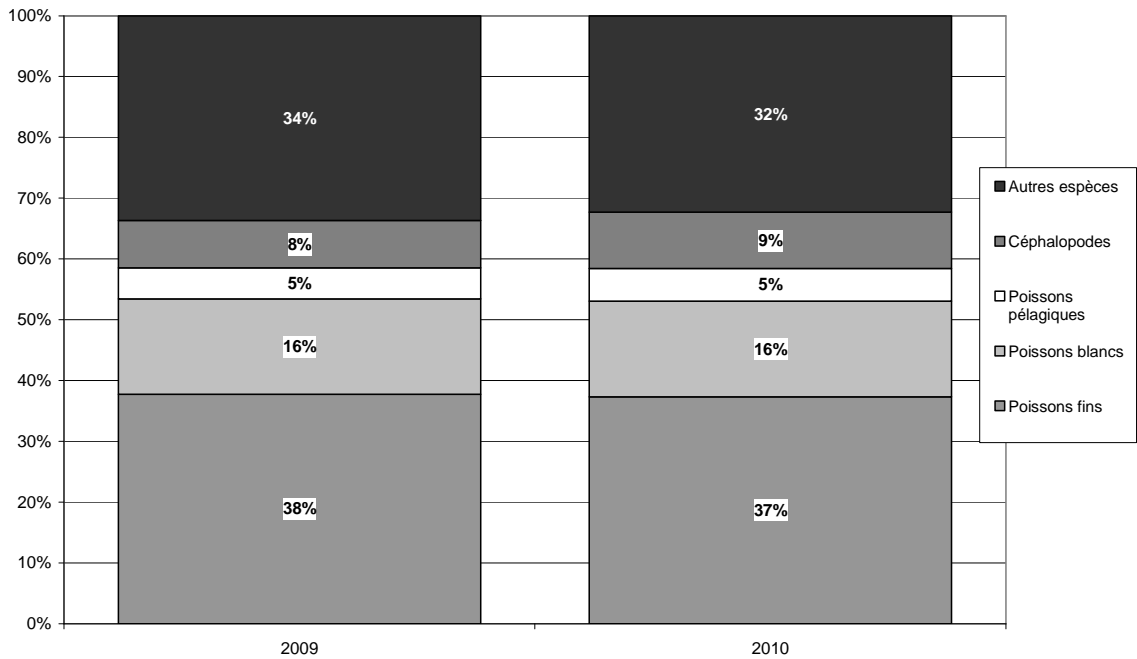
Volume débarqués (tonnes)	2006	2007	2008	2009	2010	évolution 10/09
Toutes espèces	242 394	243 322	216 471	204 709	204 971	0%
bar	5 329	4 779	4 966	4 336	4 406	2%
baudroie	13 138	14 304	12 848	11 700	11 603	-1%
coquille Saint Jacques	18 161	18 432	17 964	14 770	13 551	-8%
langoustine	5 216	4 623	4 500	4 513	4 139	-8%
lieu noir	10 355	10 277	8 049	5 634	3 883	-31%
merlan	10 667	10 082	8 996	10 389	11 786	13%
merlu	4 402	5 843	7 656	9 443	8 381	-11%
cabillaud	2 697	3 763	3 264	3 537	2 964	-16%
sardine	27 037	29 471	27 190	25 008	17 748	-29%
seiche	12 510	14 993	10 571	6 503	9 389	44%
sole	6 010	5 996	6 172	5 635	5 694	1%

Valeur des ventes (k€)	2006	2007	2008	2009	2010	évolution 10/09
Toutes espèces	678 878	688 658	614 862	555 289	585 821	5%
bar	49 812	48 800	46 878	39 842	41 404	4%
baudroie	71 446	75 993	69 304	62 595	63 609	2%
coquille Saint Jacques	39 017	41 117	40 023	32 263	29 939	-7%
langoustine	48 575	44 628	41 767	38 815	37 024	-5%
lieu noir	10 784	11 352	9 028	7 068	6 223	-12%
merlan	19 597	19 109	14 578	12 891	15 699	22%
merlu	19 679	21 689	21 619	22 634	24 078	6%
cabillaud	11 081	13 669	11 964	10 798	10 613	-2%
sardine	12 960	15 015	14 376	12 898	9 468	-27%
seiche	28 964	31 702	23 919	16 303	25 625	57%
sole	75 588	77 192	71 352	61 807	68 274	10%

Prix moyen (€/kg)	2006	2007	2008	2009	2010	évolution 10/09
Toutes espèces	2,94	2,94	3,00	2,91	2,96	2%
bar	9,39	10,23	9,46	9,44	9,48	0%
baudroie	5,45	5,32	5,40	5,36	5,49	2%
coquille Saint Jacques	2,40	2,32	2,33	2,31	2,29	-1%
langoustine	9,34	9,74	9,37	8,75	9,15	5%
lieu noir	1,05	1,12	1,15	1,26	1,60	27%
merlan	1,85	1,91	1,63	1,29	1,35	5%
merlu	4,74	4,15	3,31	2,85	2,99	5%
cabillaud	4,12	3,64	3,67	3,06	3,58	17%
sardine	0,56	0,59	0,66	0,67	0,60	-10%
seiche	2,33	2,12	2,27	2,51	2,73	9%
sole	12,59	12,91	11,58	11,01	12,00	9%

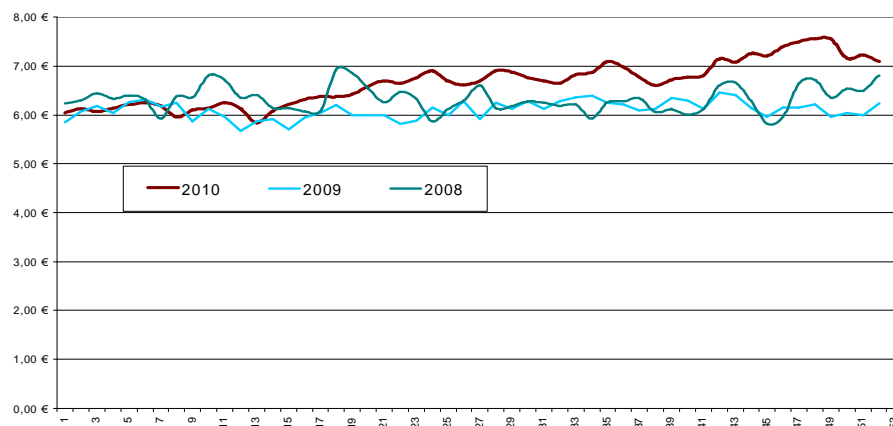
Produits aquatiques <

Répartition, en valeur, des débarquements en halles à marée, par groupes d'espèces



Relevés de prix en grande distribution (Source SNM/ FranceAgriMer)

Prix des huîtres Marennes-Oléron cal.3-4-5 en GMS



> Produits aquatiques

Achats des ménages pour leur consommation à domicile (Source : Kantar Worldpanel FranceAgriMer)

Cumul annuel mobile 12 mois se terminant en nov.-10	Structure volume (%)	Evol tonnage/ A-1 (%)	Prix moyen (€/kg)	Evol prix/ A-1 (%)
TOTAL POISSONS FRAIS	100,0	-3,9	11,99	6,9
POISSONS ENTIERS	34,4	-4,1	9,33	5,8
POISSONS DECOUPES	63,7	-3,7	13,37	7,2
POISSONS PREEMBALLEES (entier et découpe)	18,0	-0,4	13,68	8,7
Saumon	20,2	-7,3	13,53	16,6
Cabillaud	13,5	4,3	14,13	2,0
Lieu noir	5,9	-4,1	9,33	13,4
Dorade	3,9	-12,6	10,44	4,7
Truite	3,7	-6,7	9,67	0,7
Pangas	2,6	-10,2	7,67	-0,2
Merlu, colin	4,1	3,2	8,39	-2,2
Merlan	4,0	4,8	11,92	6,6
Bar, loup	4,0	9,6	13,25	4,8
Lotte, baudroie	3,3	1,9	17,12	1,2
Sole	2,5	-12,4	19,64	8,0
Lieu jaune	1,2	3,9	11,80	-2,8
TOTAL COQUILLAGES FRAIS (hors noix de St-jacques)	100,0	-1,7	4,80	1,1
Huitre	36,0	-1,6	5,77	1,3
Moule	48,3	-1,2	3,39	-1,8
Coquille Saint-Jacques entière	7,1	-2,7	5,48	5,4
NOIX DE SAINT-JACQUES FRAICHE	100,0	-3,9	20,45	-1,0
TOTAL CEPHALOPODES FRAIS	100,0	2,9	8,47	5,3
TOTAL CRUSTACES FRAIS	100,0	-5,6	11,99	2,5
Langoustine	23,9	-10,6	13,79	1,8
TOTAL PRODUITS TRAITEUR DE LA MER (hors plats préparés)	100,0	10,2	12,32	1,9
Poissons panés, grillés	3,1	7,5	9,94	3,1
Poissons fumés, salés, séchés	26,0	8,6	19,89	4,0
Poissons fumés	22,9	8,4	20,96	4,8
<i>dont Saumon fumé</i>	<i>16,4</i>	<i>10,0</i>	<i>23,47</i>	<i>4,1</i>
Surimi	33,8	20,4	6,41	-2,8
Crevettes et gambas cuites	24,2	2,8	11,22	6,5
TOTAL PLATS PREPARES A BASE DE POISSONS	100,0	16,1	8,85	-2,8

viandes rouges



LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

> Poursuite de la croissance du cheptel allaitant

Après le repli enregistré en mai 2009 (enquête du SSP), le cheptel bovin français est resté stable en mai 2010 (- 0,3 %) à 19,3 millions de têtes. L'année a été marquée par la poursuite de la décapitalisation du cheptel de vaches laitières (- 2,1 %), pour la deuxième année consécutive. Deux événements de la campagne laitière 2009-2010 ont dissuadé les éleveurs laitiers de produire, ce qui s'est traduit par des réformes massives de vaches : d'une part le gel de la hausse communautaire de 1 % des quotas laitiers ainsi que le gel des allocations provisoires ; d'autre part les niveaux bas du prix du lait payé aux éleveurs dès le début de cette campagne. En revanche, le troupeau de génisses laitières s'est développé (+ 4,5 %) notamment le nombre de femelles de 1 à 2 ans, ce qui pourrait permettre un large renouvellement et/ou une recapitalisation du cheptel, selon l'évolution de la situation dans la filière.

La situation est opposée pour les races à viande : le cheptel de vaches allaitantes est resté globalement stable (+ 0,2 %) et représente en mai 2010 plus de 54 % du troupeau total français de vaches. Le nombre de génisses est toutefois en nette diminution, avec une baisse de 10,5% du nombre de femelles nourrices de 1 à 2 ans, ce qui risque de poser des questions de capacité de renouvellement du cheptel d'ici un an.

En 2010, les naissances de veaux allaitants ont progressé de 2,9 %, ce qui représente un gain de 95 000 têtes. Des baisses importantes ont été constatées durant l'été (période de creux des naissances) mais elles ont été compensées les croissances enregistrées sur les autres mois, notamment des cinq premiers mois de l'année, période de pic des vêlages. Parmi ces animaux (mâles et femelles), environ 72 % sont destinés à la production de broutards, pour le marché français ou l'exportation. Ce sont donc environ 68 400 broutards allaitants de plus qui seront disponibles de septembre 2010 à 2011.

> Hausse des exportations de broutards, et légère diversification vers les Pays Tiers

Tout au long de l'année, les disponibilités en bovins mâles allaitants destinés à l'engraissement (animaux de 8 à 12 mois) ont suivi les mêmes évolutions que les naissances de veaux depuis le printemps 2009. Si sur les deux premiers mois le nombre de broutards a été en repli, l'offre s'est raffermie dès mars et jusqu'en juillet, une offre peut-être plus abondante que ce que le marché pouvait absorber. Cette évolution est toutefois à nuancer puisque l'année 2009 avait été marquée par un manque de broutards allaitants, suite au creux des vêlages du printemps 2008. A partir du mois d'août, la tendance s'est inversée : les disponibilités sont passées sous les niveaux de 2009, qui étaient déjà en fort repli par rapport à ceux de 2008. Les coûts de production en hausse et le manque de disponibilités en fourrages (été sec) ont rendu les engraisseurs plus prudents lors de leurs mises en place.

Les exportations de bovins de plus de 80 kg destinés à l'engraissement ont légèrement progressé, de 0,5 % par rapport à 2009 mais sont restées à un niveau bien inférieur aux années ante-FCO. L'Italie représente toujours de loin le principal client de la France, avec des achats en repli par rapport à l'année précédente (- 1,9 %). Face à une situation économique encore difficile, les engraisseurs italiens sont restés prudents dans leurs achats, que ce soit en quantité ou en qualité. L'Espagne a renforcé ses achats de maigres de 80 à 300 kg (+ 5,9 %). Mais c'est surtout vers de nouveaux marchés que la France a développé ses ventes : même si elles restent peu significatives, les exportations vers les Pays Tiers ont été multipliées par 3,5. Les deux premiers acheteurs de broutards français ont des demandes bien spécifiques. L'Italie s'approvisionne majoritairement en bovins maigres de plus de 300 kg, en particulier de mâles. La demande des engraisseurs espagnols porte préférentiellement sur des bovins légers, de 160 à 300 kg. Ainsi, les animaux exportés vers l'Espagne, ou vers les Pays Tiers, ont été différents de ceux qui auraient été exportés vers l'Italie si ce marché avait été plus demandeur.

› Gros bovins

Il s'agit d'animaux plus légers et/ou de moins bonne qualité et donc vendus un peu moins cher. Une plus grande proportion de femelles a également été vendue, animaux meilleur marché que les mâles. Sur la majeure partie de l'année, les exportations ont donc été moins bonnes en valeur, mais le retard a été rattrapé sur les deux derniers mois de l'année (+ 1,6 % sur l'année).

Même si les prix des broutards mâles ont été en moyenne supérieurs à ceux de 2009, ils ont été orientés à la baisse sur toute ou partie de l'année. Les engraisseurs italiens ont fait pression sur les prix en faisant le choix d'animaux de moins bonne qualité et donc moins chers. De plus, le contexte économique a été difficile pour les engraisseurs français également et l'importance de l'offre par rapport à la demande à certaines périodes de l'année (printemps – été) n'a pas permis de soutenir les prix, qui sont passés sous les niveaux de 2009 dès le mois de mai, pour y rester jusqu'à la fin de l'année. Au cours du premier semestre, les broutards de race limousine ont eu du mal à trouver preneurs, ce qui avait conduit à un fléchissement plus marqué des prix des animaux de cette race. Les cours de ces animaux avaient alors convergé vers ceux des broutards charolais. Ils s'étaient ensuite éloignés avant de converger à nouveau sur les dernières semaines. Les prix des mâles limousins ont gagné 0,7 % tandis que ceux des mâles charolais ont progressé de 3,0 % : ainsi, en moyenne sur l'année, les limousins se sont vendus seulement 3 centimes plus cher que les charolais alors que l'écart était de 10 centimes en 2009.

Les cours des broutards femelles sont restés à des niveaux bas en 2010 (- 8,7 %). Ces animaux sont peu recherchés sur le marché français et la demande espagnole n'a pas été suffisante pour soutenir les prix.

› De fortes disponibilités en gros bovins finis

En 2010, les abattages français de gros bovins finis ont atteint 1,32 million de têtes, le niveau le plus élevé sur les six dernières années. Par rapport à l'année précédente, une croissance de 3,9 % a ainsi pu être observée (+ 3,0 % en têtes). Non seulement un plus grand nombre d'animaux ont été abattus, mais il y a également eu un alourdissement notable des carcasses (+ 3,2 kg/tête), ce qui a d'autant plus renforcé l'offre en viande sur le marché français.

La croissance des abattages a concerné toutes les catégories d'animaux. L'offre en vaches a progressé de 2,4 % en volume. Les carcasses se sont alourdies et la proportion de vaches laitières dans les abattoirs a légèrement décru par rapport à 2009, en particulier sur les trois mois de l'été suite à la revalorisation du prix du lait, qui avait incité un certain nombre d'éleveurs à retarder la mise à la réforme de leurs vaches. Les abattages de génisses ont enregistré une nette hausse en volume (+ 4,3 %). Les disponibilités étaient importantes au 1^{er} janvier 2010 (+ 10 % sur les 16-24 mois par rapport au 1^{er} janvier 2009) mais le désir de capitaliser dans un cheptel de reproductrices n'a pas été forcément favorisé par la situation économique.

Malgré un déficit de disponibilités en bovins mâles allaitants au 1^{er} janvier 2010 puis à nouveau à partir du mois d'août, les abattages de jeunes bovins ont été supérieurs à ceux de 2009 tout au long de l'année (+ 4,6 % en volume). Il semble qu'il y ait eu une réduction de la proportion de jeunes bovins allaitants abattus, qui a toutefois été nettement compensée par des poids de carcasses en hausse (+ 7,1 kg/tête). Après deux années d'allègement des carcasses, celles-ci ont retrouvé des poids plus proches de ceux des années avant FCO. A ces jeunes bovins abattus s'ajoutent ceux engraisés en France et exportés en vif (+ 20 % environ par rapport à 2009) : la production de cette catégorie de gros bovins finis a donc été particulièrement dynamique en 2010. Les abattages de bœufs ont progressé de 11,6 % en volume, avec des carcasses plus légères que l'année précédente. Dans cette filière, la contractualisation a permis de soutenir la production.

En 2010, les exportations de gros bovins finis ont été tirées vers le haut (+ 22 %) grâce à un appel des Pays Tiers et notamment du Liban qui a ré-ouvert ses frontières aux produits français dans le courant de l'année 2009. Important client de la France à la fin des années 90, ce pays est redevenu l'importateur numéro 2 de gros bovins finis français en 2010, derrière l'Italie. La hausse des ventes vers les Pays Tiers s'est accompagnée d'une réduction des

envois vers les pays membres de l'Union européenne (- 13 %). La plupart de ces Etats ont été concernés.

Le solde du commerce extérieur français de viandes (fraîches, congelées et transformées) s'est amélioré de 19 900 tec en 2010, tout en restant nettement déficitaire. Les exportations ont progressé de 4,3 % tandis que les importations ont perdu 2,0 %. La répartition des destinations a légèrement évolué : des ventes se sont renforcées vers l'Allemagne, mais il y a eu moins de débouchés vers la Grèce et l'Italie. Les approvisionnements en provenance des îles britanniques se sont développés mais ils ont diminué en provenance d'Espagne et d'Allemagne.

Malgré cet afflux de viande sur le marché français et un contexte français comme européen de réduction de la demande de la consommation, le prix moyen pondéré des gros bovins s'est établi à 3,0 €/kg, en hausse de 1,6 % par rapport à 2009. Toutefois, toutes les catégories d'animaux n'ont pas été touchées de la même façon. Les cours des femelles, vaches et génisses, qui avaient enregistré des baisses en 2009 se sont maintenus, voire ont progressé. Les conformations les moins bonnes sont celles qui s'en sont le mieux sorties. Dans un contexte d'offre soutenue, la viande de jeunes bovins, qui a probablement été moins demandée que celle de femelles, a connu pour la seconde année consécutive un repli de ses prix. La fin de l'année a cependant été plus favorable : la demande en viande de la part des Pays Tiers (Turquie) a tiré les prix français et européens vers le haut. Les jeunes bovins sont les animaux qui en ont le plus profité.

> Une hausse de la consommation de viande bovine

En raison de la hausse des abattages et de l'apport toujours important de viandes bovines étrangères, la consommation apparente française de viande bovine (calculée par bilan, hors viande de veau) a atteint son plus haut niveau depuis plus de 10 ans (1,4 million de tec), en progression de 2,1 % par rapport à 2009.

Le panel de Kantar WorldPanel indique une modification des types de produits achetés par les ménages : les français ont délaissé les pièces de viande (- 1,8 %) pour se rabattre sur la viande hachée, qu'elle soit fraîche (+ 4,9 %) ou congelée (+ 7,4 %). Le facteur prix a été prédominant dans le choix des consommateurs : la viande hachée est en effet l'un des produits les moins chers, qui n'a en outre pas augmenté en 2010.

> Les prévisions 2011

L'année 2011 débute avec un déficit de vaches laitières de plus de 3 ans, mais avec un troupeau de femelles plus jeunes (16 à 36 mois) en croissance par rapport à début 2010. Cette situation devrait permettre un large renouvellement du cheptel de reproductrices laitières. La production de génisses laitières devrait donc reculer par rapport à 2010, tandis que le nombre de vaches abattues pourrait progresser : aux vaches remplacées par les femelles plus jeunes au cours de l'année s'ajoutent celles réformées dès la fin de la campagne laitière en raison du manque de disponibilités en fourrages et des coûts élevés de l'aliment. L'ampleur du renouvellement et des réformes de vaches dépendra ensuite de la situation de la filière lait après la fin de la campagne en cours (2010-2011) et notamment de l'évolution des prix des produits industriels sur les marchés mondiaux qui impactera sur le prix du lait national.

Une situation opposée est observable pour les femelles allaitantes au début de l'année 2011 : un cheptel de reproductrices (plus de 3 ans) en hausse et un déficit de génisses de 18 à 36 mois, suite à des exportations de broutardes en 2010. Le potentiel de renouvellement devrait donc être relativement limité et, entre ce manque de génisses et celles qui seront utilisées pour le renouvellement, la production de génisses allaitantes devrait diminuer en 2011. De plus, 2011 pourrait marquer la fin de la croissance du cheptel de reproductrices allaitantes : les réformes de vaches pourraient permettre de renflouer les trésoreries des éleveurs mises à mal en 2009 et 2010. Une hausse de la production de vaches de races à viande est envisageable sous ces conditions.

> Gros bovins

Globalement, la production de femelles pourrait progresser de 1 % en 2010, celle de vaches compensant la chute de la production de génisses.

La production de bœufs devrait être soutenue par, d'une part les disponibilités en hausse notamment en mâles laitiers, d'autre part les contractualisations tripartites (éleveurs, industries, distribution). Le niveau particulièrement élevé de 2010 pourrait être difficile à maintenir mais la baisse ne devrait pas être importante (d'environ 2 %).

En ce qui concerne les brouards, l'offre devrait être présente pour les trois premiers trimestres de 2011, plus précisément sur les races à viande. Reste à savoir ce qui sera destiné à l'exportation et ce qui restera en France pour y être engraisé. De nouveaux marchés ont été ouverts, qui pourraient permettre d'écouler les brouards français, tel que l'Egypte. L'Algérie en revanche a fermé ses frontières pour les bovins vifs français. L'autre point négatif est la vaccination contre la FCO qui n'est plus obligatoire en France, simplement conseillée, ce qui pourrait être un frein pour les ventes vers certains pays. Dans ce contexte, les prix des brouards français pourraient être en baisse par rapport à 2010.

Sur le premier semestre, la production de jeunes bovins allaitants devrait être en hausse, grâce à des disponibilités et un effet prix élevés qui devrait durer jusqu'en juin, tandis que celle de jeunes bovins laitiers devrait se replier. En tablant sur une offre abondante de brouards allaitants restés en France sur les six premiers mois, la production de jeunes bovins devrait bien se tenir au second semestre, avec un léger accroissement des poids de carcasses (réduction de la part des jeunes bovins laitiers). Sur l'année, la production de jeunes bovins pourrait augmenter (1 %).

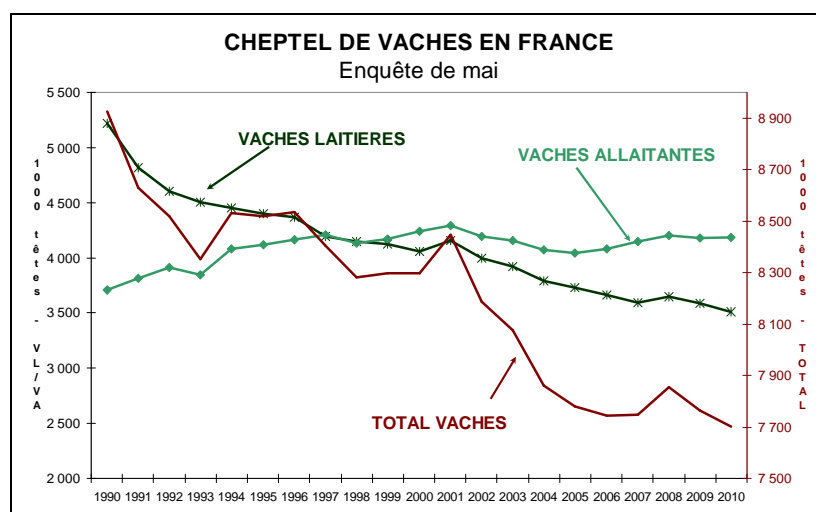
La production française de gros bovins finis devrait légèrement croître en 2011, de moins de 1 %, avec une partie des animaux engraisés en France exportés en vif. Le surplus de production devrait également être dégagé sous forme de viande (+ 3 %), avec en parallèle un recul des importations de viande (- 3 %). Le solde des échanges de viandes bovines (hors veaux) devrait donc à nouveau progresser. La consommation, calculée par bilan, pourrait diminuer d'environ 1 % par rapport au bon niveau de 2010.

Cheptel bovin
- enquêtes de mai -

1000 têtes

	2006	2007	2008	2009	2010	%10/09
Vaches laitières	3 666	3 597	3 650	3 586	3 512	-2,1
Vaches nourrices	4 079	4 150	4 205	4 179	4 189	0,2
Total vaches	7 745	7 747	7 855	7 765	7 701	-0,8
Génisses laitières de 1 à 2 ans	1 246	1 228	1 201	1 224	1 286	5,1
Génisses laitières de plus de 2 ans	876	840	809	790	819	3,7
Génisses nourrices de 1 à 2 ans	1 004	1 040	1 084	1 097	982	-10,5
Génisses nourrices de plus de 2 ans	933	965	990	1 061	1 101	3,8
Total bovins souche	11 803	11 819	11 938	11 937	11 889	-0,4
Autres femelles	629	643	671	727	664	-8,7
de 1 à 2 ans	315	321	344	356	308	-13,5
de plus de 2 ans	314	322	326	371	356	-4,0
Mâles de 1 à 2 ans	1 133	1 172	1 231	1 208	1 144	-5,3
de type "laitier"	380	385	401	402	430	7,0
de type "viande"	753	787	829	806	714	-11,4
Autres mâles (plus de 2 ans)	444	452	448	480	490	2,1
Autres bovins (moins de 1 an)	5 252	5 272	5 344	5 017	5 119	2,0
TOTAL BOVINS	19 261	19 358	19 632	19 369	19 306	-0,3

Source : FranceAgriMer d'après SSP



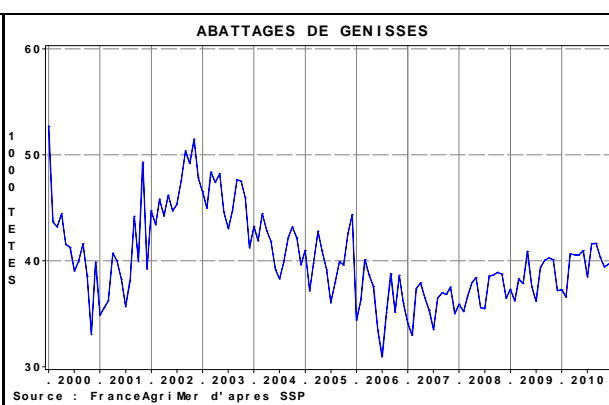
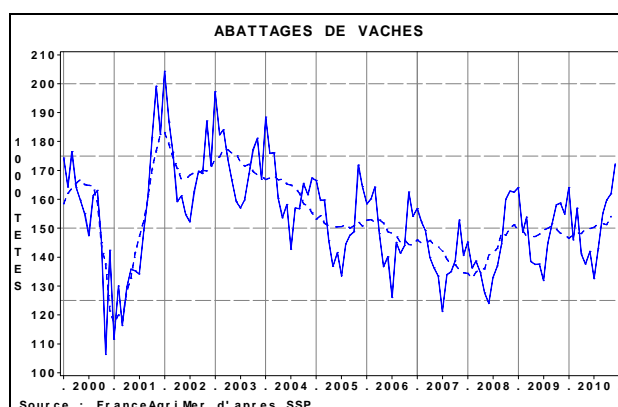
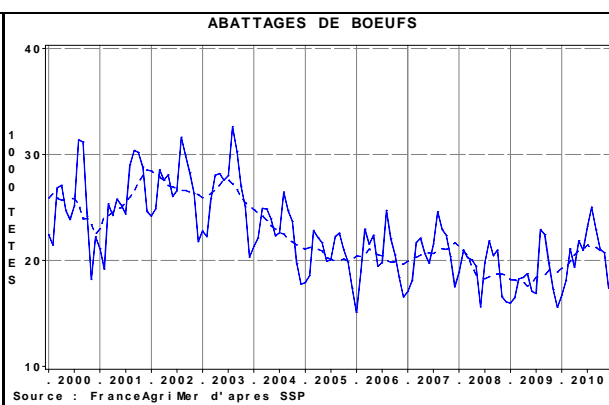
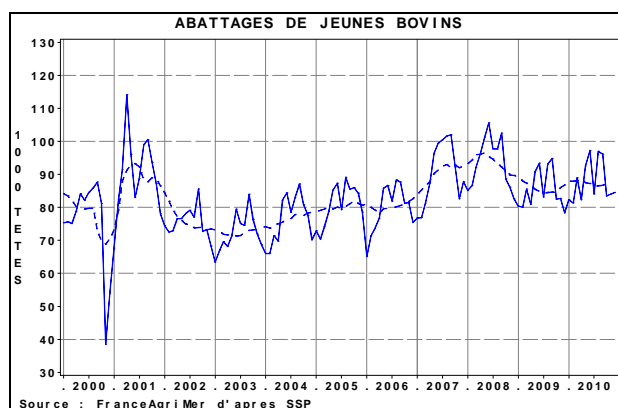
Source : FranceAgriMer d'après SSP

> Gros bovins

Abattages contrôlés de gros bovins

	2006	2007	2008	2009	2010	%10/09
Abattages (1 000 têtes)						
Vaches	1 780,9	1 689,6	1 706,0	1 779,9	1 812,1	1,8
Génisses	434,9	430,4	446,3	461,2	477,6	3,6
Jeunes Bovins	955,4	1 080,0	1 122,3	1 025,6	1 053,9	2,8
Bœufs	242,2	248,6	230,8	219,7	248,2	13,0
TOTAL	3 413,3	3 448,5	3 505,4	3 486,4	3 591,8	3,0
Abattages (1 000 tec)						
Vaches	619,5	598,2	597,8	627,3	642,0	2,4
Génisses	154,6	153,3	156,0	162,0	169,0	4,3
Jeunes Bovins	379,2	432,5	435,9	397,5	415,9	4,6
Bœufs	96,6	99,6	90,4	86,1	96,1	11,6
TOTAL	1 249,9	1 283,6	1 280,2	1 272,9	1 323,0	3,9
Poids moyens (kg / tête)						
Vaches	347,9	354,0	350,4	352,4	354,3	0,5
Génisses	355,6	356,2	349,4	351,3	353,9	0,7
Jeunes Bovins	396,9	400,5	388,4	387,6	394,6	1,8
Bœufs	398,9	400,7	391,9	392,0	387,2	-1,2
Ensemble gros bovins	366,2	372,2	365,2	365,1	368,4	0,9

Source : FranceAgriMer d'après SSP



Commerce extérieur des bovins vivants de plus de 80 kg destinés à l'engraissement

1000 têtes

	2006	2007	2008	2009	2010	%10/09
Exportations totales	1 242,1	1 151,2	1 078,5	1 050,1	1 055,6	0,5
Union européenne	1 232,6	1 147,4	1 070,2	1 047,7	1 044,8	-0,3
<i>Italie</i>	1 044,5	961,4	912,6	867,4	851,3	-1,9
<i>Espagne</i>	147,3	148,7	109,0	149,9	158,8	5,9
<i>Allemagne</i>	4,9	7,5	11,0	5,1	5,0	-1,3
<i>Belgique</i>	8,2	5,0	6,0	5,8	8,2	42,2
<i>Pays-Bas</i>	3,0	2,6	2,5	0,9	1,7	93,3
Pays Tiers	9,6	3,7	8,4	2,4	10,8	350,0
Importations totales	73,2	39,8	69,5	3,0	7,7	157,7
Union européenne	73,2	39,8	69,5	3,0	7,7	157,7
<i>Pays-Bas</i>	29,3	11,9	22,6	0,5	0,6	16,2
<i>Belgique</i>	11,8	11,2	15,2	1,3	1,4	9,3
<i>Espagne</i>	14,7	9,8	22,1	0,2	3,3	1 284,9
<i>Allemagne</i>	2,8	3,0	3,8	0,2	0,0	-82,7
<i>Irlande</i>	3,9	0,4	0,3	0,3	0,1	-54,2
Pays Tiers	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	
SOLDE	1 168,9	1 111,3	1 009,0	1 047,1	1 047,8	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Commerce extérieur des bovins vivants de + 300 kg destinés à l'engraissement

1000 têtes

	2006	2007	2008	2009	2010	%10/09
Exportations totales	760,3	695,7	678,8	712,5	722,6	1,4
Union européenne	759,8	694,8	677,8	710,8	717,2	0,9
<i>Italie</i>	710,5	645,3	626,8	654,6	661,0	1,0
<i>Espagne</i>	21,3	25,3	20,4	30,0	25,2	-16,2
<i>Allemagne</i>	3,5	4,9	5,6	4,6	4,8	3,5
<i>Grèce</i>	13,2	10,6	17,0	13,8	13,1	-4,7
Pays Tiers	0,4	0,8	1,0	1,6	5,4	232,2
Importations totales	8,2	5,4	3,8	2,3	4,1	81,0
Union européenne	8,2	5,4	3,8	2,3	4,1	81,0
<i>Belgique</i>	3,5	1,5	1,4	1,2	1,0	-9,9
<i>Espagne</i>	1,3	0,3	0,2	0,2	1,0	337,0
<i>Allemagne</i>	1,3	2,8	1,0	0,2	0,0	-82,7
Pays Tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
SOLDE	752,0	690,1	675,0	710,2	718,5	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

> Gros bovins

Commerce extérieur des bovins vivants de + 300 kg destinés à la boucherie

1000 têtes

	2006	2007	2008	2009	2010	%10/09
Exportations totales	91,0	80,9	82,7	109,7	134,0	22,2
Union européenne	82,8	79,4	78,5	85,8	74,6	-13,1
<i>Italie</i>	71,3	67,6	67,4	58,7	58,3	-0,7
<i>Espagne</i>	6,5	5,3	0,8	1,9	0,9	-54,1
<i>Belgique</i>	2,3	1,2	2,5	13,1	8,7	-33,8
<i>Grèce</i>	2,1	3,4	4,2	2,6	1,6	-38,1
Pays Tiers	8,2	1,6	4,2	23,9	59,5	148,7
<i>Liban</i>	1,3	0,2	0,4	9,0	44,2	390,0
Importations totales	15,7	12,6	16,4	9,8	13,9	42,8
Union européenne	15,7	12,6	16,3	9,8	13,9	42,6
<i>Belgique</i>	6,3	5,0	5,9	4,2	7,6	81,0
<i>Espagne</i>	8,3	6,4	9,5	4,9	5,7	16,6
<i>Allemagne</i>	0,4	0,2	0,0	0,1	0,0	-92,9
Pays Tiers	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	
SOLDE	75,3	68,4	66,3	99,9	120,1	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Echanges de viande bovine (gros bovins + veaux)

1000 tec

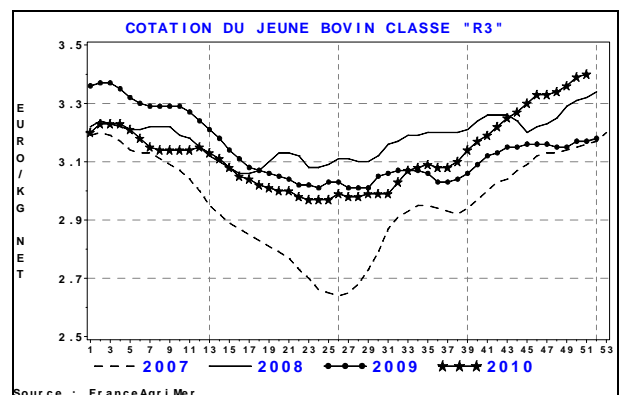
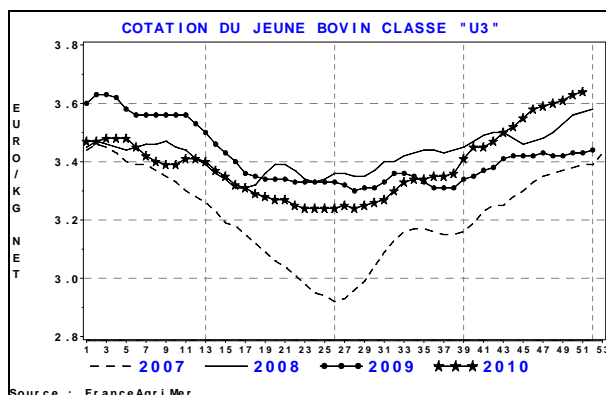
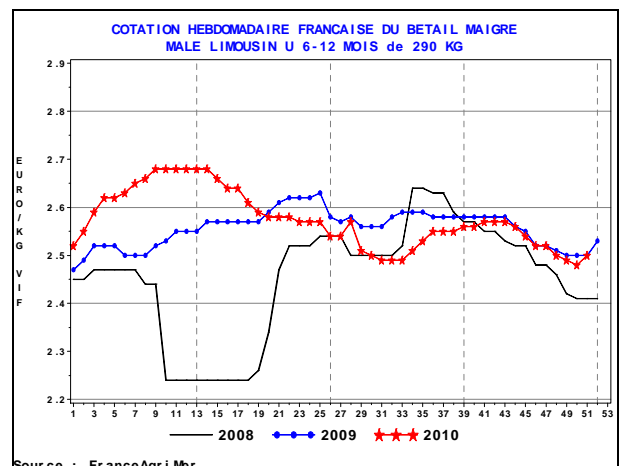
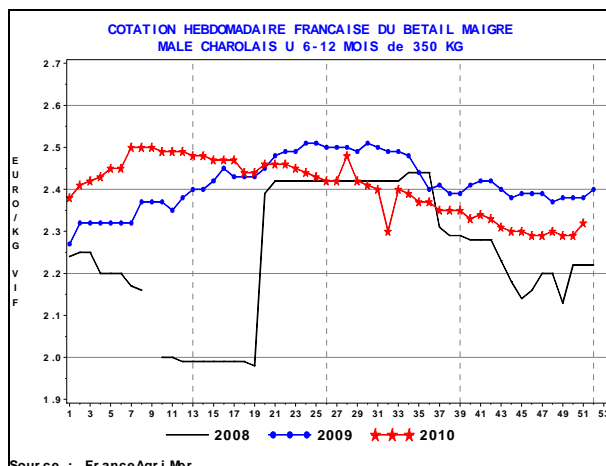
	2006	2007	2008	2009	2010	%10/09
VIANDE FRAICHE						
Exportations totales	213,1	226,5	227,7	235,1	244,1	3,8
Union européenne	211,7	225,1	226,3	233,1	238,5	2,3
Pays Tiers	1,4	1,4	1,4	2,0	5,6	183,6
Importations totales	310,5	320,2	308,1	301,2	297,3	-1,3
Union européenne	306,1	315,5	305,6	298,4	295,3	-1,0
Pays Tiers	4,4	4,6	2,5	2,8	2,0	-29,9
Solde	-97,4	-92,2	-80,4	-66,1	-53,2	
VIANDE CONGEELEE						
Exportations totales	30,5	31,3	34,4	26,0	27,4	5,5
Union européenne	26,6	28,8	30,1	22,8	22,2	-2,5
Pays Tiers	3,9	2,5	4,3	3,1	5,1	63,6
Importations totales	67,0	73,7	77,0	87,8	83,7	-4,7
Union européenne	63,5	69,0	73,7	84,6	81,3	-3,8
Pays Tiers	3,5	4,7	3,3	3,3	2,4	-26,2
Solde	-36,5	-42,3	-42,6	-61,9	-56,3	
VIANDE TRANSFORMEE						
Exportations totales	10,0	8,1	12,3	9,6	10,8	12,3
Importations totales	7,8	8,9	17,9	19,1	18,8	-1,2
Solde	2,2	-0,3	-5,6	-9,5	-8,1	
EXPORTATIONS	253,7	265,9	274,3	270,6	282,2	4,3
IMPORTATIONS	385,4	402,7	402,9	408,1	399,8	-2,0
SOLDE	-131,7	-134,8	-128,6	-137,5	-117,6	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

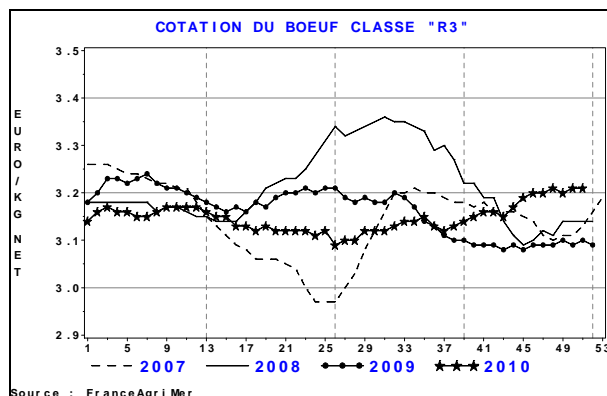
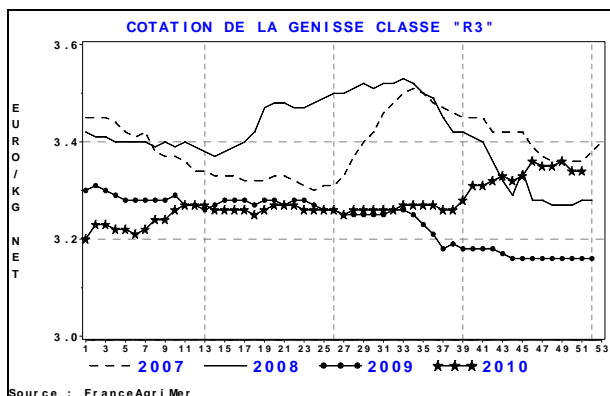
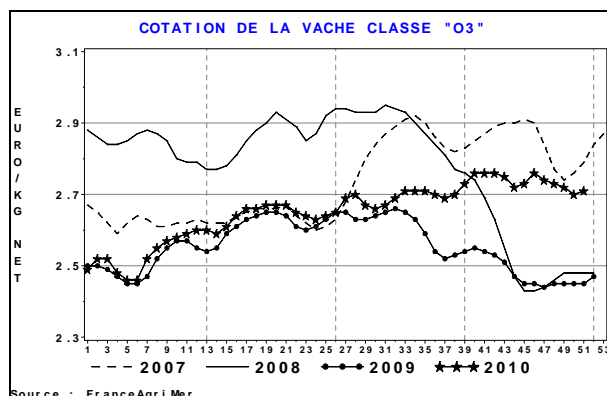
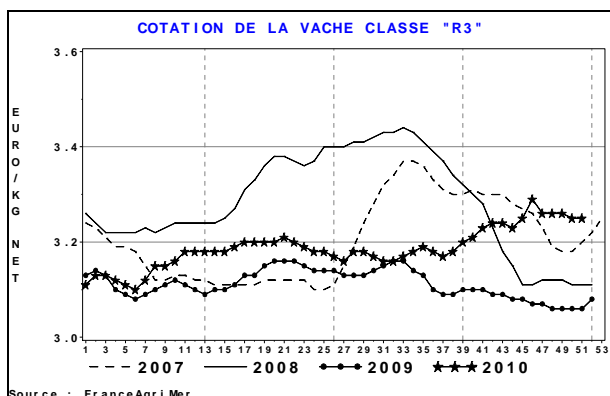
Evolution annuelle des cotations des gros bovins

	2006	2007	2008	2009	2010	%10/09
Animaux maigres (mâles 6-12 mois) en €/kg vif						
Limousin U3	2,90	2,57	2,45	2,56	2,57	0,7
Charolais U3	2,80	2,66	2,31	2,46	2,54	3,0
Croisé R3	2,43	2,19	2,08	2,21	2,23	0,8
Gros bovins entrée abattoir (€/ kg carcasse)						
Prix moyen pondéré	3,14	3,03	3,06	2,91	2,96	1,6
Bœufs U3	3,59	3,43	3,52	3,49	3,51	0,5
Bœufs R3	3,32	3,14	3,21	3,16	3,15	-0,4
Jeunes Bovins U3	3,48	3,21	3,43	3,42	3,39	-0,8
Jeunes Bovins R3	3,27	2,96	3,18	3,14	3,13	-0,3
Génisses U3	3,98	3,94	3,98	3,87	3,87	0,2
Génisses R3	3,50	3,39	3,41	3,24	3,27	1,0
Vaches R3	3,36	3,21	3,28	3,11	3,19	2,4
Vaches O3	2,77	2,74	2,78	2,55	2,65	3,8

Source : FranceAgriMer



> Gros bovins



BILAN DANS LE SECTEUR DES GROS BOVINS FINIS

	2009		2010		%10/09	
	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec
Production contrôlée	3 586,3	1 296,4	3 711,9	1 351,6	3,5	4,3
Commerce extérieur						
Animaux vivants						
Exportations ⁽¹⁾	109,7	25,7	134,0	31,7	22,2	23,3
Importations ⁽¹⁾	9,8	2,2	13,9	3,2	42,8	44,0
SOLDE	99,9	23,5	120,1	28,5	20,2	21,3
Abattages contrôlés	3 486,4	1 272,9	3 591,8	1 323,0	3,0	3,9
Commerce extérieur						
Viande et conserves						
Exportations		270,6		282,2		4,3
Viande fraîche ⁽²⁾		235,1		244,1		3,8
Viande congelée		26,0		27,4		5,5
Conserves		9,6		10,8		12,3
Importations		371,6		361,9		-2,6
Viande fraîche ⁽²⁾		264,7		259,4		-2,0
Viande congelée		87,8		83,7		-4,7
Conserves		19,1		18,8		-1,2
SOLDE		-101,0		-79,7		-21,1
Consommation contrôlée		1 373,9		1 402,7		2,1
SOLDE (Prod - Cons)		-77,5		-51,2		

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes, PVE

⁽¹⁾ Animaux de plus de 300 kg vif destinés à la boucherie⁽²⁾ Viandes de gros bovins (les quantités de viande de veaux sont exclues)

> Gros bovins

PREVISIONS 2011

Prévisions de production					1000 tec
	2008	2009	2010	2011*	%11*/10
Jeunes bovins	464,2	438,4	465,7	470,3	1,0
Bœufs	90,4	86,1	96,1	94,2	-2,0
Femelles	756,5	795,9	820,5	828,7	1,0
Gros Bovins	1 311,1	1 320,4	1 382,3	1 393,3	0,8

* Prévisions

Source : FranceAgriMer, d'après SSP, Douanes

	2007	2008	2009	2010	2011*	%11*/10
Production	1 315,9	1 311,1	1 320,4	1 382,3	1 393,3	0,8
Abattages	1 283,6	1 280,2	1 272,9	1 323,0	1 329,7	0,5
Export viandes	265,9	274,3	270,6	282,2	290,7	3,0
Import viandes	362,2	363,6	371,6	361,9	351,1	-3,0
Consommation	1 379,9	1 369,5	1 373,9	1 402,7	1 390,0	-0,9

* Prévisions

Source : FranceAgriMer, d'après SSP, Douanes, PVE

LES GROS BOVINS DANS L'UNION EUROPEENNE

> Repli du cheptel bovin européen pour la seconde année consécutive

D'après les enquêtes de mai réalisées dans les Etats membres de l'Union européenne à 27, le cheptel total de bovins a enregistré une nouvelle baisse en 2010 (- 0,4 %). Parmi les plus gros détenteurs de bovins, l'Allemagne, l'Italie et la France ont poursuivi la décroissance de leurs troupeaux. A l'opposé, le Royaume-Uni et l'Espagne disposent de cheptels en croissance, tirés plus particulièrement par les races allaitantes.

Le cheptel de mâles de 1 à 2 ans a de nouveau reculé (- 1,7 %), conséquence de la baisse des effectifs de femelles et donc des naissances en 2009. La France, l'Allemagne, l'Irlande et l'Italie, quatre des cinq plus gros pays possédant ces animaux, ont enregistré une baisse de ce cheptel.

La décapitalisation du cheptel laitier européen a perduré en 2010 (- 1,5 %), en lien avec une conjoncture difficile dans les principaux pays laitiers (France, Allemagne) jusqu'à la fin de la campagne 2009-2010. Le prix du lait a en effet une forte influence sur les décisions de réformes des éleveurs. Ce phénomène de décapitalisation n'a pas seulement concerné les pays de l'UE à 15 mais également des nouveaux Etats membres tels que la Pologne, la Roumanie et la République tchèque.

Sous l'impulsion des nouveaux Etats membres, le cheptel allaitant a enregistré une légère croissance en mai 2010, après l'effritement constaté l'année précédente. Dans l'UE à 15, il est resté à peu près stable, grâce aux trois plus gros pays possédant un cheptel allaitant : la France, l'Espagne et le Royaume-Uni. Dans ce dernier, l'effet négatif du découplage de la PMTVA s'est estompé en 2010. Dans d'autres pays (Irlande, Italie), la faible rentabilité des élevages bovins a conduit les éleveurs à réformer des vaches pour compenser leur perte de revenus.

> Hausse des abattages de gros bovins

Depuis 2009, les données d'abattage concernent uniquement les volumes transitant par les abattoirs agréés par l'Union européenne. Les séries ne sont donc pas comparables entre 2008 et 2009 mais l'analyse est possible sur les deux dernières années. Une progression de 2,1 % (en volume) des abattages de gros bovins a été observée en 2010 dans l'UE à 27. Pour la seule UE à 15, la hausse a été plus prononcée (+ 2,5 %). La hausse s'est faite sur les bœufs (surtout de races laitières), aux dépens des jeunes bovins. Les abattages de génisses sont restés quasi stables tandis que ceux de vaches ont reculé.

L'Irlande et le Royaume-Uni ont connu les plus fortes hausses d'abattage : la production de bœufs a particulièrement augmenté dans ce dernier pays, ce qui a compensé les replis dans les autres catégories d'animaux. En Allemagne, les abattages ont été globalement stables en têtes mais l'alourdissement des carcasses a conduit à une hausse des tonnages abattus. Un repli a été constaté sur les abattages de vaches : l'amélioration de la conjoncture laitière a encouragé les éleveurs à conserver leurs vaches sur la seconde partie de l'année 2010. En Espagne, les abattages ont diminué en génisses et jeunes bovins mais ont été compensés par des exportations de bovins vivants finis. En Italie, les abattages de femelles ont contrebalancé la forte chute des abattages de jeunes bovins. L'augmentation des coûts de production dans ce pays a eu un effet à la baisse sur les mises en engraissement. En outre, cette filière est de plus en plus concurrencée localement par les productions végétales, en particulier de maïs.

› Gros bovins

› Développement du commerce vers les Pays Tiers, en vif et en viande

Les échanges intra-communautaires de gros bovins finis ont diminué en 2010 (- 11,5 %) après une année 2009 relativement favorable. Mais si les flux au sein du marché communautaire ont été moins importants c'est surtout parce que les opérateurs sont allés chercher des débouchés vers des Pays Tiers. Certains pays, le Liban en tête, mais également l'Égypte et l'Algérie, ont ouvert leurs frontières aux bovins européens. Ainsi, les ventes de bovins vivants ont été multipliées par cinq en 2010.

Le commerce intra-communautaire de viande a gagné environ 1 % par rapport à 2009, sous l'impulsion du regain des abattages de gros bovins. Mais là aussi, ce sont les exportations vers les Pays Tiers qui ont le plus augmenté : elles ont doublé en 2010. De nouveaux marchés ont permis de dégager le surplus de l'offre du marché européen : la Turquie, la Russie, l'Algérie, la Suisse. Dans le même temps, les importations de viande ont reculé d'environ 3 %. Les pays d'Amérique du Sud, notamment, ont réduit leurs expéditions de viande vers l'UE. Le gouvernement argentin a freiné les sorties et privilégié l'approvisionnement de sa population. L'Uruguay n'a pu maintenir son niveau d'exportation de 2009 vers l'UE en raison de faibles disponibilités. Et malgré le retour progressif du Brésil sur le marché européen, il n'a pas pu compenser ces deux replis. Les approvisionnements en viande d'Océanie ont également diminué tandis que les États-Unis ont repris quelques parts de marché.

› Bonne tenue des prix de la viande au deuxième semestre

Suite à la baisse du prix européen des gros bovins fin 2009, les cours sont restés bas sur le premier semestre 2010. Conséquence de la demande des Pays Tiers en viande, ils sont nettement remontés au cours du 4^e trimestre pour atteindre, sur ces trois mois, leur plus haut niveau de puis cinq ans. En moyenne sur l'année, le prix des gros bovins s'est élevé à 2,83 €/kg carcasse, en hausse de 1 % par rapport à 2009.

Les prix des jeunes bovins R3 sont restés à peu près stables pour la troisième année consécutive. La baisse observée sur les premiers mois a été modérée par le regain des exportations au deuxième semestre. Le prix des bœufs R3, malgré une offre abondante, a augmenté de 0,9 %. Suite à la baisse de la production en vaches, les prix ont été plutôt soutenus en 2010, en particulier la seconde partie de l'année alors qu'ils avaient diminué l'an passé. Le prix européen des vaches R3 a augmenté de 2,5 %, celui des vaches O3 de 2,0 %. Une hausse a également pu être observée sur le prix des génisses R3 (+ 1,3 %), là encore plus marquée sur le second semestre. Si sur la première partie de l'année l'offre a été supérieure à la demande, la tendance s'est inversée ensuite grâce aux exportations. Et toutes les catégories d'animaux en ont bénéficié.

Les prix des bovins maigres se sont établis à 2,15 €/kg vif, en augmentation de 2,1 % par rapport à 2009, très proche du niveau de 2007 (avant la FCO). Les situations sont diverses selon les pays : les brouards ont perdu de la valeur en Italie (- 0,6 %) alors qu'ils ont nettement progressé en Espagne (+ 5,8 %).

› Stabilité de la consommation de viande bovine

Après la forte baisse de la consommation des produits carnés observée en 2009 avec la crise économique, la situation ne s'est pas améliorée en 2010. Le pouvoir d'achat est resté faible et la viande bovine relativement chère comparée aux autres viandes de boucherie. Ainsi, la consommation de viande bovine (hors veau) de l'UE à 27 calculée par bilan s'est stabilisée à un bas niveau (+ 0,1 %). Les tendances de consommation ont été modifiées, le choix se portant vers les pièces les moins onéreuses ainsi que vers le steak haché frais ou surgelé, qui figure parmi les viandes les plus accessibles en terme de prix. Le taux d'auto-approvisionnement s'est amélioré, grâce à la reprise des exportations de viande bovine. Il est d'environ 99 % en 2010, presque 3 points au-dessus du niveau de 2009.

En tenant compte de la consommation de viande de veau, le bilan est plus positif (+ 1,7 %). Cette viande, malgré son prix, a été appréciée par les consommateurs, notamment français. Des campagnes de promotion, notamment en France, ont su toucher un public pouvant s'offrir ce type de produits. Ramenée par habitant, la consommation européenne de viande bovine (veau compris) s'est établie à 15,2 kg, en hausse de 1,4 %.

> Les prévisions 2011

En 2011, une réduction des abattages devrait être observée dans certains pays de l'Union européenne : l'Allemagne, l'Irlande, la Suède, la République tchèque... suite à la réduction du cheptel laitier. En Italie et au Royaume-Uni, c'est surtout la production de jeunes bovins qui devrait être touchée et qui sera responsable du repli des abattages globaux. La problématique du coût de production devrait concerner tous ces pays, avec pour conséquence une réduction du nombre d'animaux d'engraissés et / ou des poids de carcasses. Les éleveurs pourraient alors chercher une source de revenus complémentaires et le biogaz, suivant l'évolution des prix du pétrole, pourrait représenter une alternative intéressante. Dans d'autres pays, toutefois, les abattages de gros bovins finis devraient progresser : Espagne, France, Pays-Bas, Pologne. En Espagne, l'importation de gros bovins vivants devrait soutenir les abattages, tandis que le pays souhaiterait également fournir les pays méditerranéens en bovins. Globalement, la production européenne de gros bovins finis pourrait diminuer d'environ 1 %.

Les exportations de viande devraient rester dynamiques en 2011. La demande mondiale devrait progresser et certains gros exportateurs ne prévoient pas de hausses de leur production : c'est le cas de l'Argentine et des Etats-Unis. Il faudra compter avec le Brésil mais, compte tenu des prix désormais élevés de sa viande, des parts de marché devraient pouvoir être accessibles aux Etats membres de l'Union européenne. La demande de la Turquie devrait augmenter, avec des approvisionnements en viande allemande ; mais la France pourrait également fournir ce pays. Le facteur limitant les exportations européennes de viande bovine sera les disponibilités européennes, en légère baisse : les expéditions pourraient donc diminuer de 15 % en 2011, en restant cependant à un niveau élevé.

La consommation de viande bovine (hors veaux) dans l'Union européenne devrait reculer en 2011. Face à la baisse des disponibilités au sein du marché européen et la demande des Pays Tiers, les prix des gros bovins devraient rester élevés au moins sur la première moitié de l'année.

> Gros bovins

Cheptel bovin dans l'Union européenne - enquêtes de mai-juin -

1000 têtes

	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
Allemagne	12 748	12 687	12 970	12 945	12 810	-1,0
Autriche	2 002	1 998	1 991	2 013	2 019	0,3
Belgique	2 663	2 648	2 606	2 601	2 601	0,0
Danemark	1 577	1 556	1 576	1 621	1 642	1,3
Espagne	6 410	6 462	6 441	6 009	6 277	4,5
France	19 261	19 358	19 632	19 369	19 307	-0,3
Irlande	6 916	6 704	6 720	6 715	6 617	-1,5
Italie	6 488	6 412	6 461	6 343	6 056	-4,5
Pays-Bas	3 749	3 730	3 890	3 950	3 970	0,5
Royaume-Uni	10 579	10 312	10 107	10 025	10 115	0,9
UE 15	77 140	76 548	77 072	76 246	76 019	-0,3
Pologne	5 606	5 696	5 757	5 700	5 724	0,4
R. tchèque	1 424	1 403	1 414	1 405	1 403	-0,2
Roumanie	3 071	3 052	2 869	2 617	2 501	-4,5
NEM 10/12 **	10 260	14 044	13 903	13 479	13 322	-1,2
UE 25/27 **	87 400	90 592	90 975	89 724	89 341	-0,4

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

** NEM 10 et UE à 25 en 2006 ; NEM 12 et UE à 27 à partir de 2007

Cheptel animaux mâles de 1 à 2 ans dans l'Union européenne - enquêtes de mai-juin -

1000 têtes

	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
Allemagne	1 100	1 079	1 134	1 106	1 075	-2,8
Autriche	174	176	172	173	177	2,3
Belgique	134	135	131	125	126	0,5
Danemark	27	41	38	43	42	-2,3
Espagne	210	186	182	165	155	-6,1
France	1 133	1 172	1 231	1 208	1 144	-5,3
Irlande	937	864	863	850	830	-2,3
Italie	778	677	681	697	685	-1,8
Pays-Bas	70	68	65	60	60	0,0
Royaume-Uni	1 112	1 098	1 044	1 070	1 071	0,1
UE 15	6 123	5 936	5 979	5 923	5 777	-2,5
Pologne	463	472	507	569	602	5,8
R. tchèque	114	121	127	130	116	-10,5
Roumanie	124	127	103	96	90	-5,4
NEM 10/12 **	808	985	1 003	1 024	1 049	2,5
UE 25/27 **	6 931	6 922	6 982	6 947	6 827	-1,7

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

** NEM 10 et UE à 25 en 2006 ; NEM 12 et UE à 27 à partir de 2007

Cheptel de vaches dans l'Union européenne
- enquêtes de mai-juin -

1000 têtes

	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
VACHES LAITIÈRES						
Allemagne	4 081	4 071	4 218	4 206	4 183	-0,5
Autriche	535	528	528	533	535	0,4
Belgique	533	524	517	525	521	-0,6
Danemark	555	538	557	565	574	1,6
Espagne	982	933	888	838	837	0,0
France	3 666	3 597	3 650	3 586	3 513	-2,1
Irlande	1 109	1 087	1 114	1 129	1 131	0,2
Italie	1 824	1 814	1 843	1 815	1 851	2,0
Pays-Bas	1 472	1 468	1 509	1 530	1 510	-1,3
Royaume-Uni	1 979	1 954	1 909	1 857	1 847	-0,5
UE 15	17 953	17 668	17 861	17 707	17 599	-0,6
Pologne	2 775	2 727	2 733	2 606	2 538	-2,6
R. tchèque	426	411	404	397	381	-4,0
Roumanie	1 616	1 619	1 579	1 512	1 431	-5,3
NEM 10/12 **	4 520	6 396	6 333	6 074	5 834	-3,9
UE 25/27 **	22 473	24 064	24 193	23 780	23 433	-1,5
VACHES NOURRICES						
Allemagne	744	741	745	736	717	-2,5
Autriche	270	271	270	267	264	-0,9
Belgique	538	544	534	533	529	-0,7
Danemark	97	110	109	116	112	-3,4
Espagne	1 905	1 986	2 053	1 945	1 992	2,4
France	4 079	4 150	4 205	4 179	4 189	0,2
Irlande	1 215	1 181	1 180	1 154	1 107	-4,1
Italie	447	450	466	446	424	-5,0
Pays-Bas	92	94	103	80	80	0,0
Royaume-Uni	1 737	1 698	1 670	1 626	1 658	2,0
UE 15	11 856	11 983	12 123	11 873	11 886	0,1
Pologne	49	60	73	82	118	43,6
R. tchèque	155	153	161	163	182	11,8
Roumanie	22	18	16	12	16	41,4
NEM 10/12 **	377	427	452	471	543	15,3
UE 25/27 **	12 233	12 410	12 575	12 344	12 429	0,7
TOTAL VACHES						
UE 15	29 808	29 651	29 983	29 579	29 485	-0,3
NEM 10/12 **	4 898	6 823	6 785	6 544	6 377	-2,6
UE 25/27 **	34 706	36 474	36 768	36 124	35 862	-0,7

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

** NEM 10 et UE à 25 en 2006 ; NEM 12 et UE à 27 à partir de 2007

> Gros bovins

Abattages de gros bovins dans l'Union européenne

1000 tec

	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
Allemagne	1 149,8	1 145,3	1 169,6	1 131,6	1 152,0	1,8
Autriche	205,9	206,8	213,2	215,6	215,6	0,0
Belgique	214,8	220,2	216,6	201,4	207,3	2,9
Danemark	127,0	128,3	127,1	97,9	99,3	1,4
Espagne	639,3	629,3	629,4	457,6	448,5	-2,0
France	1 270,2	1 312,4	1 286,1	1 245,6	1 297,3	4,2
Irlande	571,8	580,9	537,1	513,8	550,8	7,2
Italie	965,0	989,9	937,9	918,5	914,9	-0,4
Pays-Bas	178,6	173,4	143,6	178,6	167,9	-6,0
Royaume-Uni	845,9	880,7	861,1	848,5	922,3	8,7
UE 15	6 527,2	6 627,1	6 443,8	6 128,3	6 282,8	2,5
Pologne	348,1	350,6	365,6	369,7	365,3	-1,2
R. tchèque	79,2	78,9	79,4	76,0	74,8	-1,5
Roumanie		99,2	174,3	21,6	22,8	5,7
NEM 10/12 **	601,6	720,5	802,9	623,4	612,4	-1,8
UE 25/27 **	7 128,9	7 347,6	7 246,8	6 751,7	6 895,2	2,1

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

** NEM 10 et UE à 25 en 2006 ; NEM 12 et UE à 27 à partir de 2007

Nouvelle série depuis 2009 : abattages contrôlés au lieu de redressés

Abattages de gros bovins dans l'Union européenne

1000 têtes

	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
Abattages de vaches						
France	1781,2	1700,7	1715,5	1777,5	1813,5	2,0
Allemagne	1398,8	1319,8	1401,1	1382,1	1316,4	-4,8
Italie	499,7	507,0	507,5	513,5	518,6	1,0
Pays-Bas	501,0	470,0	424,3	509,3	465,9	-8,5
Abattages de génisses						
Royaume-Uni	828,0	793,4	758,8	780,5	774,4	-0,8
Italie	593,2	598,7	610,4	622,3	664,4	6,8
Espagne	796,5	785,4	751,4	526,9	449,5	-14,7
Allemagne	485,9	471,0	474,3	476,9	507,2	6,4
Abattages de jeunes bovins						
Italie	1983,7	1973,3	1838,2	1771,5	1723,3	-2,7
Allemagne	1543,6	1575,5	1625,0	1518,7	1530,4	0,8
France	957,0	1091,0	1081,3	958,4	987,1	3,0
Espagne	1214,1	1180,3	1204,0	781,6	676,4	-13,5
Abattages de bœufs						
Royaume-Uni	1071,7	1064,5	999,2	969,9	1016,4	4,8
Irlande	813,2	781,1	708,3	637,3	622,6	-2,3
France	245,9	250,7	231,9	218,8	248,7	13,7

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

Nouvelle série depuis 2009 : abattages contrôlés au lieu de redressés

Echanges intra communautaires de viande bovine fraîche en 2009

1000 tec

vers/de	FR	NL	DE	IT	UK	IR	DK	ES	BE	AUT	Hong	POL	UE 15	NEM 12	UE 27
FR		83	74	31	12	42	2	18	26	2	0	6	292	6	298
NL	7		108	4	27	26	4	6	17	23	5	52	224	73	297
DE	33	80		13	1	2	17	1	12	10	0	38	171	40	210
IT	82	74	70		8	36	16	16	14	27	2	60	342	67	409
UK	1	14	4	1		145	1	0	2		0	1	169	1	170
DK	0	34	31	1	2	5		0	0	2	1	7	76	9	85
ES	8	20	13	4	1	11	11		2	4		16	75	16	92
BE	5	12	6	3	5	5	0	2		0		2	42	2	44
POR	5	14	4	1	0	12	2	42	1			1	83	1	83
GR	70	13	17	6	0	0	2	1	1	0	0	2	109	2	111
Hong	0	0	1	0		1	0			1		4	4	4	7
POL	0	0	1	0	0	2	0	0	1	0			5	2	7

UE 15	211	360	353	65	72	306	62	87	79	67	10	191	1 673	229	1 902
NEM 12	1	3	8	3	1	5	1	0	1	9	2	16	31	26	56
UE 27	212	362	360	68	72	311	62	88	80	76	12	207	1 704	254	1 958

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Echanges intra communautaires de bovins vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie en 2009

têtes

vers/de	FR	NL	DE	IT	ES	BE	IR	AUT	R.Tch	Hong	POL	Sloe	UE 15	NEM 12	UE 27
FR		481	84		4 903	4 194			10				9 979	22	10 001
NL	1		2 394			31 165							33 592	0	33 592
DE	16 720	645		36		18 937		637	10 384		1 825		40 702	12 294	52 996
IT	87 783	312	2 087		7 640	272	2 825	1 890	366	717	3 676	4 247	102 809	10 186	112 995
ES	417												14 923	112	15 035
BE	7 644	2 412	2 894	5					476			115	22 207	591	22 798
UK							33 883						33 883	0	33 883
GR	7 606		296		368		108		200	4 797	1 884		8 420	26 257	34 677
AUT	171		3 176		122				36 555	16 951	747	9 771	4 205	77 281	81 486
R.Tch			1								17		1	2 717	2 718
Hong		2 883	210					20			352	33	3 113	787	3 900
POL								349					0	2 811	2 811

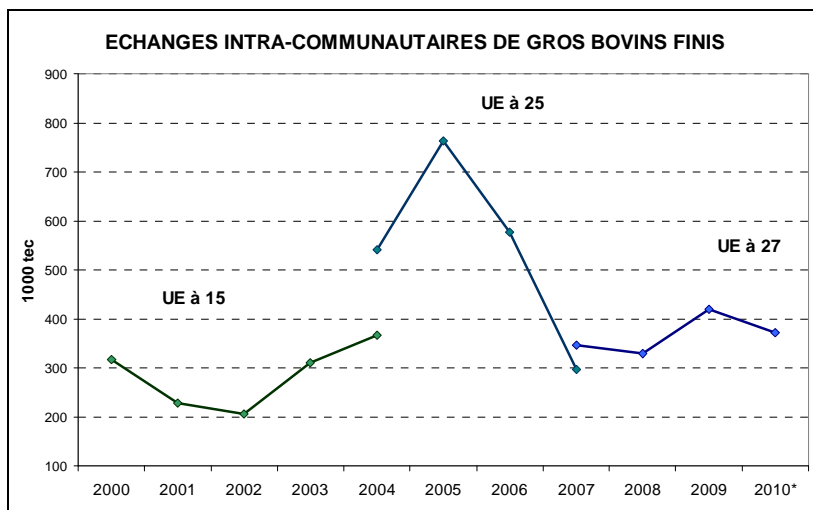
UE 15	120 856	3 974	10 987	138	14 860	54 778	36 816	2 527	47 991	22 465	8 132	14 133	273 321	126 743	400 064
NEM 12	0	3 063	290	249	0	0	63	22	441	548	4 531	33	3 687	15 465	19 152
UE 27	120 856	7 037	11 277	387	14 860	54 778	36 879	2 549	48 432	23 013	12 663	14 166	277 008	142 208	419 216

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Remarque : Source AGROSTAT d'après douanes de chaque Etat. De fortes incohérences sont constatées entre les volumes déclarés exportés par un Etat et ceux déclarés importés par le pays destinataire. Les éléments qui figurent dans ce tableau ont été réalisés en recoupant plusieurs sources et sont donc à utiliser avec beaucoup de précautions. Tableau construit à partir des importations

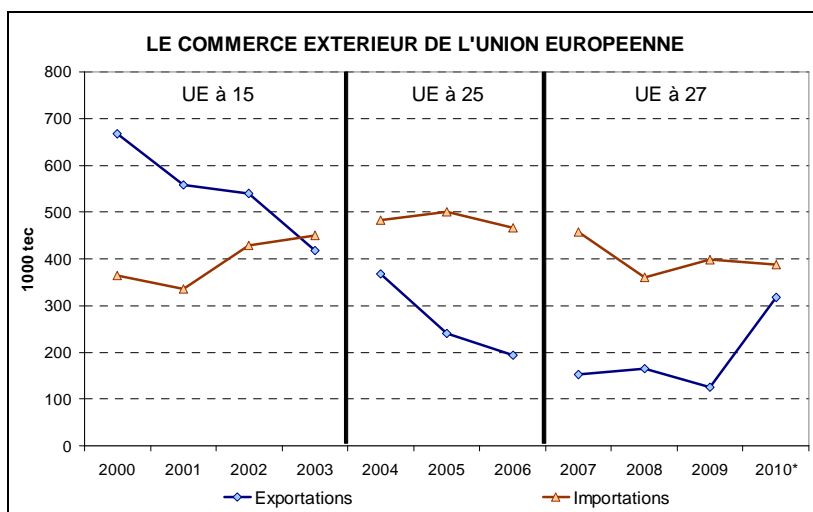
-

> Gros bovins



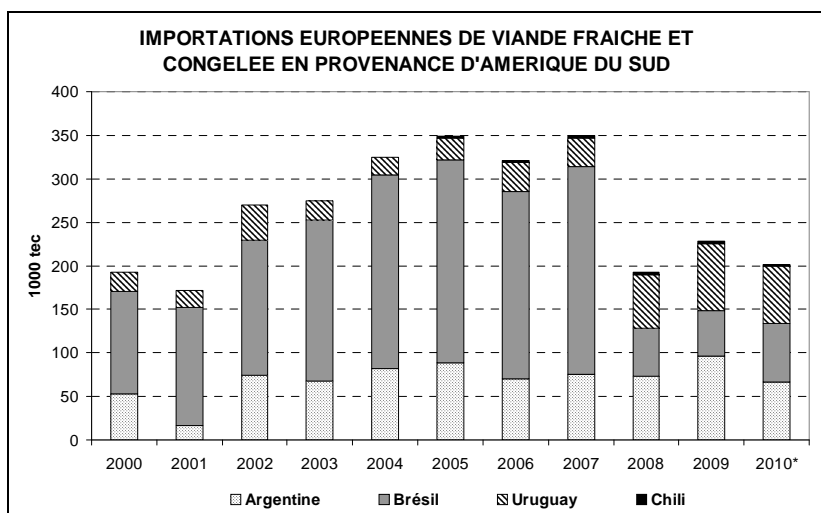
* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Prix des gros bovins dans l'Union européenne

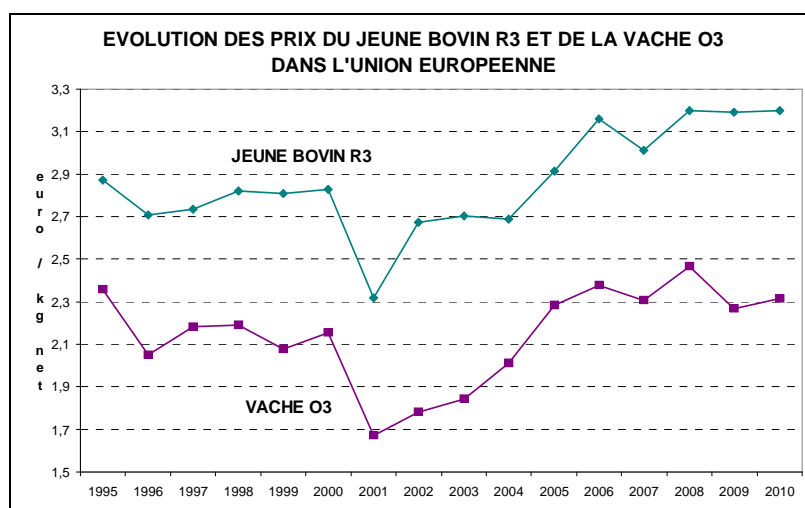
	euro/100 kg net					
	2006	2007	2008	2009	2010	%10/09
Allemagne	267,45	259,17	286,02	267,27	272,75	2,1
Autriche	276,43	273,17	291,85	279,18	283,64	1,6
Belgique	249,11	241,47	261,97	259,05	252,64	-2,5
Danemark	257,91	248,21	270,06	250,23	268,66	7,4
Espagne	313,32	308,05	293,53	286,43	292,84	2,2
France	304,03	291,51	298,85	284,11	289,13	1,8
Irlande	269,05	263,05	304,44	273,34	276,99	1,3
Italie	340,78	324,11	347,47	342,54	336,53	-1,8
Pays-Bas	237,35	226,92	250,26	229,75	225,85	-1,7
Royaume-Uni	280,12	275,19	305,26	295,19	294,09	-0,4
Hongrie	194,73	199,40	211,12	260,46	206,22	-20,8
Pologne	212,09	212,58	232,24	213,76	222,43	4,1
République tchèque	229,36	226,31	247,39	235,13	243,36	3,5
Union européenne	285,25	275,33	293,44	280,18	283,00	1,0

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix des gros bovins dans l'Union européenne à 27

	euros/100 kg net				
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Année
2006	284,32	292,00	283,16	281,52	285,25
2007	281,68	272,79	271,33	275,53	275,33
2008	289,42	296,91	298,85	288,91	293,44
2009	289,54	283,82	276,66	271,68	280,18
2010	282,19	279,11	279,78	290,93	283,00
%07/06	-0,9	-6,6	-4,2	-2,1	-3,5
%08/07	2,7	8,8	10,1	4,9	6,6
%09/08	0,0	-4,4	-7,4	-6,0	-4,5
%10/09	-2,5	-1,7	1,1	7,1	1,0

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

> Gros bovins

Consommation indigène brute (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

1000 tec

	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
Allemagne	1 038	994	1 050	1 010	1 057	4,7
Autriche	158	151	155	151	148	-2,4
Belgique	195	208	201	177	158	-10,5
Danemark	146	145	146	117	111	-5,8
Espagne	622	657	682	441	493	11,8
France	1 638	1 666	1 656	1 571	1 619	3,1
Irlande	86	86	87	87	87	0,0
Italie	1 439	1 483	1 408	1 360	1 396	2,6
Pays-Bas	258	292	275	246	248	0,7
Royaume-Uni	1 289	1 270	1 232	1 191	1 221	2,5
UE 15	7 543	7 650	7 599	7 044	7 217	2,5
Pologne	231	191	207	170	132	-22,2
R. tchèque	97	96	101	91	95	4,6
Roumanie		256	198	36	41	14,5
NEM 10/12 **	844	479	709	465	419	-10,0
UE 25/27 **	8 387	8 129	8 308	7 509	7 636	1,7

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

** NEM 10 et UE à 25 en 2006 ; NEM 12 et UE à 27 à partir de 2007

Consommation individuelle (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

kg/hab/an

	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
Allemagne	12,6	12,1	12,8	12,3	12,9	4,9
Autriche	19,2	18,2	18,6	18,1	17,6	-2,6
Belgique	18,6	19,7	18,8	16,5	14,6	-11,2
Danemark	26,9	26,6	26,7	21,3	20,0	-6,2
Espagne	14,2	14,8	15,1	9,6	10,7	11,4
France	26,0	26,3	25,9	24,4	25,0	2,5
Irlande	20,4	19,9	19,8	19,6	19,5	-0,4
Italie	24,5	25,1	23,6	22,7	23,1	2,1
Pays-Bas	15,8	17,9	16,8	14,9	15,0	0,2
Royaume-Uni	21,3	20,9	20,1	19,3	19,7	1,8
UE 15	19,4	19,5	19,3	17,8	18,1	2,1
Pologne	6,1	5,0	5,4	4,4	3,5	-22,3
R. tchèque	9,5	9,4	9,8	8,7	9,1	4,2
Roumanie		11,9	9,2	1,7	1,9	14,7
NEM 10/12 **	11,4	4,6	6,9	4,5	4,1	-10,0
UE 25/27 **	18,1	16,4	16,7	15,0	15,2	1,4

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

** NEM 10 et UE à 25 en 2006 ; NEM 12 et UE à 27 à partir de 2007

BILAN DANS LE SECTEUR DES GROS BOVINS FINIS

1000 tec

	UE 27			
	2008	2009	2010*	%10*/09
Production indigène brute	7 255,5	6 764,4	6 972,7	3,1
Commerce extérieur animaux vivants ⁽¹⁾				
Exportations	8,7	12,7	77,5	509,5
Importations	0,0	0,0	0,0	///
Solde	8,7	12,7	77,5	
Abattages	7 246,8	6 751,7	6 895,2	2,1
Commerce extérieur viandes et conserves				
Exportations	156,3	112,1	239,8	113,9
Importations	360,0	397,9	386,8	-2,8
Solde	-203,7	-285,8	-147,0	
Consommation indigène brute	7 450,5	7 037,6	7 042,2	0,1
Auto-provisionnement (%)	97,4	96,1	99,0	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

⁽¹⁾ Animaux vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie

> Gros bovins

PREVISIONS 2011

1000 tec

	UE 27			
	2009	2010*	2011**	%11**/10*
Production indigène brute	6 764,4	6 972,7	6 905,3	-1,0
Commerce extérieur animaux vivants ⁽¹⁾				
Exportations	12,7	77,5	79,0	2,0
Importations	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde	12,7	77,5	79,0	
Abattages	6 751,7	6 895,2	6 826,3	-1,0
Commerce extérieur viandes et conserves				
Exportations	112,1	239,8	203,8	-15,0
Importations	397,9	386,8	394,5	2,0
Solde	-285,8	-147,0	-190,7	
Consommation indigène brute	7 037,6	7 042,2	7 017,0	-0,4
Auto-provisionnement (%)	96,1	99,0	98,4	

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

⁽¹⁾ Animaux vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie

LE MARCHÉ DU VEAU EN FRANCE

> Une hausse des mises en production malgré de moindres disponibilités en veaux

Environ 73 % des veaux utilisés dans la filière veau de boucherie sont de races laitières, 23 % de races croisées. Or, au cours de l'année 2010, les naissances de veaux laitiers ont reculé de 0,7 %, ce qui a représenté un déficit de 19 400 veaux sur le marché français par rapport à l'an passé. Cette évolution fait suite à la poursuite de la décapitalisation du cheptel de femelles laitières. En revanche, en races croisées, les naissances ont progressé de 3,9 % (+ 39 700 têtes), après une année 2009 où les reproductions en races pures avaient été privilégiées. Ainsi, l'offre en petits veaux d'origine française, destinée spécifiquement à la production de veaux de boucherie, a décliné d'environ 5 000 animaux en 2010.

Malgré cette offre légèrement moins abondante que l'année précédente en veaux de 8 jours :

- Le solde du commerce extérieur de veaux de moins de 80 kg s'est amélioré d'environ 13 500 têtes, grâce à une hausse plus prononcée des exportations (+ 37 %) que des importations (+ 16 %). Les flux avec l'Espagne se sont à nouveau renforcés tandis que les échanges avec les Pays-Bas sont devenus quasi inexistantes, en raison de la fièvre catarrhale ovine : la présence de sérotypes présents différents n'a pas été favorable au commerce entre ces deux pays ;
- Les cours des veaux mâles laitiers de 45-50 kg ont évolué à des niveaux inférieurs en moyenne de 1,6 % par rapport à ceux de 2009 (114,9 €/tête), avec une baisse saisonnière particulièrement marquée au second semestre. Pour la troisième année consécutive, les prix des veaux femelles ont diminué (- 6,1 %), atteignant une moyenne de 54,5 €/tête sur l'année : dans l'optique de décapitalisation du cheptel laitier, moins de veaux femelles sont conservés pour le renouvellement et les mâles leur sont préférés pour l'engraissement.

Selon les données du Nœud Focal, environ 20 800 veaux de plus qu'en 2009 ont été mis en place dans les ateliers d'engraissement en 2010, soit une hausse de 2,4 %. C'est au printemps que les entrées de veaux ont le plus progressé, pour des sorties à partir de la fin de l'été. Au contraire, entre septembre et novembre, un repli a pu être observé.

> Une production maîtrisée pour une stabilité des prix

Côté sorties, le Nœud Focal indique une baisse moyenne de 1,7 % du nombre de veaux engraisés dans les ateliers français (- 16 500 têtes). Toutefois, la hausse attendue à partir du mois d'août, suite aux mises en place au printemps, a effectivement pu être constatée. Ce léger déficit de production a été compensé par des importations de veaux gras (80 à 300 kg). Pratiquement négligeables en 2006, ces achats de veaux finis se sont élevés à environ 52 500 têtes en 2010, un niveau toutefois inférieur à celui de 2009. Il s'agit là d'un phénomène relativement nouveau : l'approvisionnement en veaux étrangers, fournis pour plus de deux tiers par l'Espagne et les Pays-Bas, à des prix meilleur marché que ceux engraisés en France et principalement destinés à de la découpe. Le déficit du solde des échanges de veaux finis s'est réduit en 2010.

Comme l'an passé, cette année a été marquée par une maîtrise des niveaux de production de viande de veaux de boucherie par les intégrateurs, adaptée à la demande française afin d'éviter de trop grandes variations des prix de la viande. Ainsi, les abattages sont restés stables en têtes. Sous l'effet d'un alourdissement des poids des carcasses de 1,3 kg/tête, les volumes abattus ont progressé de 0,8 %. L'activité s'est particulièrement intensifiée au cours du second semestre, ce qui a compensé les replis observés lors des mois précédents.

Grâce au travail des acteurs de la filière vitelline, l'adéquation entre l'offre et la demande a perduré en 2010, ce qui a conduit à une stabilité des prix de la viande tout au long de l'année. Pour la seconde année consécutive, les cours se sont affranchis des fortes variations saisonnières. En outre, à 5,68 €/kg en moyenne, le prix de la viande a progressé de 3,1 % par

> Veau

rapport à 2009 : conséquence d'une bonne maîtrise, l'offre n'a pas suivi la hausse de la consommation de viande de veau, ce qui explique l'évolution positive des cours.

> Une consommation soutenue en 2010

Afin de satisfaire la totalité de la demande française, le recours aux importations de viande de veau, principalement d'origine néerlandaise, a été nécessaire dans des proportions plus importantes que l'an passé. Les achats ont cru de 4,1 %, ce qui représente un apport supplémentaire de 1 500 tonnes. Sur le premier semestre 2010, la consommation de viande de veau s'est maintenue à des niveaux relativement élevés et la seule production française n'a pas pu y répondre. Les importations ont donc progressé de 8,5 % pendant cette période. La tendance s'est inversée sur le 3^e trimestre (- 3,7 %) avec la reprise des abattages. Au cours du 4^e trimestre, les approvisionnements en viande néerlandaise ont retrouvé des niveaux élevés (+ 3,2 %).

La consommation française de viande de veau, approchée par bilan, a augmenté de 1,4 %, ce qui représente une hausse de 3 200 tec. Après quatre années de repli, la tendance s'est inversée en 2010. Rapportée à l'habitant, la consommation individuelle s'est élevée à 3,6 kgec/an/hab, un niveau globalement similaire à celui de l'an passé (+ 0,8 %), en raison de la croissance de la population.

Les achats de viande de veau des ménages français ont progressé de 2,4 % en 2010 (hors viande hachée). Trois campagnes de promotion, menées par l'ensemble des maillons de la filière et étalées régulièrement tout au long de l'année (Festival du veau en février, Veau de la Pentecôte, Festival de Veau en octobre) ont permis de relancer la consommation. Les viandes à griller, tout comme les viandes à bouillir, en ont bénéficié. Cette évolution est d'autant plus remarquable que la consommation globale des viandes de boucherie a diminué de 1,0 % et que le veau a été la viande la plus chère vendue en 2010 (14,48 €/kg en moyenne contre 9,74 €/kg pour la moyenne des viandes de boucherie). Mais contrairement à d'autres viandes, le prix du veau est resté quasiment stable en 2010.

> Les prévisions 2011

Depuis deux ans, la filière vitelline est parvenue à une certaine stabilité des prix de la viande de veau, grâce à une maîtrise de la production, adaptée au niveau de consommation des français. L'année 2011 devrait se dérouler dans la continuité.

Les mises en engraissement ont reculé au cours du second semestre 2010 : ce sont environ 10 000 veaux de moins qui ont été mis en place par les intégrateurs. La production de veaux devrait donc reculer d'à peu près autant sur la première partie de l'année 2011, soit d'environ 2 %. Les mises en place des six premiers mois seront importantes pour la production de la seconde partie de l'année. Plusieurs facteurs sont à prendre en compte :

- la baisse des naissances en veaux laitiers, conséquence du repli régulier et constant du cheptel de vaches laitières, pourrait être compensée par l'attrait de prix bas et des importations de petits veaux étrangers également bon marché ;
- la hausse des coûts de production, en particulier de l'aliment pour veaux, pourrait décourager les intégrateurs à remplir leurs ateliers d'engraissement ;
- le regain de consommation de viande de veau en 2010 a été un signal positif pour la filière ; reste à savoir si ce niveau, qui avait beaucoup profité des campagnes de promotion, pourra se maintenir en 2011. Il n'est pas certain que le veau soit définitivement entré dans les habitudes d'achat des ménages français.

Pour ces raisons, il est peu probable que les mises en place du premier semestre 2011 soient supérieures à celles de l'année précédente. Sur l'année, la production de veaux pourrait donc légèrement diminuer par rapport à 2010 (- 1,0 %). Cette baisse devrait de toute façon être modérée, afin que l'adéquation entre l'offre et la demande ne soit pas trop déséquilibrée.

Le déficit de production française devrait être compensé par des importations de veaux finis (+ 10,0 % en volume) et de viande de veau néerlandaise (+ 4,0 %). Ces niveaux d'apport permettraient de répondre à un niveau de consommation stable par rapport à celui de 2010. Le prix de la viande de veau devrait rester stable en moyenne sur l'année, peut-être en légère hausse par rapport à 2010 en raison du léger manque d'offre française.

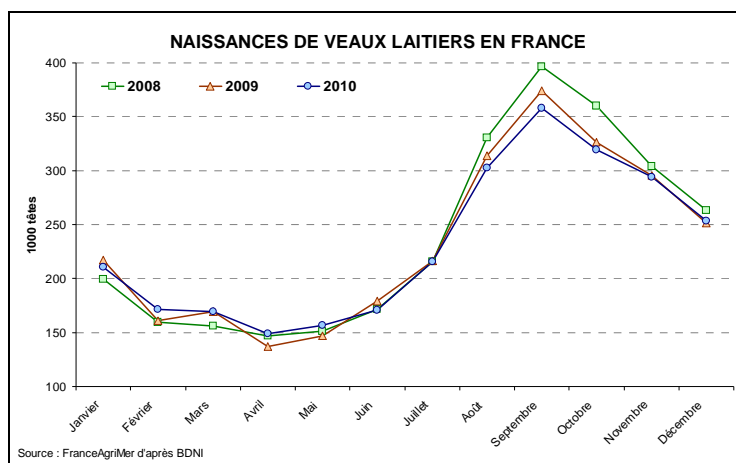
> Veau

NAISSANCES DE VEAUX

1000 têtes

	2006	2007	2008	2009	2010	%10/09
Races allaitantes	3 413,8	3 511,4	3 436,4	3 305,7	3 400,7	2,9
Races laitières	2 782,8	2 694,5	2 854,9	2 789,3	2 769,9	-0,7
Races croisées	1 262,7	1 224,9	1 133,3	1 022,7	1 062,4	3,9
TOTAL	7 459,3	7 430,8	7 424,6	7 117,7	7 233,0	1,6

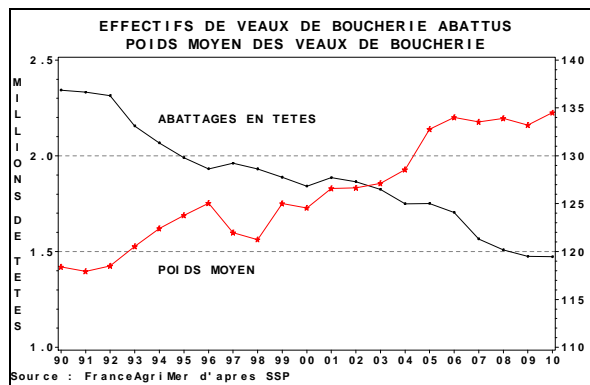
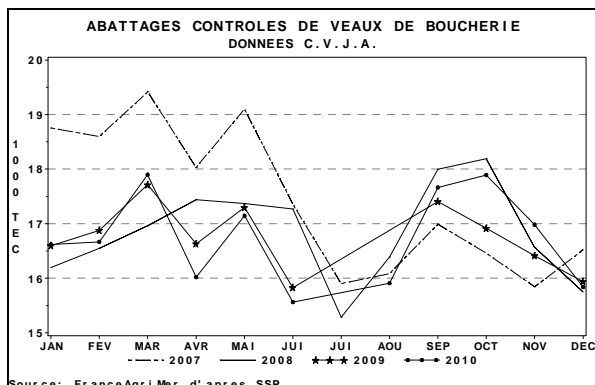
Source : FranceAgriMer d'après BDNI

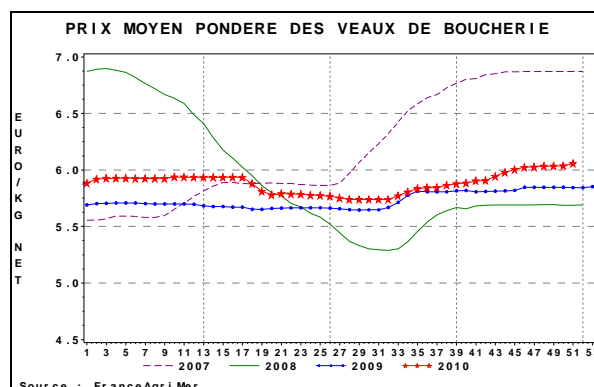
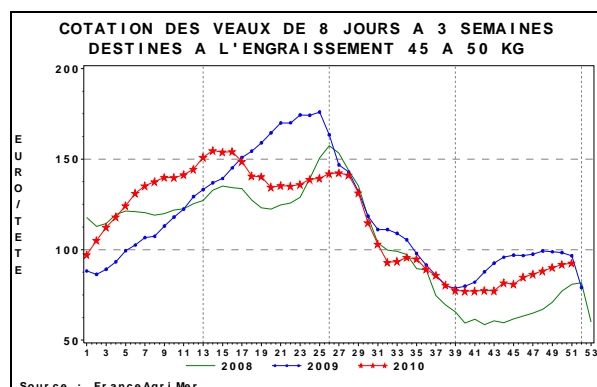


ABATTAGES DE VEAUX DE BOUCHERIE

	2006	2007	2008	2009	2010	%10/09
1 000 têtes	1 704,4	1 565,9	1 508,6	1 474,4	1 472,9	-0,1
1 000 tec	228,4	209,1	202,0	196,4	198,1	0,8
Poids moyen (kg/tête)	134,0	133,5	133,9	133,2	134,5	1,0

Source : FranceAgriMer d'après SSP





COMMERCE EXTERIEUR DE VEAUX

1000 têtes

	2006	2007	2008	2009	2010	%10/09
VEAUX DE MOINS DE 80 kg						
Exportations totales	150,7	140,5	60,9	62,4	85,2	36,6
Union européenne 27	150,6	140,5	60,9	62,4	85,2	36,6
Espagne	88,3	81,4	25,9	43,6	62,9	44,1
Italie	54,6	44,4	15,9	17,4	20,8	20,0
Pays Tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Importations totales	166,7	129,1	73,1	58,0	67,4	16,1
Union européenne 27	166,3	129,1	73,1	58,0	67,4	16,1
Allemagne	93,8	80,0	29,1	20,1	10,7	-46,9
Espagne	31,3	21,4	28,8	30,5	49,0	60,8
Pays Tiers	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SOLDE	-16,0	+11,4	-12,1	+4,4	+17,9	
VEAUX FINIS DE 80-300 kg						
Exportations totales	28,3	29,7	34,3	35,9	31,3	-12,8
Union européenne 27	27,3	28,3	31,2	34,3	29,1	-15,2
Italie	22,6	22,3	25,8	23,6	21,2	-10,1
Espagne	4,1	5,0	4,2	6,0	6,1	1,0
Pays Tiers	1,0	1,3	3,1	1,6	2,2	39,4
Importations totales	42,4	19,0	47,0	80,0	52,6	-34,2
Union européenne 27	42,4	19,0	47,0	79,9	52,5	-34,2
Pays-Bas	28,9	11,5	21,9	38,2	11,1	-70,9
Espagne	4,7	3,1	12,0	24,4	23,1	-5,4
Belgique	1,1	4,4	7,7	6,6	7,5	12,7
Pays Tiers	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	-27,0
SOLDE	-14,0	10,6	-12,6	-44,1	-21,3	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

> Veau

BILAN DANS LE SECTEUR VEAU

	2009		2010		%10/09	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	têtes	tec
Abattages contrôlés	1 474,4	196,4	1 472,9	198,1	-0,1	+0,8
Commerce extérieur						
Veaux de moins de 80 kg						
Exportations	62,4		85,2		+36,6	
Importations	58,0		67,4		+16,1	
SOLDE	+4,4		+17,9			
Veaux de 80 à 300 kg destinés à la boucherie						
Exportations	35,9		31,3		-12,8	
Importations	80,0		52,6		-34,2	
SOLDE	-44,1		-21,3			
Production de veaux finis	1 430,4	195,6	1 451,6	198,5	+1,5	+1,5
Importations de viande des Pays-Bas (1000 tonnes)		36,4		37,9		+4,1
Consommation		232,9		236,0		+1,4
Auto-apvisionnement		84,0%		84,1%		

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes et PVE

PREVISIONS 2011

1000 tec

	2010	2011*	%11*/10
Production	198,5	196,5	-1,0%
Importations (animaux vivants + viande)	41,5	43,4	4,5%
Consommation	236,0	236,0	0,0%

* Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes et PVE

LES OVINS ET CAPRINS EN FRANCE

> Un ralentissement de la décapitalisation

La décapitalisation tendancielle du cheptel ovin français s'était légèrement ralentie en 2009, notamment grâce à la bonne dynamique du cheptel laitier et à la revalorisation des aides. En effet, le cheptel de brebis laitières avait augmenté en 2009 de 35.000 têtes (+ 2,8 %) après des années de stabilité. Coté allaitant, après une forte décapitalisation en 2008 (- 7,5 %), la diminution du cheptel s'était ralentie en 2009 (- 4,0 %), avec 154.000 brebis allaitantes en moins. Le taux de réforme des brebis avait en effet nettement diminué en 2009, notamment en fin d'année, passant de 10,2 % en 2008 à 8,5 % en 2009.

En 2010, la revalorisation des aides et le maintien d'un bon niveau de prix ont semblé encourager le maintien des troupeaux, puisque le taux de réforme a de nouveau diminué, atteignant 7,8 %. Ceci, associé à la stabilité du cheptel laitier, pourrait permettre de réduire à nouveau la décapitalisation du cheptel ovin français autour de - 2 % en décembre 2010.

Le cheptel caprins, encouragé par le plan de pérennisation de la filière caprine, un prix du lait en hausse et des perspectives de croissance à long terme, avait connu une forte progression en 2009 (+ 4 %). Une conjoncture plus difficile en 2010 pourrait enrayer cette hausse et conduire à une stabilité du cheptel.

> Consolidation de la production

L'année 2010, compte tenu de la revalorisation des aides à la production (transferts de DPU), a représenté une année charnière pour la production ovine.

La production de brebis de réforme a fortement chuté (- 10,1 % en têtes), compte tenu des décapitalisations antérieures et de la nouvelle diminution du taux de réforme. Pour autant, les abattages d'animaux de plus d'un an n'ont pas diminué avec la même ampleur (- 3,6 %), compte tenu d'une forte hausse des importations en vif d'animaux adultes (+ 40 %, soit + 55.000 têtes), essentiellement des brouillards, probablement à destination du marché hallal.

Parallèlement, les importations d'agneaux vivants ont diminué de 7,5 % (- 31.000 têtes), compte tenu de la baisse de la production européenne. Cette réorientation des importations en vif sur des animaux adultes au détriment des agneaux est révélatrice de la tension sur les marchés européens, et d'une relative pénurie en agneaux. Les exportations d'agneaux vivants ont légèrement diminué (- 3,8 %), en raison des difficultés du marché espagnol, où la demande est pénalisée par la crise économique.

La production française d'agneaux a finalement enregistré une légère hausse en 2010 (+ 0,4 %), après des années de recul. Toutefois, cette progression ne représente que 15.000 agneaux, et serait essentiellement liée à l'accroissement du cheptel laitier (+ 35.000 têtes). Le taux de productivité moyen des brebis reste bas, à 0,72 agneau par brebis en 2010.

Le fait le plus marquant est donc une relative interruption de la chute de la production, qui se stabiliserait autour de 4,16 millions d'agneaux produits et de 91.000 tec au total pour les filières ovines et caprines.

> Un fort recul des importations de viande

Les importations de viande ovine ont fortement diminué en 2010, sous l'effet à la fois de la baisse de la production chez nos principaux partenaires, d'une hausse des prix et d'une consommation en recul. Ainsi, avec un total de 118.500 tec, ces importations ont diminué

> Ovins

de 12,1 % (- 16.300 tec) en 2010. Ce recul touche de façon équivalente tous nos principaux fournisseurs, puisque les achats intracommunautaires ont perdu 10.800 tec (- 11,4 %) pendant que ceux en provenance des Pays Tiers ont diminué de 5.500 tec (- 13,9 %).

En effet, ces importations ont été largement impactées par la décapitalisation du cheptel britannique depuis 2005, mais aussi par la baisse de production en Nouvelle-Zélande et en Australie, de même que par un prix moyen d'achat en hausse de 8,5 %.

> Les prix à la production se maintiennent à un niveau élevé

La faiblesse de l'offre en viande ovine, au niveau français, européen et mondial, a de nouveau soutenu les prix à la production, qui se sont maintenus à un niveau élevé en France.

En 2010, le prix moyen pondéré des agneaux a retrouvé une fluctuation saisonnière plus marquée, et s'est établi quasiment au niveau record de 2009, à 5,81 €/kg en 2010 (- 0,05 %).

Le prix moyen constaté à Rungis, plus sensible aux importations, a, quand à lui, progressé de 5,8 %, reflétant la hausse des prix internationaux.

> La consommation de viande ovine connaît un recul préoccupant

La faiblesse des disponibilités en viande ovine, ainsi que la hausse des prix à l'importation, ont largement pénalisé la consommation française de viande ovine, dans un contexte économique déjà difficile pour les viandes les plus onéreuses.

Ainsi, la consommation française, calculée par bilan, a reculé de 7,9 %, diminuant de 16.900 tec, la production nationale n'ayant pas compensé le recul des importations. Compte tenu de l'accroissement de la population, la consommation individuelle par habitant aurait perdu 8,5 %, atteignant 3,04 kg/hab/an.

Par ailleurs, si le pic de consommation des fêtes pascales a atteint un niveau satisfaisant, la consommation de viande ovine semble se concentrer de façon croissante sur les périodes festives, ce phénomène déjà ancien étant renforcé par la crise économique.

Selon les données du panel de consommateurs KANTAR WORLDPANEL, les achats des ménages en viande ovine auraient reculé de 6,7 % en 2010, pour un prix moyen en hausse de 3,9 % (12,28 €/kg). L'écart avec l'évolution de la consommation par bilan révèle ainsi un très fort recul de la consommation de viande ovine hors foyer. La restauration, notamment hors foyer, qui se fournit essentiellement en viandes d'importation, est en effet particulièrement sensible aux hausses de prix.

> Prévisions 2011 : une année de stabilisation

Coté production, l'année 2011 pourrait représenter une nouvelle année de stabilisation et de consolidation de la production. Le cheptel de reproductrices, s'il se maintient dans les élevages de plus de 50 brebis, diminuerait au total de 2 %, la conjoncture de la filière lait de brebis n'étant pas propice à un accroissement tel que celui observé en 2009. Compte tenu d'une légère progression de la productivité numérique, la production d'agneaux se consoliderait autour de 69.000 tec, probablement en légère baisse (- 1,3 %).

Les importations, tout en restant à un bas niveau, pourraient profiter d'un léger rebond de la production chez nos fournisseurs, et progresseraient de 1 % pour les viandes, au détriment des importations en vif (- 2,5 %).

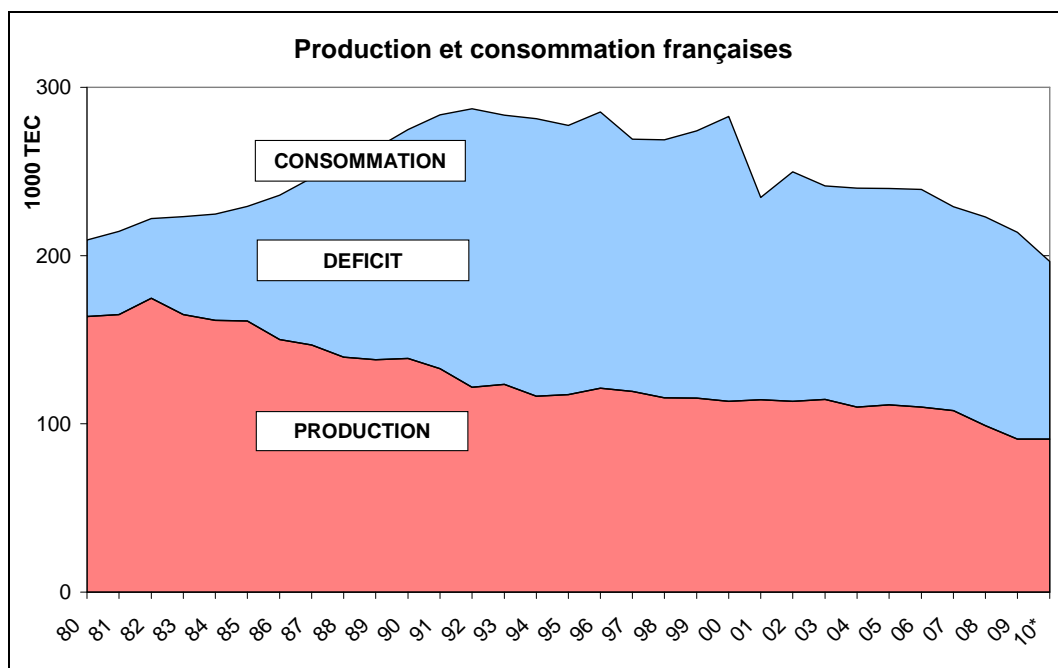
La faiblesse générale des disponibilités en viande ovine assurerait à nouveau un maintien des prix à la production à un niveau élevé. Au final, compte tenu d'une offre toujours limitée et du contexte économique défavorable aux viandes et aux morceaux les plus onéreux, la consommation par bilan se maintiendrait au bas niveau de 2010.

1000 tec

Bilan prévisionnel - FRANCE	2010*	2011**	% 11** / 10*
Production ovine et caprine contrôlée	91,0	89,6	-1,5
<i>dont production d'agneaux</i>	69,8	68,9	-1,3
Importations (vif et viande)	124,8	125,8	0,8
Exportations (vif et viande)	19,4	19,5	0,5
Consommation contrôlée	196,4	196,4	=

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer



* Estimations

FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

> Ovins

Le cheptel ovin français : enquêtes de décembre

1000 têtes

	2005	2006	2007	2008	2009	%09/08
Brebis laitières	1304	1285	1284	1271	1307	2,8
Brebis viande	4506	4370	4203	3894	3740	-4,0
Total Brebis	5810	5655	5486	5165	5046	-2,3
Agnelles saillies	839	807	787	723	723	0,0
Total femelles saillies	6649	6462	6274	5888	5770	-2,0
Agnelles non saillies	339	309	306	286	307	7,3
Autres ovins	1772	1722	1705	1541	1452	-5,8
TOTAL DES OVINS	8760	8493	8285	7715	7528	-2,4

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Le cheptel caprin français : enquêtes de décembre

1000 têtes

	2005	2006	2007	2008	2009	% 09/08
Femelles saillies	1 069	1 069	1 074	1 073	1 132	5,5
Autres caprins	183	185	176	194	186	-4,1
TOTAL Caprins	1 252	1 254	1 250	1 267	1 318	4,0

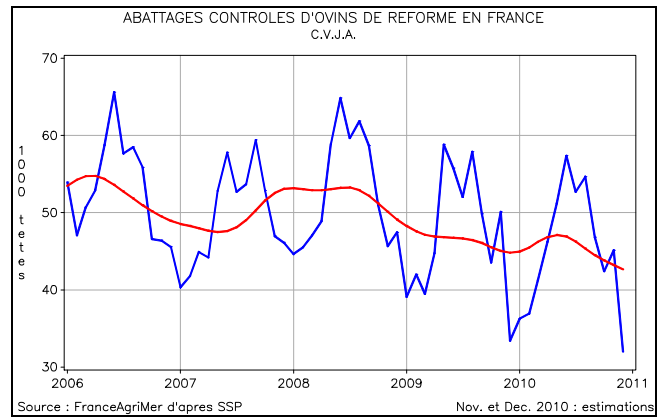
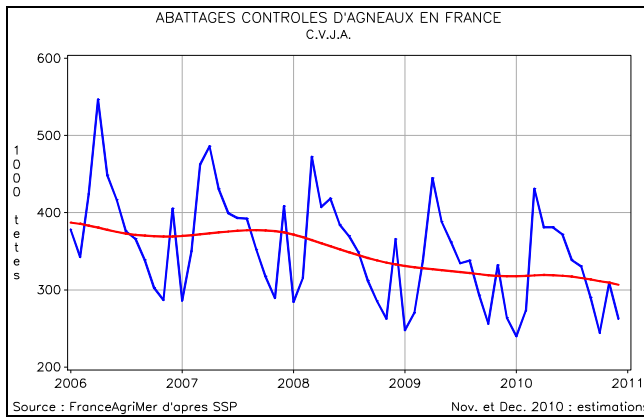
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages et production estimée

1 000 têtes

	2006	2007	2008	2009	2010*	% 10*/09
Abattages Contrôlés (A)						
Agneaux	4 632	4 568	4 227	3 868	3 853	-0,4
Brebis	640	594	634	567	543	-4,2
Caprins	891	873	843	773	830	7,5
Total	6 162	6 035	5 705	5 207	5 226	0,4
Importations vifs (B)						
Agneaux	333	412	451	417	386	-7,5
Brebis	55	47	60	136	192	40,6
Caprins	13	12	8	13	12	-5,9
Total	402	471	519	567	593	4,7
Abattages d'origine française (A-B)						
Agneaux	4 299	4 157	3 776	3 451	3 467	0,5
Brebis	585	547	574	430	351	-18,4
Caprins	877	860	835	760	818	7,7
Total	5 761	5 564	5 186	4 641	4 633	-0,2
Exportations vifs (C)						
Agneaux	613	701	698	699	673	-3,8
Brebis	135	117	68	72	96	34,7
Caprins	28	9	3	2	1	-16,0
Total	776	827	769	773	770	-0,3
Production contrôlée française (A-B+C)						
Agneaux	4 912	4 858	4 474	4 150	4 140	-0,3
Brebis	719	664	642	502	448	-10,8
Caprins	906	870	838	761	819	7,6
Total	6 537	6 391	5 955	5 413	5 403	-0,2

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes



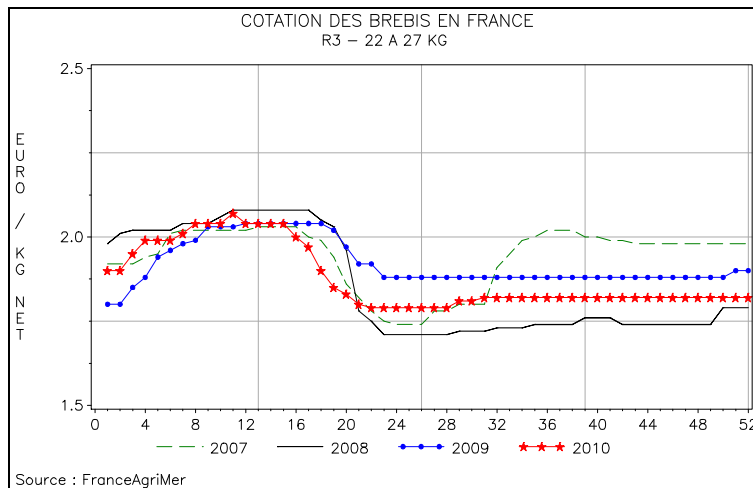
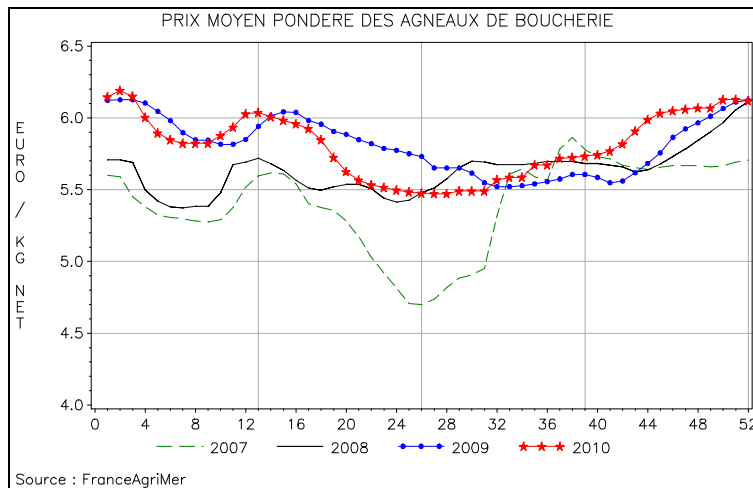
Les prix à la production

	2006	2007	2008	2009	2010	%10/09
Agneaux						
Prix moyen pondéré	5,42	5,40	5,64	5,82	5,81	-0,05
PMP Rungis*	4,90	5,05	5,58	5,74	6,07	5,81
Brebis						
22-27 kg / R3	1,81	1,94	1,86	1,92	1,88	-2,34

euros / kg net

* Cotation SNM

Source : FranceAgriMer



> Ovins

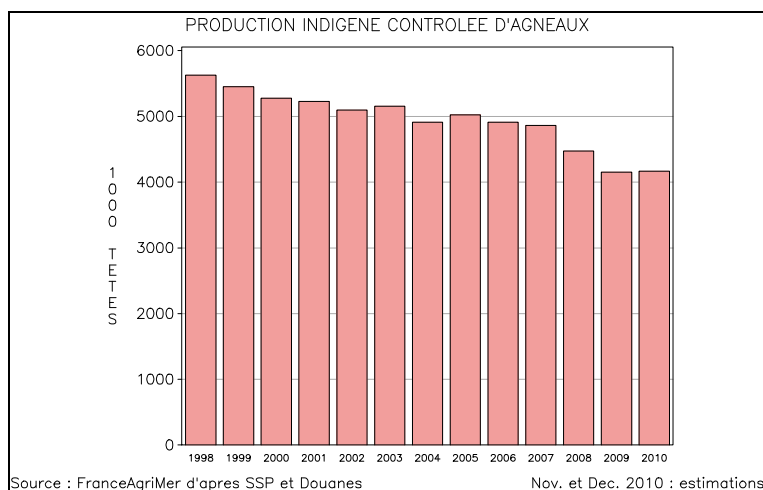
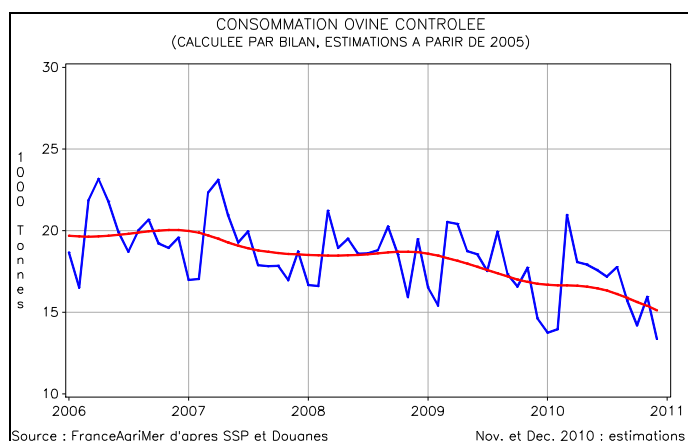
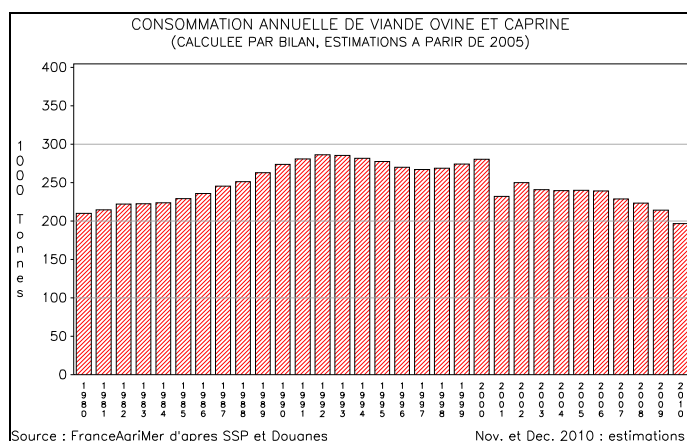
Bilan du secteur ovin et caprin

	2009		2010*		% 10*/09	
	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec	têtes	tec
Production contrôlée	5 413,2	91,0	5 403,2	91,0	-0,2	0,0
Commerce extérieur animaux vivants						
Exportations	772,5	7,7	770,3	7,8	-0,3	0,9
Importations	566,6	6,1	593,3	6,3	4,7	4,0
Solde	205,9	1,7	177,0	1,5	-14,1	-10,3
Abattages contrôlés	5 207,3	89,3	5 226,2	89,5	0,4	0,2
Commerce extérieur viande						
Exportations		10,3		11,5		12,2
Importations		134,8		118,5		-12,1
Solde		-124,5		-106,9		-14,1
Consommation contrôlée		213,8		196,4		-8,1
Solde (production-consommation)		-122,8		-105,4		-14,2
Auto-approvisionnement** (%)		42,5		46,3		8,9

* Estimations

Sources : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

** Calculé à partir de la production et de la consommation contrôlées



LES OVINS ET CAPRINS DANS L'UNION EUROPEENNE

> Poursuite de la décapitalisation du cheptel allaitant européen

En 2009, le cheptel reproducteur ovin européen avait connu un nouveau recul, de plus de 1,6 million de brebis et agnelles (- 2,4 % pour un total de 66,3 millions de têtes pour l'UE à 27).

La décapitalisation du cheptel irlandais, majeure depuis le découplage total des aides en 2005, s'est largement poursuivie en 2009 (- 6,2 %). Ainsi, en cinq ans, le cheptel irlandais a perdu près du tiers de ses effectifs, soit 1,1 million de têtes (- 32 %). En revanche, après un fort repli en 2008 (- 5,6 %, - 830.000 têtes), le cheptel britannique a connu une année 2009 plus encourageante (- 1,2 %, - 170.000 têtes). Au total, le cheptel de l'ex-UE à 15 a diminué de 3,1 %, s'établissant à 55,4 millions de brebis et agnelles.

Seul le cheptel roumain aurait, connu une progression significative (+ 2,9 %, + 220 000 têtes), permettant de limiter le recul total européen.

La bonne tenue des prix des agneaux devrait permettre une meilleure tenue du cheptel ovin en 2010 dans le nord de l'Europe, en revanche, la conjoncture plus difficile en Espagne pourrait entraîner une nouvelle décapitalisation dans ce pays.

Le cheptel caprin européen a été porté en 2009 par la demande en lait de chèvre, progressant de 6 % pour l'UE à 27, après une diminution en 2008. En 2010, la baisse des débouchés pour les fromages de chèvre pourrait entraîner des décapitalisations de cheptel, notamment en Espagne où, du fait de l'arrêt des importations françaises de caillé, le prix du lait a fortement diminué.

> La production ovine européenne connaît un nouveau recul

La production ovine européenne a souffert en 2010 des reculs antérieurs du cheptel, mais aussi, paradoxalement, d'un certain ralentissement des décapitalisations. Au total, pour l'UE à 27, la production de viandes ovine et caprine a diminué de 4,9 % en 2010, s'établissant à un total de 910.000 tec, dont 800.000 tec pour l'UE à 15 (- 4,8 %, - 40.300 tec).

En Irlande, la production ovine subit désormais de plein fouet la chute du cheptel, et a diminué de 13,3 % en 2010 (- 7.400 tec) soit un recul de 35 % en cinq ans.

Au Royaume-Uni, le recul de la production a même atteint 9,5 %. Cette forte chute de la production peut s'expliquer par deux facteurs concomitants, le recul du cheptel observé en 2009 (- 1,2 %) ne suffit pas à expliquer à lui seul cette chute de la production, il est sans doute renforcé par une forte baisse des abattages de brebis de réforme et une conservation accrue des agnelles dans les exploitations.

A l'inverse, en Espagne, l'accroissement de la production (+ 3,1 %) serait le signe d'une nouvelle décapitalisation du cheptel, face à un contexte économique difficile.

> Des échanges marqués par une pénurie générale d'agneaux

L'ensemble des échanges de la filière ovine aura été marqué en 2010 par cette pénurie d'agneaux qui caractérise autant les filières européennes que l'Océanie.

Ainsi ; les échanges intracommunautaires d'animaux vivants ont diminué de 15 % en 2010 (- 590.000 têtes, - 7.300 tec). Compte tenu de la baisse de la production, les opérateurs privilégient de façon croissante les échanges de viande, mieux valorisés. Ces échanges ont,

> Ovins

par ailleurs, probablement souffert d'une demande en baisse sur le marché espagnol en fin d'année, liée au contexte de crise économique.

Les échanges intracommunautaires de viande ovine auraient, de leur côté, seulement perdu 1,2 % de leurs volumes (222.000 tec, - 2.700 tec), confirmant qu'ils représentent une priorité par rapport à ceux en vif.

Les importations de viande ovine en provenance des Pays Tiers ont quant à elles largement souffert de la baisse de la production en Océanie, mais aussi peut-être d'une demande communautaire peu dynamique. Ces importations ont, en effet, diminué de 9,2 % en 2010, perdant 24.000 tec pour un total de 237.000 tec.

Les importations en provenance de Nouvelle-Zélande, de loin le premier fournisseur de l'UE, assurant près de 84 % des approvisionnements, ont ainsi diminué de 9,4 % (- 20.600 tec) en 2010.

> Des évolutions de prix très contrastées

Les prix à la production des agneaux lourds ont connu une nouvelle hausse en Europe en 2010, atteignant le niveau record de 477,70 €/100 kg, soit une hausse de 6,3 % dans l'UE à 25 (+ 28 €/100 kg). La baisse générale des disponibilités a en effet continué à stimuler les prix à la hausse dans le Nord de l'Europe, que ce soit en Irlande (+ 18 %) ou au Royaume-Uni (+ 13 %).

En revanche, le prix des agneaux légers a connu un fort repli en 2010, perdant 7,5 % de sa valeur (- 50 €/100 kg, à 589,60 €/100 kg en moyenne) en raison de fortes baisses en Espagne (- 8,2 %) et en Italie (- 14,5 %). La crise économique semble avoir fortement pesé sur ces prix par une baisse de la demande, dont l'effet a été probablement renforcé, en Espagne, par une hausse des abattages d'agnelles.

La production ovine du Nord de l'Europe semble donc avoir atteint un palier, et pouvoir se renforcer à la faveur d'une demande toujours existante et de prix porteurs. En revanche, les filières Espagnole et Italienne semblent aujourd'hui largement pénalisées par la crise économique et la baisse du pouvoir d'achat.

> Un contexte général défavorable à la consommation de viande ovine

La consommation européenne de viande ovine a de nouveau connu une nette diminution, restreinte à la fois par la faiblesse des disponibilités, qu'elles soient communautaires ou à l'importation, mais aussi par le contexte économique, défavorable à la consommation des viandes les plus onéreuses, et ce d'autant plus que les prix sont orientés à la hausse. Au final, la consommation européenne a ainsi diminué de 6,5 % en 2010, et la consommation par habitant de 6,8 % (2,3 kgec/hab en moyenne pour l'UE à 27).

> Une année 2011 contrastée ?

Dans le Nord de l'Europe, la production, fortement amputée depuis plusieurs années, pourrait commencer à se stabiliser à la faveur de prix élevés. En revanche, la production espagnole pourrait connaître une nette diminution, la baisse simultanée du prix des agneaux et du lait de brebis ayant favorisé une nouvelle décapitalisation.

La mise en place de l'identification électronique risque par ailleurs d'être un nouveau facteur de repli de la production européenne, notamment au sein des plus petites exploitations. De manière plus conjoncturelle, la hausse des prix des aliments, et donc des coûts de production sera elle aussi défavorable.

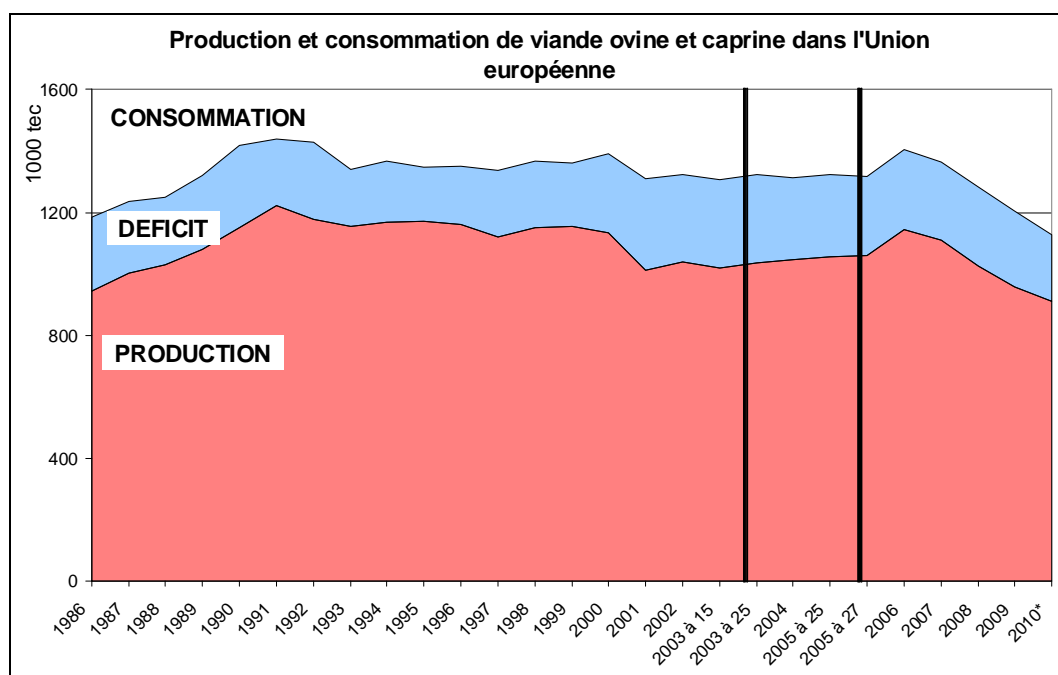
Les importations de viande ovine, après une forte diminution en 2010, se maintiendraient ou progresseraient légèrement, sans retrouver le niveau des années antérieures. Au final, la consommation de viande ovine diminuerait alors à nouveau, par manque de disponibilités, le déficit général en agneaux permettant toutefois un maintien des prix à un haut niveau. Les

évolutions pourraient toutefois être très contrastées entre une consolidation dans le Nord de l'Europe et une évolution beaucoup plus incertaine en Espagne.

UE à 27	2010*	2011**	% 11**/10*
Production contrôlée	910,1	882,8	-3,0
Importations	236,9	236,9	=
Exportations	19,1	18,7	-2,0
Consommation contrôlée	1 127,9	1 101,0	-2,4

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer



* Estimations

FranceAgriMer d'après Commission européenne

> Ovins

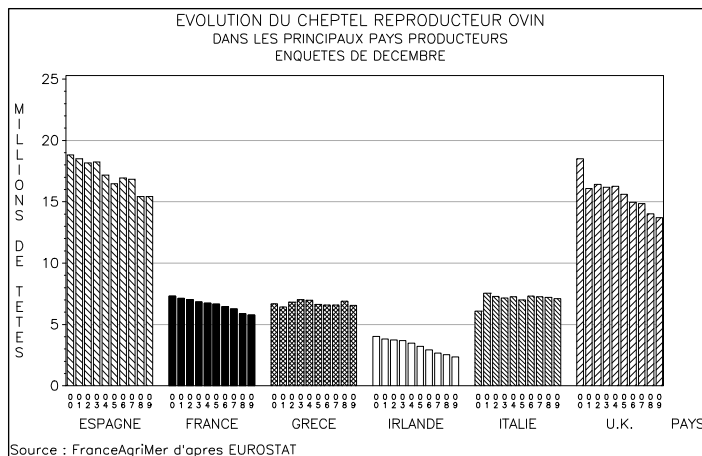
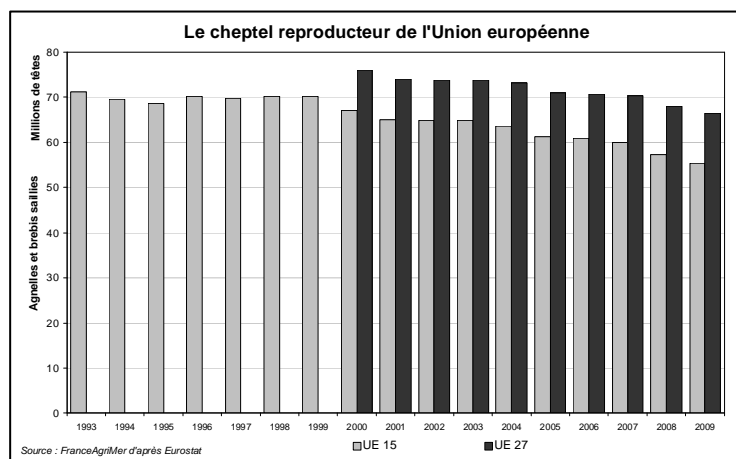
Cheptel de reproductrices (brebis mères & agnelles saillies) dans l'Union européenne

enquêtes de décembre

1000 têtes

	2005	2006	2007	2008	2009	% 09/08
Allemagne	1 505	1 466	1 392	1 373	1 339	-2,5
Autriche	217	204	229	217	215	-0,7
Espagne	16 756	16 954	16 831	15 416	15 357	-0,4
France	6 649	6 463	6 273	5 888	5 769	-2,0
Grèce	6 389	6 589	6 591	6 904	6 552	-5,1
Irlande	3 209	2 932	2 663	2 527	2 369	-6,2
Italie	7 007	7 305	7 265	7 210	7 101	-1,5
Pays-Bas	1 300	1 320	1 285	1 160	530	-54,3
Portugal	2 345	2 253	2 163	2 074	1 923	-7,3
Royaume-Uni	15 466	14 964	14 841	14 013	13 841	-1,2
Suède	216	231	247	247	242	-2,2
UE 15	61 270	60 893	59 992	57 236	55 440	-3,1
Roumanie	6 451	6 526	7 207	7 597	7 818	2,9
Bulgarie	1 397	1 387	1 292	1 245	1 178	-5,4
Hongrie	1 082	1 030	977	964	968	0,4
NEM 12	9 830	9 838	10 423	10 752	10 897	1,4
UE 27	71 100	70 732	70 415	67 988	66 337	-2,4

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT et Commission européenne



Production de viandes ovines et caprines dans l'Union européenne, calculée par bilan

1000 tec

	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
Allemagne	44	44	39	39	38	-2,2
Autriche	7	7	8	8	8	3,7
Espagne	244	231	169	135	139	3,1
France	133	130	120	109	110	0,7
Grèce	109	107	105	106	106	0,8
Irlande	71	66	59	56	48	-13,3
Italie	46	42	43	41	34	-15,8
Pays-Bas	19	17	18	18	16	-9,2
Portugal	13	14	12	19	19	0,5
Royaume-Uni	328	324	326	303	274	-9,5
UE 15	1 022	989	906	842	801	-4,8
Bulgarie	18	15	14	9	5	-43,1
Roumanie	93	94	86	92	86	-6,7
Hongrie	4	7	8	7	6	-17,4
NEM 12	130	131	123	124	112	-9,5
UE 27	1 145	1 111	1 027	957	910	-4,9

* Estimations

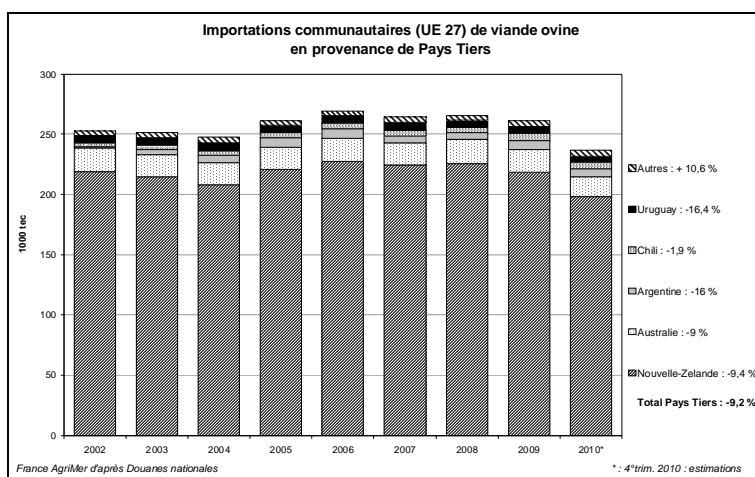
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et sources nationales

Importations de l'Union européenne de viandes ovines et caprines en provenance des Pays Tiers

	2006	2007	2008	2009	2010*	10*/09
Total Pays Tiers	269,4	264,0	265,5	261,0	236,9	-9,2
Nouvelle-Zelande	227,7	224,6	225,8	218,6	198,0	-9,4
Australie	18,7	18,4	20,0	18,4	16,8	-9,0
Chili	4,8	4,7	3,9	5,9	5,8	-1,9
Argentine	7,9	5,5	5,7	7,6	6,4	-16,0
Uruguay	6,3	6,6	6,5	5,9	5,0	-16,4

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

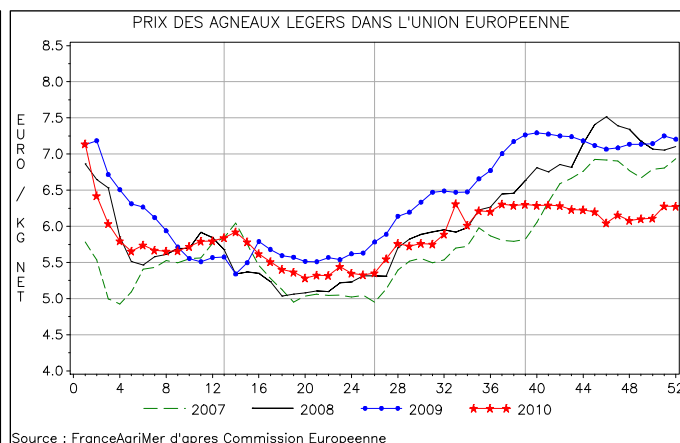
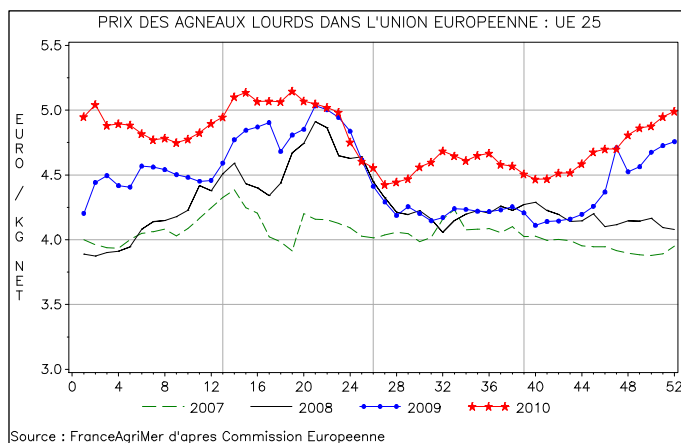


Prix à la production des agneaux en Union Européenne

	2006	2007	2008	2009	2010	% 10/09
Agneaux lourds						
Royaume-Uni	376,3	344,0	372,2	401,4	453,1	12,9
Irlande	332,5	339,4	352,7	360,4	425,8	18,1
France	543,0	540,7	558,9	581,7	581,3	-0,1
UE 25	418,6	404,8	427,1	449,4	477,7	6,3
Roumanie			189,3	182,3	191,1	4,9
UE 27			395,8	414,2	439,4	6,1
Agneaux légers						
Espagne	603,1	609,1	658,3	702,5	644,7	-8,2
Grèce	557,4	521,2	515,8	541,5	544,9	0,6
Italie	664,8	657,3	626,7	613,5	524,5	-14,5
UE 25	587,8	577,4	607,4	637,5	589,6	-7,5

UE 25/27 : Moyenne pondérée

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne



> Ovins

Consommation de viandes ovines et caprines dans l'Union européenne, calculée par bilan

1000 tec

	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
Allemagne	78,5	80,2	71,8	69,6	68,8	-1,3
Belgique-Lux	15,9	17,8	17,4	16,9	14,5	-14,0
Espagne	227,2	214,7	156,9	125,3	119,3	-4,8
France	264,0	253,3	246,4	234,4	217,2	-7,3
Grèce	129,7	121,9	121,0	120,5	117,2	-2,7
Irlande	17,1	15,0	15,3	14,7	15,0	2,2
Italie	96,4	87,0	85,6	82,8	74,3	-10,3
Pays-Bas	16,3	11,9	17,5	17,1	15,2	-11,2
Portugal	20,2	19,9	18,6	27,4	26,4	-3,8
Royaume-Uni	366,4	379,7	360,4	333,4	299,0	-10,3
UE 15	1 260,7	1 232,9	1 144,0	1 077,5	998,7	-7,3
Roumanie	72,1	73,1	65,2	69,7	64,7	-7,2
Bulgarie	15,2	14,1	15,0	8,6	4,9	-43,7
Hongrie	1,1	1,1	1,3	0,3	0,2	-20,1
NEM 12	104,6	104,7	98,5	97,6	87,0	-10,9
UE 27	1 403,8	1 364,4	1 282,8	1 206,6	1 127,9	-6,5

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et Douanes nationales

Bilan dans le secteur ovin-caprin

1 000 tec

	2006	2007	2008	2009	2010*	% 10*/09
Production indigène brute	1 144,6	1 111,2	1 026,6	957,5	910,1	-4,9
Exportations animaux vivants ⁽¹⁾	5,1	5,5	4,0	4,6	7,8	69,3
Importations animaux vivants ⁽¹⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-20,1
<i>Solde</i>	5,1	5,5	4,0	4,6	7,8	69,7
Abattages redressés	1 139,5	1 105,7	1 022,6	952,9	902,4	-5,3
Exportations viandes	5,2	5,3	5,3	7,3	11,3	55,5
Importations viandes	269,4	264,0	265,5	261,0	236,9	-9,2
<i>Solde</i>	-264,3	-258,6	-260,3	-253,7	-225,6	
Variation de stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Consommation indigène brute	1 403,8	1 364,4	1 282,8	1 206,6	1 127,9	-6,5
Auto-provisionnement (%)	81,5	81,4	80,0	79,4	80,7	

* : Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et Douanes nationales

⁽¹⁾ : Extrapolations FranceAgriMer

viandes blanches



LE MARCHÉ DU PORC EN FRANCE

› La tendance à la baisse de la production française se confirme en 2010

La filière française reste en 2010 sur une baisse tendancielle de ses effectifs porcins. Entre 2005 et 2010, le cheptel français total a perdu 1 millions de têtes. Selon l'enquête cheptel de mai 2010, la France compte 14,1 millions de porcs, soit 200.000 de moins qu'au mois de mai 2009. Cette baisse de 1,4 % est dans la moyenne de l'UE à 15 (- 1,3 %). Les baisses de cheptels s'observent essentiellement dans les zones de faible densité des élevages de porc où le coût de production moyen est plus élevé.

Toutefois, grâce à la hausse régulière des performances techniques des éleveurs, la production française baisse dans une moindre mesure, de l'ordre de - 0,5 % par rapport à 2009. En 2010, 25,2 millions de porcs ont été produits pour un tonnage de 2,27 millions de tec. La France reste le 3ème producteur européen, mais ne suit pas la dynamique de l'UE à 15, dont la production a progressé de 1,6 % en 2010. Les abattages sont en hausse dans la plupart des autres principaux pays producteurs (Allemagne : + 1,4 %, Pologne : + 6,6 %, Danemark : + 3,6 % et Pays Bas : + 0,6 %).

Le cheptel reproducteur français baisse en 2010 comme en 2009 de 26.000 têtes (- 2,2 %). Cette baisse est plus importante que la moyenne européenne (- 0,7 % selon l'enquête cheptel de mai 2009). La conséquence probable pour la production française est une baisse plus forte des abattages en 2011 qui pourrait atteindre 1 %.

› Les exportations françaises ont été portées par la demande internationale

En 2010, les exportations françaises (726.000 tec) ont progressé de 1,1 % par rapport à 2009. Le contexte favorable aux exportations de viandes européennes sur le marché mondial a profité aux opérateurs français. Les ventes françaises vers les Pays Tiers ont progressé de 36 % par rapport à 2009, principalement vers la Russie (+ 14.000 tec), le Japon (+ 4.400 tec) et les Philippines (+ 10.600 tec).

Néanmoins, dans le même temps, le recul des ventes sur le marché communautaire est important (- 4,1% par rapport à 2009, soit - 16.400 tec). La France a perdu des volumes sur ses principaux clients européens. Les exportations françaises de viandes fraîches et congelées ont chuté de 5.400 tec vers l'Italie, 9.200 tec vers la Grèce, 2.300 tec vers le Royaume-Uni, 10.900 tec vers les Pays Bas et 6.300 tec vers la Roumanie. La hausse des exportations vers l'Espagne (+ 11.000 tec) limite en partie ce repli des opérateurs français sur le marché communautaire. Si la crise économique explique les moins bonnes performances des opérateurs français en Grèce et en Roumanie, pour les autres destinations, les concurrents de la France ont été plus présents.

L'activité à l'exportation a été soutenue par le commerce de pièces (+ 32.700 tec). Les ventes de porcs vivants (- 4.200 tec), de carcasses (- 19.800 tec) et de produits transformés (4.400 tec) ont toutes chuté. Le commerce du porc s'oriente vers les pièces aux dépens de la carcasse.

› Les importations poursuivent leur croissance

Les importations (603.700 tec) sont reparties à la hausse en 2010 (+ 1,9 %). Ce sont les achats de pièces qui ont été très dynamiques (+ 15.600 tec). Les importations de porcs vifs, de carcasses, de produits transformés et de graisse sont en léger recul.

L'Espagne reste de loin, le premier fournisseur de la France en 2010. Elle représente près de 55 % des importations françaises de produits porcins et continue de développer ses ventes de

› Le Porc

viandes fraîches et congelées (+ 13.900 tec). Le second fournisseur de la France en viande de porc est désormais l'Allemagne avec 49.700 tec expédiées en 2010 (+ 5.500 tec). Ces dernières années, les opérateurs allemands ont pris des parts de marché en France aux dépens des concurrents belges, néerlandais et danois.

En 2010, la balance commerciale de la France affiche donc un solde positif, en tonnes, de 122.300 tec, mais négatif en euros de 115,2 millions.

Pour 2011, dans un contexte de retour des opérateurs américains sur le marché mondial, le risque pour les exportations françaises est de ne pas maintenir ses parts de marché en Europe, face à la montée en puissance de ses concurrents, en particulier l'Allemagne. Si le développement des importations espagnoles et allemandes se poursuit, une nouvelle dégradation de la balance commerciale française est à craindre alors le déficit représente 100 millions d'euros en 2010.

› Une consommation relativement atone en 2010

La consommation de porc, mesurée par bilan, a baissé en 2010 pour la troisième année consécutive (- 0,6 %). La crise économique a conduit les français à réduire leur consommation de viande. Depuis 2007, la consommation par habitant en France est passée de 34,8 kg à 33,1 kg.

D'après Kantar Worldpanel, dans un contexte de hausse des prix des viandes (+ 1,0%), le prix du porc frais est resté stable en 2010 (- 0,1 %). Cela ne profite toutefois pas au commerce de la viande de porc car les achats des ménages ont reculé de 1,9 %. Dans ce contexte de crise, la volaille gagne des parts de marché. Avec un prix maîtrisé (+ 0,5 %), les achats de volailles ont progressé de 5,4 %. Toutefois, les produits de charcuterie restent porteurs avec un développement des ventes de 1,6 % pour un prix en hausse 0,7 %. Le prix à la portion semble être un élément déterminant dans l'acte d'achat.

› Un prix de l'aliment en hausse au second semestre

Le prix de l'aliment en France, calculé par l'IFIP selon une formule « porc en croissance » a peu progressé en moyenne en 2010 à 193 €/ tonne. Toutefois, cette moyenne masque des évolutions opposées entre le 1er et le 2nd semestre 2010. Après un premier semestre où les prix des matières premières sont restés bas, les marchés des céréales se sont brusquement tendus à l'annonce de l'arrêt des exportations par le gouvernement russe au cours de l'été, suite aux incendies géants. Les cours des céréales ont connu une hausse continue jusqu'à la fin de l'année.

Le prix de l'aliment devrait rester élevé en 2011. Les marchés restent tendus. Les prix à terme pour la récolte 2011 sont élevés en raison des incertitudes tant sur le niveau et la qualité des récoltes de l'hémisphère sud que du niveau des moissons 2011 dans la zone de la Mer Noire.

› Les prix à la production n'ont pas progressé en 2010

La cotation de la classe E sur l'ensemble de l'année 2010 s'est établie à 1,30 €/kg. Le prix du porc est resté sensiblement proche des cours de 2009, dans un contexte d'offre européenne soutenue et malgré le dynamisme des exportations françaises. Avec la forte croissance de la production européenne, l'offre était abondante et n'a permis d'évolution positive des cours.

L'indice de Rungis est resté stable en 2010. Le prix de gros des pièces nobles (longes et jambon) a progressé (+ 2,6 % et + 5,3 %) tandis que de prix les pièces destinées à la charcuterie (hachage et bardière) a reculé (- 3,1 % et - 29,6 %).

LES PREVISIONS POUR 2011

La production européenne restera élevée en 2011, même si elle ne progressera plus. Le retour probable des opérateurs américains et brésiliens sur le marché mondial pourrait limiter les

volumes exportés sur les Pays Tiers. Dans ces conditions, la hausse du prix du porc, demandée par les éleveurs pour répercuter la hausse du coût de l'aliment, sera conditionnée au niveau des débouchés sur le marché national et communautaire.

1000 tec

	2010*	2011**	%11**/10*
Production	2 271,4	2 248,6	-1,0
Importations	603,7	612,0	+1,4
Exportations	726,0	726,4	+0,1
Consommation	2 149,0	2 169,5	+1,0

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer

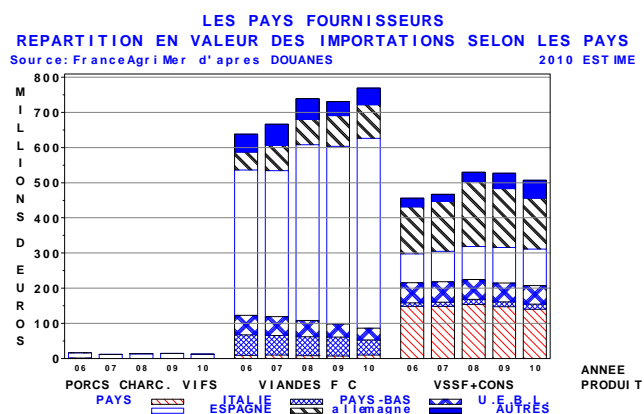
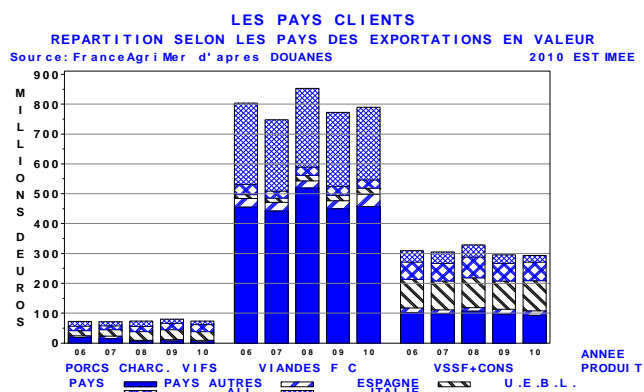
BILAN DU SECTEUR PORC (HORS ABATS)

	2009		2010*		%10*/09	
	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec
Production contrôlée	25 375,6	2 289,0	25 262,6	2 271,4	-0,4	-0,8
Commerce extérieur						
Animaux vivants de boucherie						
Exportations	571,7	52,4	526,2	48,2	-8,0	-8,0
Importations	117,4	7,3	100,9	6,3	-14,1	-13,7
<i>SOLDE</i>	<i>+454,3</i>	<i>+45,1</i>	<i>+425,3</i>	<i>+42,0</i>		
Abattages contrôlés	24 921,3	2 243,9	24 837,3	2 229,4	-0,3	-0,6
Commerce extérieur						
Viandes fraîches et congelées						
Exportations		486,3		499,2		+2,7
Importations		401,3		416,6		+3,8
<i>SOLDE</i>		<i>+85,0</i>		<i>+82,6</i>		
VSSF et conserves						
Exportations		113,5		109,0		-4,0
Importations		148,8		146,5		-1,5
<i>SOLDE</i>		<i>-35,4</i>		<i>-37,5</i>		
Graisses						
Exportations		65,8		69,5		+5,6
Importations		34,4		34,3		-0,3
<i>SOLDE</i>		<i>+31,4</i>		<i>+35,2</i>		
Variation de stock (stockage privé)		0,0		0,0		
Consommation contrôlée		2 162,9		2 149,0		-0,6
Auto-provisionnement %		105,8		105,7		

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP – Douanes

> Le Porc



Commerce extérieur du secteur porcin

1000 tec

	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
Exportations	676,3	687,0	729,5	717,9	726,0	+1,1
Porcs vivants	46,6	53,1	44,3	52,4	48,2	-8,0
Viandes fraîches et cong.	455,1	462,3	512,2	486,3	499,2	+2,7
carcasses	126,2	121,6	153,8	130,1	110,3	-15,2
pièces	328,9	340,7	358,4	356,1	388,9	+9,2
Prépa. et Conserves+VSSF	116,6	122,1	120,7	113,5	109,0	-4,0
Graisses	58,0	49,5	52,4	65,8	69,5	+5,6
Importations	542,4	574,7	603,6	591,9	603,7	+2,0
Porcs vivants	8,4	6,1	6,5	7,3	6,3	-13,7
Viandes fraîches et cong.	362,5	393,8	404,5	401,3	416,6	+3,8
carcasses	2,1	2,6	3,0	2,6	2,2	-15,4
pièces	360,3	391,2	401,5	398,7	414,3	+3,9
Prépa. et Conserves+VSSF	130,3	135,5	156,0	148,8	146,5	-1,5
Graisses	41,2	39,2	36,6	34,4	34,3	-0,3
SOLDE	+133,9	+112,3	+125,9	+126,1	+122,3	
Porcs vivants	+38,2	+47,0	+37,8	+45,1	+42,0	
Viandes fraîches et cong.	+92,6	+68,4	+107,7	+85,0	+82,6	
carcasses	+124,1	+119,0	+150,7	+127,5	+108,1	
pièces	-31,5	-50,5	-43,0	-42,6	-25,5	
Prépa. et Conserves+VSSF	-13,8	-13,4	-35,4	-35,4	-37,5	
Graisses	+16,9	+10,2	+15,8	+31,4	+35,2	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Solde financier du commerce extérieur dans le secteur porcin

Millions d'euros

	2006	2007	2008	2009	2010*	10*-09
Porcelets	-6,7	-2,9	-3,3	-4,4	-2,8	1,7
Animaux de boucherie	56,5	61,1	60,6	65,6	61,2	-4,4
Viandes fraîches et congelées	141,3	79,0	113,7	41,1	21,1	-20,1
Conserves et VSSF	-147,6	-148,0	-212,1	-231,1	-215,3	15,7
Graisses	13,1	10,8	21,8	19,7	20,6	0,9
SOLDE	+56,6	+0,1	-19,3	-109,0	-115,2	-6,2

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Commerce extérieur de viandes fraîches et congelées

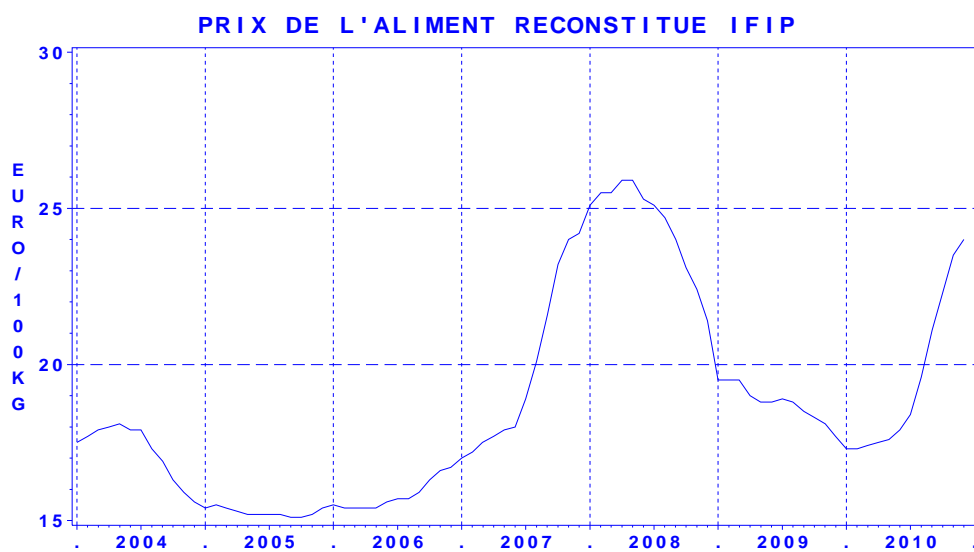
1000 tec

	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
Exportations totales	455,1	462,3	512,2	486,3	499,2	+2,7
Union européenne	377,5	379,9	408,9	404,7	388,3	-4,1
<i>Italie</i>	148,4	142,7	145,8	147,8	142,4	-3,7
<i>Royaume-Uni</i>	47,5	45,1	42,8	44,5	42,2	-5,2
<i>Grèce</i>	68,9	58,3	65,0	49,8	40,6	-18,5
<i>Allemagne</i>	24,0	17,7	18,5	19,4	19,6	+1,0
<i>Pays-Bas</i>	21,1	22,1	24,4	25,7	14,8	-42,4
<i>Roumanie</i>	10,0	20,7	24,6	16,3	10,0	-38,7
Pays Tiers	77,6	82,4	103,3	81,6	110,9	+35,9
<i>Russie</i>	19,4	17,2	36,2	25,5	39,5	+54,9
<i>Corée du Sud</i>	23,4	22,8	16,9	14,2	14,6	+2,8
<i>Japon</i>	12,1	10,6	9,3	10,9	15,3	+40,4
<i>Philippines</i>	2,3	5,2	5,9	4,0	14,6	+265,0
<i>Chine+HK</i>	3,6	7,1	17,7	13,1	14,0	+265,0
Importations totales	362,5	393,8	404,5	401,3	416,6	+3,8
Union européenne	362,4	389,9	393,6	400,8	416,5	+3,9
<i>Espagne</i>	220,2	240,0	268,4	279,2	293,2	+5,0
<i>Danemark</i>	24,7	16,2	11,2	11,3	10,3	-8,8
<i>Pays-Bas</i>	35,2	37,3	38,1	33,0	27,5	-16,7
<i>UEBL</i>	34,1	35,6	27,3	21,5	20,0	-7,0
<i>Allemagne</i>	27,8	41,2	35,4	44,2	49,7	+12,4
Pays Tiers	0,1	4,0	10,9	0,5	0,1	-80,0
SOLDE	+92,6	+68,4	+107,7	+85,0	+82,6	

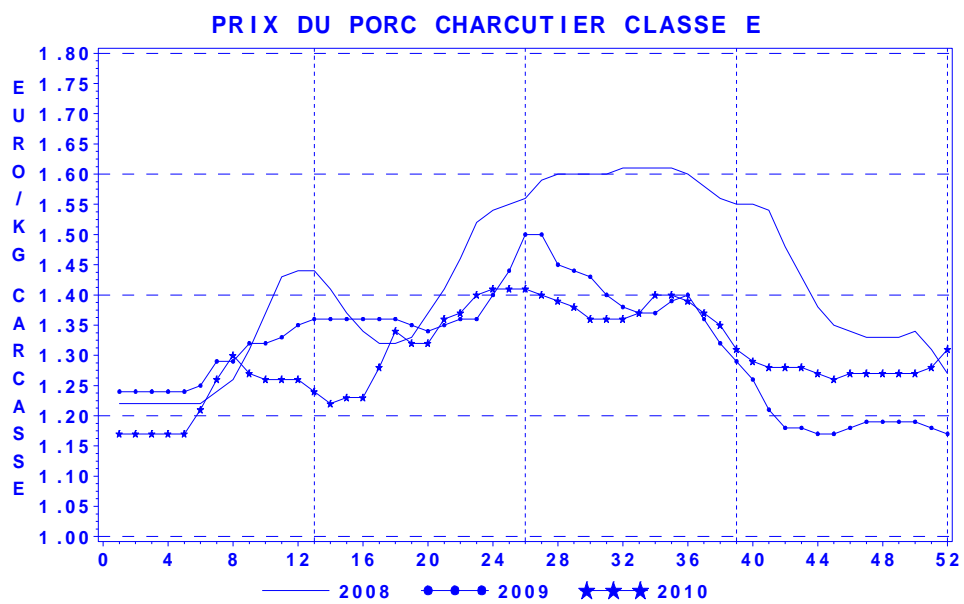
* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

> Le Porc



Source: FranceAgriMer d'après IFIP



Source: FranceAgriMer

LE MARCHÉ DU PORC DANS L'UNION EUROPEENNE

› La production européenne repart à la hausse en 2010

L'année 2010 a été marquée par une reprise significative de la production européenne de l'ordre de 2 % par rapport à 2009. La hausse de la production est intervenue dès le début de l'année. Les abattages européens ont progressé de 2,2 % au 1er semestre, et de 1,7 % au 2nd semestre.

Cette hausse des abattages (+ 460.000 tec) concerne à la fois l'UE à 15 (+ 1,6 %) et les nouveaux Etats membres (+ 4,7 %). Cette relance de la production est le résultat d'une stabilisation des effectifs après la crise de 2007-08 (effectif total : - 0,6 % et truies : - 0,5 %, selon l'enquête cheptel de décembre 2009). L'amélioration des performances techniques des élevages a également fortement contribué au développement de la production, notamment grâce à l'emploi de la nouvelle gamme très performante de vaccins contre les circo-virus.

L'enquête cheptel du mois de mai 2010 montre un léger recul du cheptel reproducteur, de l'ordre de 0,7 % par rapport à mai 2009 (- 100.000 truies). Parmi les plus importants producteurs, seule l'Espagne présente une évolution nettement à la hausse de ses effectifs de truies. La tendance pour 2011 s'oriente donc vers une stabilisation de la production européenne, en légère hausse au 1er semestre (+ 0,5 %) et en baisse modérée au second (- 0,5 %).

› Les exportations vers les Pays Tiers ont progressé de 15 % en volume en 2010

La parité €/€ est plus favorable qu'en 2009 et les principaux concurrents des Européens (Etats-Unis, Canada et Brésil) ont connu un prix du porc élevé sur leurs marchés nationaux en raison des importantes décapitalisations en 2008 et 2009 aux Etats-Unis et au Canada, et de la demande croissante des consommateurs brésiliens. Dans ce contexte, les exportateurs européens ont fortement développé leurs ventes sur le marché international.

Avec le retrait des opérateurs américains suite à des déréférencements d'outils d'abattage, les exportations européennes à destination de la Russie, premier marché de l'Union européenne, se sont accrues de + 17 % en 2010. La concurrence du Brésil fut également moindre en raison d'un prix du porc brésilien élevé.

La demande russe a été telle que les volumes exportés au quatrième trimestre se sont réalisés hors quota, c'est-à-dire avec une taxe de 75 % de la valeur contre 15 % dans le quota. Les exportations de porcs vifs vers la Russie ont nettement fléchi en 2010 (- 40 %) et ne représentent plus que 10 % des volumes expédiés par l'Union européenne sur la Russie.

Au Japon, 1er pays importateur mondial, une hausse importante de la demande (+ 8 %) profite aux exportateurs européens avec des ventes qui ont progressé de + 21 % en volume. En Chine et en Corée du Sud, les Européens, avec des tarifs plus compétitifs qu'en 2009 reprennent des parts de marché aux opérateurs américains pour un volume d'achat qui ne progresse pas. Les Philippines sont redevenues une destination porteuse en 2010 pour les Européens avec 24.000 tec exportées en 2010 contre moins de 2.000 tec en 2009 (la France représente 60 % des volumes).

Les exportations européennes pourraient légèrement fléchir en 2011 (entre 5 et 10 %) avec le retour des opérateurs américains et brésiliens, plus compétitifs qu'en 2010, sur le marché

› Le Porc

international. La demande mondiale ne devrait toutefois pas reculer grâce à une situation économique plus favorable.

› Les importations en provenance des Pays Tiers sont de plus en plus réduites

Les importations européennes continuent de chuter en 2010 (- 19 %). Après les Etats-Unis, en 2009, ce sont les ventes du Chili, 1^{er} fournisseur de l'Union européenne, qui reculent fortement en 2010 (- 48 %). Les importations européennes représentent moins de 30.000 tec en 2010, contre plus de 100.000 tec en 2006.

› Le commerce intra-communautaire poursuit sa croissance

Le commerce intra-communautaire est resté soutenu en 2010 (+ 2,9 %). Malgré la forte hausse des exportations vers les Pays Tiers, l'augmentation sensible de la production a obligé les opérateurs à trouver de nouveaux débouchés au sein du marché communautaire. La part de l'Allemagne dans le commerce communautaire continue de progresser. Elle représente plus de 40 % des échanges sur le marché européen (25 % des ventes et 17 % des achats hors vif). L'Allemagne est la plaque tournante du commerce européen du porc. En plus des importations de viandes, l'Allemagne s'approvisionne massivement en porcs vifs auprès du Danemark et des Pays Bas pour développer ses exportations de viande.

› Dans un contexte économique difficile, la consommation européenne ne repart pas

Après deux années de baisse, la consommation européenne en 2010 est restée stable en 2010 (- 0,1 %). La crise continue de peser sur les achats des Européens, notamment dans les Nouveaux Etats Membres où la consommation fléchit de - 1,6 %.

La consommation moyenne de porc par habitant de l'Union européenne ne dépasse plus les 40 kg/an. Avec la crise économique, la consommation des habitants des NEM a reculé de 1 kg depuis 2007 et de plus de 3 kg dans l'UE à 15. Une reprise de la consommation, en particulier dans l'UE à 15, paraît peu probable dans un contexte général de baisse de la consommation de viande chez les européens de l'ouest.

Le contexte économique européen actuel ne devrait pas permettre de hausse significative de la consommation européenne qui devrait rester relativement stable en 2011 (+ 0,5 %).

› Les prix n'ont pas progressé en 2010

La progression de la production européenne (+ 2 %) a pesé sur les cours. La bonne tenue des exportations européennes sur le marché mondial (+ 15 %) a toutefois permis le maintien des prix sur la marché communautaire avec un prix moyen de 1,40 €/kg, proche de 2009 (- 1,6 %).

Le 4^{ème} trimestre de l'année a été plutôt favorable au commerce du porc. Les exportations vers la Russie et les pays de l'Est de l'Union européenne ont été dynamiques, et les prix sont restés plus élevés qu'en 2009. Cette période compense les 2^{ème} et 3^{ème} trimestres, où les prix étaient plus faibles qu'en 2009. Les conditions climatiques au cours de l'été ont été défavorables à la consommation de porc en Europe et le pic de prix que l'on observe entre le mois de juillet et le mois d'août ne s'est pas produit.

LES PREVISIONS POUR 2011

L'année 2011, s'oriente plutôt vers un équilibre offre-demande relativement meilleur qu'en 2010 sur le marché communautaire. Le prix de l'aliment relativement haut devrait limiter la croissance de la production européenne. La demande mondiale devrait rester soutenue et la consommation européenne pourrait progresser si la reprise économique dans plusieurs pays de l'Union européenne se confirme.

Une hausse du prix moyen de l'ordre de 5 %, peut-être 10 %, par rapport à 2010 devient envisageable en 2011, du moins au second semestre, période où l'offre devrait faiblir en raison de la hausse des coûts de production.

BILAN DE L'UNION EUROPEENNE A 27

1000 tec

	2010	2011**	%11**/10
Production	22 696,7	22 696,7	=
Importations	29,6	28,1	-5,1
Exportations	1 938,3	1 826,6	-5,8
Consommation	20 788,0	20 898,2	+0,5

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer

BILAN DANS LE SECTEUR PORCIN (HORS ABATS)

	UE à 27			
	2008	2009	2010	%10*/09
Production indigene brute	22 899,1	22 277,7	22 696,7	+1,9
Commerce extérieur anim. vivants				
Exportations	40,9	117,9	76,6	-35,0
Importations	0,0	0,2	0,1	0,0
Solde	40,9	117,8	76,5	-35,1
Abattages	22 858,2	22 159,9	22 620,2	+2,1
Commerce extérieur viandes				
Exportations	1 441,9	1 555,0	1 861,7	+19,7
Importations	38,6	36,3	29,5	-18,7
Solde	1 403,3	1 518,7	1 832,2	+20,6
Variation de stocks	99,0	0,0	0,0	-
Consommation	21 355,9	20 641,2	20 788,0	+0,7
Auto approvisionnement (%)	107,2	107,9	109,2	+1,2

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

> Le Porc

Cheptel de truies dans l'Union européenne

- enquêtes d'août -

1000 têtes

	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
Allemagne	2 484	2 502	2 378	2 307	2 240	-2,9
Autriche	310	308	302	292	286	-2,1
Belgique-Lux	591	575	549	544	534	-1,9
Danemark	1 422	1 415	1 303	1 345	1 323	-1,6
Espagne	2 602	2 627	2 562	2 498	2 582	+3,4
France*	1 273	1 253	1 210	1 184	1 158	-2,2
Italie	753	762	747	743	728	-2,0
Irlande	174	164	155	156	158	+1,3
Pays-Bas	1 080	1 145	1 080	1 120	1 070	-4,5
Royaume-Uni	537	519	477	490	502	+2,4
UE 15	12 022	12 075	11 555	11 467	11 377	-0,8
Hongrie	387	391	340	317	312	-1,6
Pologne	1 866	1 770	1 423	1 370	1 393	+1,7
Roumanie	551	445	377	367	360	-1,9
NEM 12	3 629	3 384	2 800	2 624	2 610	-0,5
UE 27	15 651	15 458	14 355	14 091	13 988	-0,7

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

Abattages dans l'Union européenne

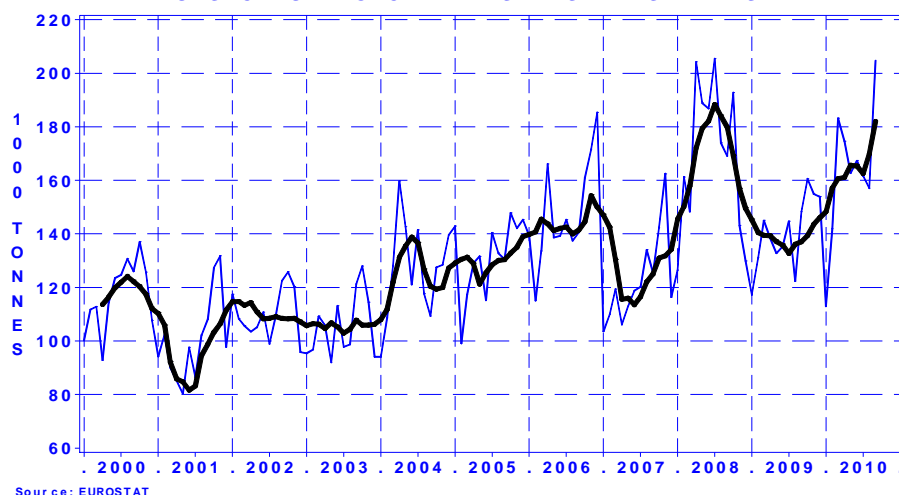
1000 tec

	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
Allemagne	4 662	4 985	5 111	5 307	5 383	+1,4
Autriche	505	531	526	533	552	+3,5
Belgique-Lux	1 016	1 073	1 066	1 092	1 172	+7,4
Danemark	1 749	1 802	1 707	1 585	1 642	+3,6
Espagne	3 230	3 513	3 484	3 291	3 278	-0,4
France	2 263	2 281	2 277	2 244	2 229	-0,6
Italie	1 556	1 603	1 606	1 628	1 663	+2,1
Irlande	209	205	202	196	216	+10,2
Pays-Bas	1 230	1 290	1 318	1 275	1 283	+0,6
Royaume-Uni	697	739	740	720	762	+5,8
UE 15	18 050	18 988	19 025	18 837	19 142	+1,6
Hongrie	488	499	460	427	460	+7,7
Pologne	2 071	2 091	1 888	1 719	1 833	+6,6
R. tchèque	359	360	336	300	292	-2,6
NEM 12	3 862	3 870	3 570	3 323	3 478	+4,7
UE 27	21 913	22 858	22 596	22 160	22 620	+2,1

* Estimations

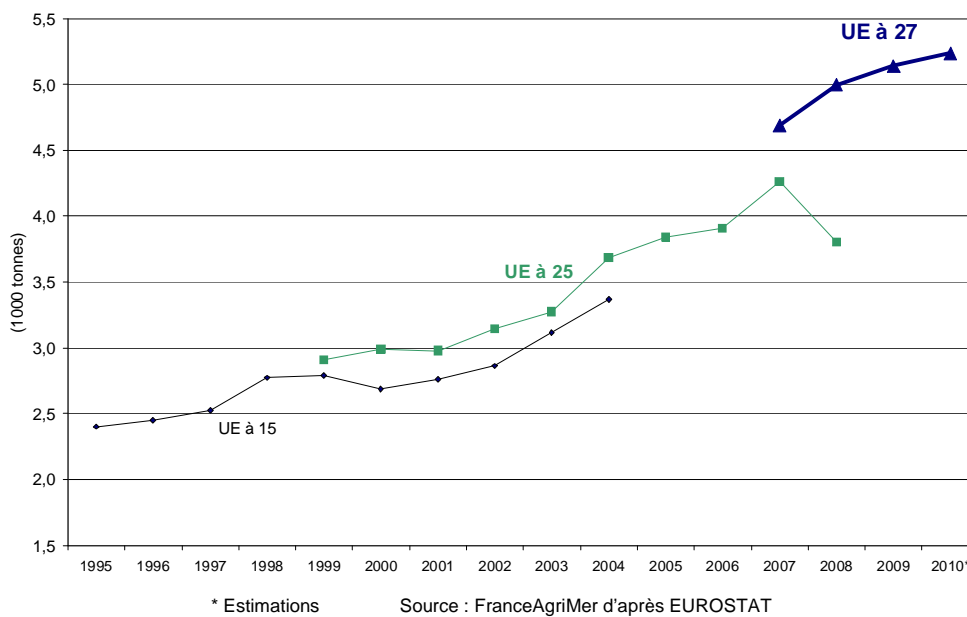
Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

**EXPORTATIONS DE L'UE A 15 / 25 / 27(hors Vifs et abats)
DU SECTEUR PORCIN VERS LES PAYS TIERS**



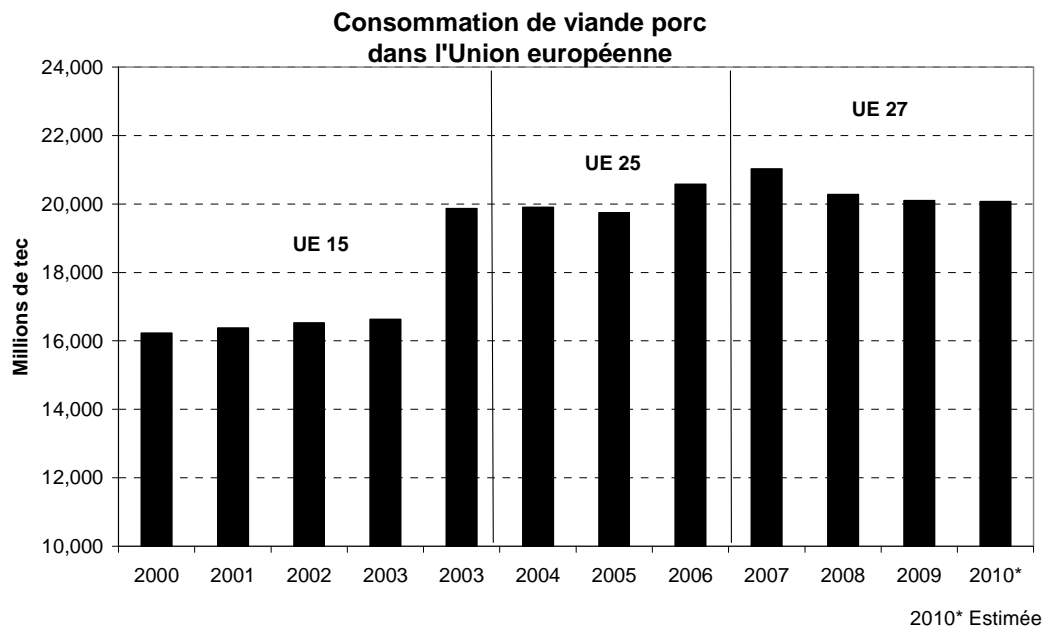
Les volumes correspondent à ceux de l'UE à 15 jusqu'en 2004 inclus. De 2005 à 2006, il s'agit de l'UE à 25, puis à partir de 2007, de l'UE à 27.

Echanges intra communautaires de viandes fraîches et congelées de porc



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

> Le Porc



LA VOLAILLE DE CHAIR EN FRANCE

> Une reprise de la production en 2010

Poursuivant la tendance amorcée depuis le début des années 2000, la production française de volaille avait chuté de plus de 70.000 tec en 2009 (- 3,8 %). Ce déclin avait principalement résulté d'un recul marqué de la production de dinde et de canard.

En 2010, la production de volaille s'est redressée de 1,8 %, dépassant 1,8 million de tec. Ce regain a été lié à une reprise de la production de poulet (+ 3,4 %), soutenue par la croissance de la demande dans les Pays Tiers. La production de canard, tirée par la hausse des abattages de canards gras, a progressé de 1,8 %. Dans les filières dinde et pintade, les volumes produits ont encore été réduits (respectivement - 2,9 % et - 4,6 %), mais le rythme de décroissance s'est ralenti.

> Des exportations portées par le dynamisme des ventes de poulets congelés vers les Pays Tiers

En 2010, les exportations françaises de viandes et préparations de volaille ont atteint 621.200 tec, elles ont été en hausse de 2,9 % par rapport à 2009. Néanmoins, alors qu'elles se sont renforcées à destination des Pays Tiers (+ 6,8 %), elles se sont à nouveau contractées sur le marché intracommunautaire (- 1,5 %). Les volumes exportés ont augmenté de 33.500 tec en poulet (+ 8,3 %), mais ont diminué de 18.300 tec en dinde (- 13,1 %).

L'accroissement en poulet a résulté du dynamisme des ventes de carcasses congelées vers les pays du Proche et Moyen-Orient (+ 17 %). Globalement, les exportations de poulet vers les Pays Tiers se sont élevées à 303.000 tec en 2010 (+ 8,3 %), niveau qui n'avait pas été atteint depuis plus de 10 ans. Les exportations avec restitutions ont représenté 71 % de ces volumes. Sur le marché intracommunautaire, les expéditions de poulet se sont redressées en 2010 (+ 8,3 %, soit + 10.300 tec), restant toutefois inférieures à leur niveau de 2008.

Dans le secteur de la dinde, près de 80 % de la chute des exportations a eu lieu sur l'UE à 27, en particulier sur le marché espagnol (- 24,1 %), mais aussi sur le marché allemand (- 12,3 %). Sur ce marché, où la production de dinde s'est fortement développée, les exportations en vif ont également fléchi (- 82 % en nombre de têtes). À destination des Pays Tiers, les ventes de découpes congelées de dinde ont accusé un repli important sur la Russie (- 43 %).

En canard, les exportations de viandes et de conserves (hors foie gras) se sont élevées à 60.000 tec (+ 4,4 %), se rapprochant de leur niveau record de 2007. Elles ont légèrement reculé vers l'Allemagne (- 1 %), premier marché à l'export, mais elles ont affiché une importante progression vers les Pays tiers, en particulier sur Hong-Kong (+ 35 %).

Les exportations de viande de pintade, portant sur de faibles volumes, ont reculé de 1,6 %. Elles ont enregistré un retrait marqué au Royaume-Uni, leur premier débouché (-16 %, soit - 177 tec). Ce recul a été partiellement compensé par une progression sur la Suisse.

> Un renforcement des achats de viande fraîche en provenance de l'Union européenne

Les importations françaises de viandes et préparations de volaille se sont accrues de 8,1 % en 2010, toutes espèces et provenances confondues. Elles ont reculé de 19,9 % en provenance des Pays Tiers, mais les approvisionnements sur le marché intracommunautaire, représentant 92 % des importations totales, ont enregistré une nouvelle hausse de 11,3 %. Celle-ci a principalement porté sur les achats de viandes de poulet en provenance des Pays-Bas, proches de 102.000 tec (+ 17,4 %), et notamment les découpes fraîches. En provenance d'Allemagne, les achats de poulet ont progressé de 29,8 %, s'établissant à près de 44.000 tec.

Les importations de viande de dinde ont reculé de 7,8 % (- 3.800 tec), principalement sous l'effet d'une réduction des importations de préparations et conserves en provenance du Brésil.

› Volaille de chair

La croissance des importations a conduit à une accentuation du déficit commercial de la France en viandes fraîches par rapport à l'UE à 27. Ainsi, malgré la progression du solde des échanges de viandes congelées, l'excédent commercial de la France en viandes de volaille a reculé de 15.700 tec par rapport à 2009 (- 30,8 millions d'euros), pour atteindre 172.800 tec (220,6 millions d'euros). En 10 ans, ce solde a été divisé par quatre.

› Un redressement progressif du prix de gros au cours de l'année, mais une hausse marquée du coût de production

Malgré une demande soutenue sur le marché français et à l'export, le prix de gros du poulet est resté impacté par le niveau élevé des importations. Ainsi, en moyenne sur l'année, le prix de gros du poulet standard sur le marché de Rungis a été en retrait de 8 % par rapport à 2009, et a seulement repris 15 cts au deuxième semestre. Il s'est ensuite stabilisé au niveau moyen de 2009, qui s'était établi à 2,10 €/kg, en retrait de 5 % par rapport à 2008. Parallèlement, la filière avicole est de nouveau confrontée à une hausse du coût de production. En raison de l'envolée du cours des céréales durant l'été 2010, l'indice ITAVI du coût des matières premières de l'aliment poulet standard s'est affiché en hausse de 35 % en décembre 2010 par rapport à son niveau moyen de 2009.

› Une consommation soutenue en 2010, mais la part des volumes importés progresse

D'après les résultats du panel de consommateurs KANTAR Worldpanel, les volumes de viandes et élaborés de volaille achetés par les ménages ont progressé de 5,4 % en 2010. Leur prix moyen d'achat s'est établi à 7,07 €/kg, légèrement supérieur à 2009 (+ 0,9 %).

Toutefois, en poulet, la progression des volumes s'est généralement accompagnée d'un recul des prix. En effet, alors que les volumes de poulet PAC standard et d'escalopes ont progressé respectivement de 6,1 % et de 17 %, leurs prix ont diminué de 1,9 % et 3,3 %. Les achats de poulet PAC Label Rouge ont progressé plus faiblement (+ 1,8 %), malgré un prix en recul de 3 %. L'accroissement des volumes a concerné toutes les espèces, y compris la dinde, pour laquelle les achats des ménages ont progressé de 1,6 %, avec un prix moyen d'achat de 7,77 €/kg (+ 2,6 %). Sur la même période, le prix moyen du porc frais a été de 6,38 €/kg, en recul de 0,2 %, mais les achats de cette viande ont diminué de 1,6 %.

Le calcul par bilan permet d'estimer une progression de la consommation de viande de volaille de 4,3 % en 2010. Après un repli de 1,7 % en 2009, elle aurait ainsi atteint son niveau le plus élevé sur les dix dernières années. Cependant, la demande n'a été que partiellement satisfaite par la hausse de la production, liée en grande partie au raffermisssement de la filière poulet export. Ainsi, les importations ont représenté 28 % de la consommation française de viande de volaille. En poulet, la consommation a progressé de 3,6 %, et la part des importations dans la consommation s'est élevée à plus de 39 %. La consommation de viande de dinde, après plusieurs années de déclin, a augmenté de plus de 7 %, se rapprochant de son niveau de 2008. Celle de canard s'est stabilisée (+ 0,9 %) et celle de pintade a reculé de 4,6 %, repli toutefois moins marqué qu'en 2009.

› Les prévisions pour 2011

L'année 2011 sera marquée par la hausse des coûts de production, liée au renchérissement des cours des matières premières depuis l'été 2010. De plus, il est probable que les cours des céréales se maintiennent à un niveau élevé dans l'hémisphère Nord, voire au-delà, au moins jusqu'à la prochaine récolte. L'évolution de la production et de la demande en viande de volaille dépendra alors de la capacité de la filière à répercuter ces hausses vers l'aval et de la manière dont elles seront répercutées.

Quelque soit l'ampleur de l'augmentation des prix, on peut penser que ce facteur sera un frein à la demande sur le marché intérieur, comme à l'export, et ne permettra alors qu'une très faible croissance de la production de volaille en 2011 (moins de 1 %). De même qu'en 2010,

l'accroissement de la production sera donc majoritairement soutenu par les exportations de poulet vers les Pays Tiers. En effet, si la demande mondiale conserve son dynamisme, mais aussi à condition que la parité euro dollar reste favorable, elles devraient continuer de progresser en 2011. Par ailleurs, la hausse du coût des matières premières affecte également les autres pays exportateurs, qui ajustent aussi leurs prix. La croissance des exportations de poulet à destination du Proche et Moyen-Orient serait aussi soutenue qu'en 2010, elles pourraient alors se rapprocher de leurs niveaux d'avant les années 2000. Par contre, de même que les exportations européennes devraient reculer en 2011 sur la Russie, les exportations françaises risquent de chuter encore fortement vers cette destination. Sur le marché intracommunautaire, malgré une possible poursuite de la croissance des exportations de poulet, le rythme des importations ne devrait pas fléchir, conduisant à un nouvel accroissement du déficit commercial de la France.

La demande en viande de dinde, pénalisée par un prix plus élevé que le poulet, pourrait souffrir d'autant plus de la hausse des coûts de production. De plus, la poursuite du développement de la production allemande amoindrira encore les débouchés français. Ainsi, la production française de dinde devrait continuer de s'éroder en 2011, et la consommation, qui s'était relevée en 2010, pourrait légèrement reculer (restant toutefois supérieure à 2009).

La production de canard sera également touchée par la hausse des coûts de production. Toutefois, la production de foie gras, encouragée par la bonne tenue du marché en 2010, pourrait progresser en 2011 et conduire à une augmentation de la production totale de canard.

Malgré une augmentation prévisible des prix de détail, la viande de poulet continuerait toutefois de bénéficier d'un prix attractif par rapport à celui des autres viandes. Cela devrait ainsi permettre une nouvelle croissance de la consommation française de viande de volaille en 2011, mais avec un rythme inférieur à 2010. Les achats des ménages pourraient cependant être encore plus orientés vers des produits standards, au détriment des produits Label Rouge. De plus, la part des produits importés dans la consommation totale de viande de volaille devrait continuer d'augmenter, avec des importations qui progresseraient d'environ 5 %.

> Volaille de chair

BILAN FRANÇAIS DANS LE SECTEUR DE LA VOLAILLE DE CHAIR

1.000 tec

	2009	2010*	%10*/09
Production	1 784	1 817	+1,8
Abattages	1 722	1 772	+2,9
Commerce extérieur viandes			
Exportations	603	621	+2,9
Importations	415	448	+8,1
Solde	189	173	
Variations de stock	-3,2	-2,8	
Consommation **	1 536	1 602	+4,3
Auto approvisionnement %	116	113	

* Estimations

** Calculée par bilan

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

PREVISIONS 2011

1.000 tec

	2010*	2011**	%11**/10*
Production	1 817	1 830	+0,7
Importations	448	471	+5,0
Exportations	621	641	+3,2
Consommation	1 602	1 617	+0,9

* Estimations

** Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Production Indigène Brute de volaille en France

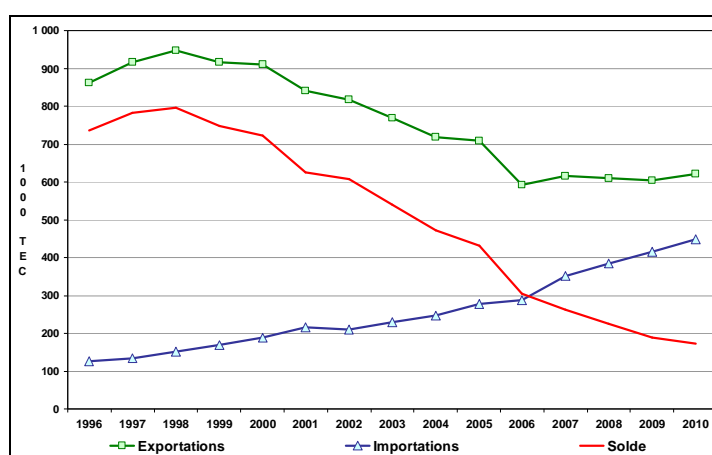
1.000 tec

	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
Volaille	1 785	1 868	1 857	1 784	1 817	+1,8
Poulet	886	1 000	1 014	1 008	1 042	+3,4
Dinde	512	469	456	424	412	-2,9
Canard	262	272	265	236	240	+1,8
Pintade	45	46	45	41	40	-4,6
Autres espèces avicoles	80	81	78	75	84	+11,5

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Commerce extérieur français de viande de volaille en volume



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Commerce extérieur français de viande de volaille par destination et par produit

1.000 tec

	2006	2007	2008	2009	2010	%10/09
Exportations	591,3	615,1	610,5	603,4	621,2	+2,9
Union européenne	324,1	317,4	281,9	277,9	273,6	-1,5
Viandes fraîches	145,6	129,1	110,5	107,3	107,6	+0,3
Viandes congelées	111,0	113,8	105,4	107,8	108,1	+0,3
Préparations	65,3	72,3	63,6	60,5	55,7	-8,0
Volailles saumurées	2,2	2,2	2,3	2,3	2,2	-5,9
Pays Tiers	267,2	297,8	328,6	325,5	347,5	+6,8
Viandes fraîches	9,8	9,0	8,7	11,1	14,2	+28,2
Viandes congelées	248,7	280,0	310,2	303,7	323,2	+6,4
Préparations	8,5	8,4	9,4	9,5	8,1	-14,3
Volailles saumurées	0,3	0,4	0,4	1,2	2,1	+69,0
Importations	286,4	352,3	385,2	414,9	448,4	+8,1
Union européenne	261,3	310,6	343,5	372,3	414,3	+11,3
Viandes fraîches	111,6	133,8	152,0	175,2	200,4	+14,4
Viandes congelées	126,1	141,7	148,8	159,9	177,8	+11,1
Préparations	23,5	33,2	39,6	34,8	33,9	-2,6
Volailles saumurées	0,2	1,9	3,2	2,4	2,3	-5,1
Pays Tiers	25,1	41,7	41,7	42,6	34,1	-19,9
Viandes fraîches	0,4	0,2	0,4	0,9	0,4	-54,4
Viandes congelées	9,3	16,5	16,8	15,3	12,1	-21,2
Préparations	14,1	19,3	21,8	23,5	18,6	-20,6
Volailles saumurées	1,4	5,8	2,7	2,9	3,0	+4,6

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

> Volaille de chair

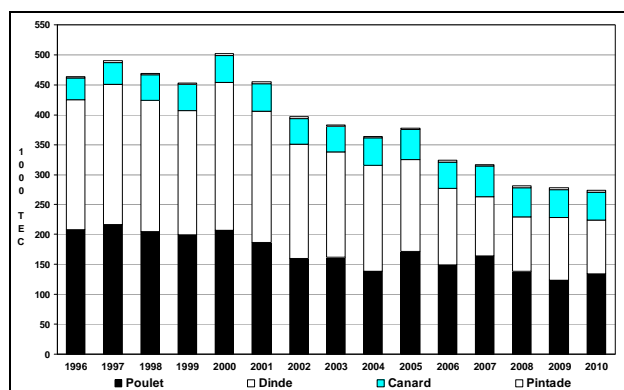
Commerce extérieur français de viande de volaille par espèce

1.000 tec

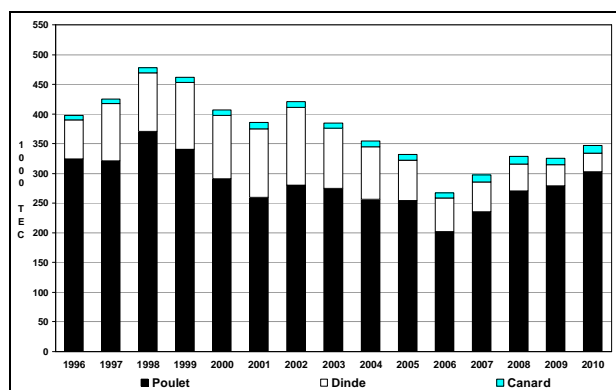
	2006	2007	2008	2009	2010	%10/09
Exportations	591,3	615,1	610,5	603,4	621,2	+2,9
Poulet	350,7	399,4	408,6	403,6	437,1	+8,3
Dinde	185,0	150,3	137,4	139,5	121,2	-13,1
Canard	52,7	62,4	61,2	57,4	59,9	+4,4
Pintade	2,5	2,7	2,7	2,6	2,6	-1,6
Importations	286,4	352,3	385,2	414,9	448,4	+8,1
Poulet	238,1	297,8	324,3	345,7	380,7	+10,1
Dinde	33,9	37,2	43,2	48,8	45,0	-7,8
Canard	12,2	14,9	15,3	18,6	20,3	+9,3
Pintade	0,27	0,11	0,28	0,07	0,04	-41,5
SOLDE	+304,9	+262,8	+225,2	+188,5	+172,8	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

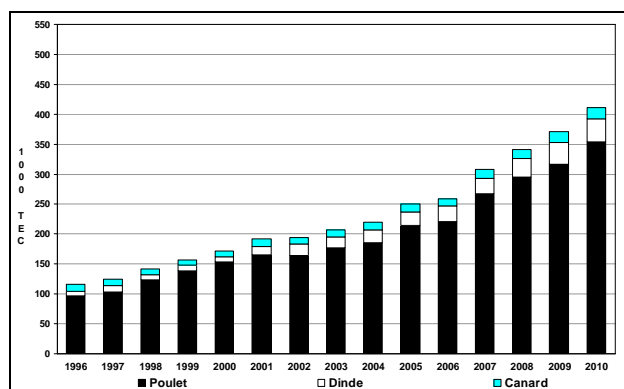
Expéditions françaises de viande de volaille vers l'Union européenne



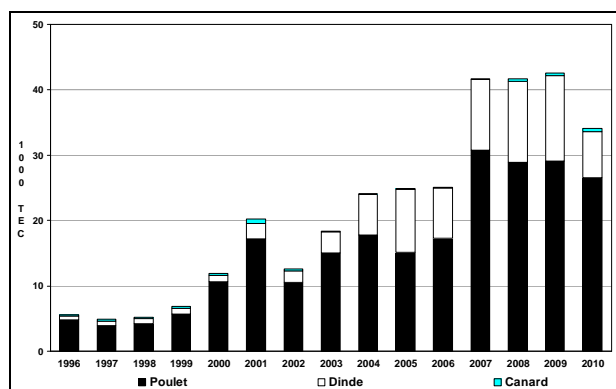
Exportations françaises de viande de volaille vers les Pays tiers



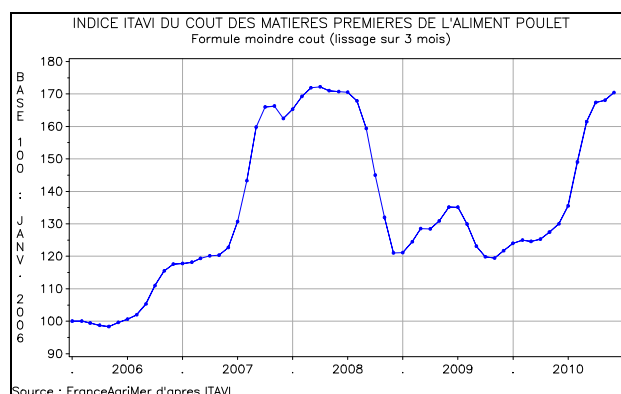
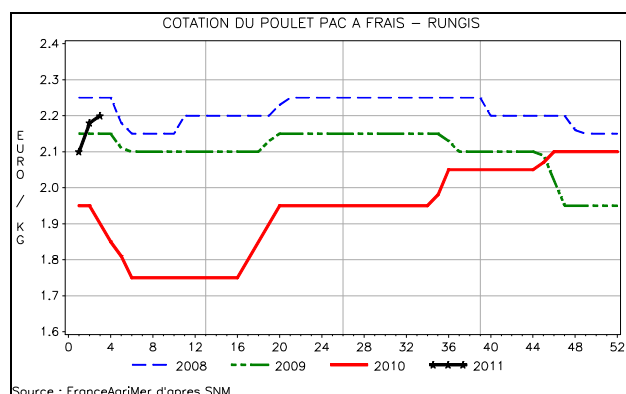
Importations françaises de viande de volaille en provenance de l'Union européenne



Importations françaises de viande de volaille en provenance des Pays Tiers



Source : FranceAgriMer d'après Douanes



Achats de volaille fraîche par les ménages français

	Tonnage		Prix moyen	
	%10/09	€/kg	%10/09	
VOLAILLE + Elaborés	+5,4	7,07	+0,9	
POULET	+7,0	5,85	-0,6	
PAC	+3,9	4,49	-3,0	
Découpe crue nature	+11,0	6,56	-0,2	
DINDE	+1,6	7,77	+2,6	
Entier	+1,1	7,44	+2,3	
Viande de dinde	+1,0	7,77	+2,4	
CANARD	+2,7	10,85	+6,3	
Entier	-6,2	6,88	+2,9	
Découpe	+5,1	11,80	+5,9	
PINTADE	+4,8	7,89	+0,9	
AUTRES VOLAILLES	+8,3	7,59	+5,6	
ELABORES DE VOLAILLE	+5,1	8,03	=	

Source : FranceAgriMer d'après KANTAR Worldpanel

> Volaille de chair

Consommation de viande de volaille en France

1.000 tec

	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
Volaille	1 459	1 542	1 564	1 536	1 602	+4,3
Poulet	755	849	898	923	957	+3,6
Dinde	362	345	331	306	329	+7,3
Canard	219	222	216	196	197	+0,9
Pintade	41	42	39	35	34	-4,6

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

LA VOLAILLE DE CHAIR DANS L'UNION EUROPEENNE

> Une production européenne en hausse en 2010

Selon les estimations de la Commission européenne, la production de volaille de chair dans l'Union européenne à 27 s'est établie à 11,9 millions de tec en 2010 (+ 2,3 %). Après une stabilisation en 2009, ce regain a principalement résulté de l'accélération de la production allemande. L'Allemagne s'est alors élevée au rang de deuxième producteur de viande de volaille dans l'UE à 27, derrière la France. Elle a ainsi légèrement dépassé le niveau du Royaume-Uni, malgré une hausse de la production dans ce pays.

Le Royaume-Uni est toutefois resté le premier producteur européen de poulet, avec un accroissement de production de 6,4 %. Il a été suivi par la France, qui a pu accéder au deuxième rang sous l'effet de la hausse de sa production et du recul de la production espagnole (- 4 %). L'Espagne, à présent numéro trois, est désormais suivie de très près par l'Allemagne, dont la production de poulet a augmenté de 11 %.

En dinde, alors que la production française a reculé de 3 %, elle a progressé de 16 % en Allemagne, faisant ainsi de ce pays le premier producteur européen de dinde devant la France. En déclin sur les dix dernières années, la production européenne de dinde a ainsi été entraînée à la hausse en 2010 (+ 2,1 %).

> Une année favorable aux exportations européennes vers les Pays Tiers

Le prix de gros du poulet dans l'Union européenne, après avoir chuté au cours du dernier trimestre 2009, s'est redressé tout au long de l'année 2010 pour rejoindre au dernier trimestre le niveau de 2008. En moyenne sur l'année, il s'est établi à près de 169 euros pour 100 kg, en retrait de 0,9 % par rapport à 2009.

Toutefois, malgré la progression du cours européen, l'écart avec les prix américains et brésiliens est resté faible par rapport aux années 2007 à 2009. En effet, sous l'influence de l'évolution du marché des changes, le prix du poulet en euros a été en hausse aux Etats-Unis. Le prix du poulet au Brésil a également augmenté sous l'effet de la reprise des exportations brésiliennes après une relative stabilisation en 2009, et d'une croissance importante de la consommation intérieure. L'augmentation du prix de la viande bovine dans ce pays tire en effet à la hausse la consommation de viande de volaille et de porc. Ces éléments ont donc joué en faveur des exportations européennes.

En 2010, les exportations européennes de viande de volaille à destination des Pays Tiers ont affiché une progression de 22 % (+ 223.400 tec), s'élevant à 1,24 million de tec, niveau record sur les dix dernières années.

Les trois principaux importateurs de produits européens, la Russie, Hong-Kong, et le Bénin, ont augmenté leurs achats. En particulier, les exportations ont affiché une forte croissance vers Hong-Kong (+ 71 %), qui est devenu le deuxième client de l'UE à 27. La Pologne et le Royaume-Uni ont contribué respectivement pour 42 % et pour 20 % à la hausse de ses importations.

Sur le marché russe, premier client, les opérateurs européens ont été favorisés par les restrictions imposées durant la première moitié de l'année par la Russie aux Etats-Unis sur l'importation de volailles traitées au chlore. Leurs exportations totales ont ainsi augmenté de 21 %, et ont atteint leur plus haut niveau sur les huit dernières années. Ce sont principalement les Pays-Bas, mais aussi le Danemark, qui y ont accru leurs ventes de découpes congelées de poulet.

Sur le Bénin, les exportations ont progressé de 28 %, majoritairement sous l'effet d'une augmentation des ventes de poulet du Royaume-Uni.

› Volaille de chair

› Une moindre présence brésilienne sur le marché européen

Après un retrait de 2 % en 2009, succédant à dix années de forte progression, les importations européennes de viande de volaille en provenance des Pays Tiers ont régressé plus significativement en 2010 (- 9,6 % soit - 111.400 de tec). En particulier, les importations des Pays-Bas et de l'Allemagne ont diminué respectivement de 13 % (- 66.000 tec) et de 18,6 % (- 38.000 tec).

Ce retrait a résulté du recul de près de 15 % des importations en provenance du Brésil (64 % des importations totales), qui sont revenues au niveau de 2006. Toutefois, en valeur, celles-ci n'ont reculé que de 1,8 %, en raison de l'augmentation des prix brésiliens.

Les importations depuis la Thaïlande ont continué de se développer (+ 4,4 % en volume, + 6 % en valeur) et ont représenté 26 % des importations totales en volume.

La croissance des exportations et la réduction des importations a conduit à un redressement significatif du solde des échanges de viande de volaille de l'UE à 27 avec les Pays Tiers, qui est redevenu positif en 2010 après cinq années de déficit. Il est ainsi passé de - 144.000 tec en 2009 à + 191.000 tec en 2010. En valeur, le solde commercial est passé d'environ - 978 millions d'euros en 2009 à - 743 millions d'euros en 2010.

› Une consommation qui se stabilise depuis 2007

En 2010, en dépit d'une hausse de la production, l'augmentation du solde des échanges de viande de volaille a conduit à une très légère baisse de la consommation de viande de volaille approchée par bilan (- 0,5 %)*. Toutefois, elle semble avoir augmenté d'environ 2 % dans l'UE à 15 et diminué dans les Nouveaux Etats Membres.

La consommation totale a ainsi été proche de 11,7 millions de tec, avec un taux d'auto-alimentation de 102 %. Pris dans leur ensemble, les pays de l'UE à 27 ont donc pu atteindre l'autosuffisance en viande de volaille en 2010, perdue depuis 2005.

› Les prévisions pour 2011

Face à la hausse des coûts de production, la croissance de la production européenne serait très limitée en 2011 (environ + 0,5 %) et la consommation se maintiendrait à un niveau proche de celui atteint en 2010. La balance commerciale pourrait à nouveau se redresser. En effet, la hausse des prix des produits brésiliens, ainsi que la diversification des débouchés pour ces produits, pourraient encore engendrer une diminution des importations. Concernant les exportations, un déclin est prévisible sur la Russie qui a de nouveau autorisé l'importation de volailles américaines, mais surtout, qui affirme vouloir devenir rapidement autosuffisante en augmentant continuellement sa production, et qui a abaissé ses quotas d'importation pour 2011. Toutefois, la demande dans les Pays Tiers, en particulier en Asie de l'Est, reste dynamique et devrait soutenir la hausse des exportations.

* Il convient cependant de considérer les données de consommation avec précaution, dans la mesure où, pour la grande majorité des Etats membres, les évolutions des stocks des produits avicoles ne sont pas connues.

BILAN DE L'UNION EUROPEENNE A 27 DANS LE SECTEUR DE LA VOLAILLE DE CHAIR

1.000 tec

	2009	2010*	%10*/09
Production	11 636	11 907	+2,3
Abattages	11 634	11 905	+2,3
Commerce extérieur viandes			
Exportations	1 019	1 242	+21,9
Importations	1 162	1 051	-9,6
Solde commercial	-144	+191	
Consommation UE**	11 778	11 714	-0,5
Consommation S 27***	11 363	11 323	-0,4
Auto approvisionnement %	99	102	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et Douanes

** Calculée par bilan

*** Cumul des consommations de chaque Etat membre

PREVISIONS 2011

1.000 tec

	2010*	2011**	%11**/10*
Production	11 906	11 966	+0,5
Importations	1 051	1 025	-2,5
Exportations	1 242	1 277	+2,8
Consommation	11 714	11 712	=

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission et Douanes

** Prévisions

> Volaille de chair

Production Indigène Brute de volaille dans l'Union européenne

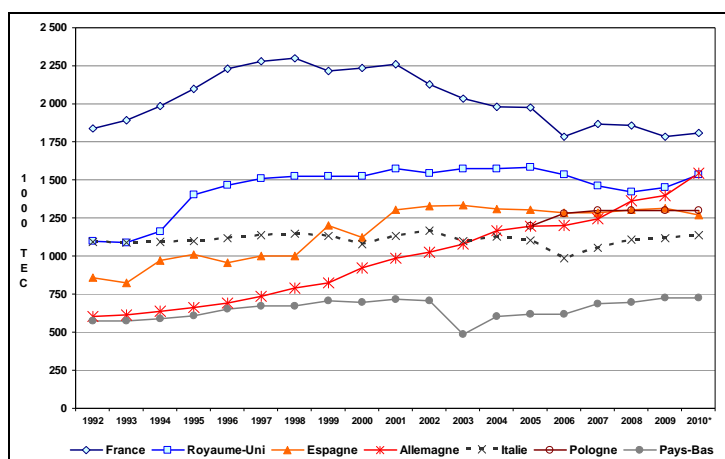
1.000 tec

	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
France	1 785	1 868	1 857	1 784	1 817	+1,8
Allemagne	1 200	1 246	1 364	1 397	1 546	+10,7
Royaume-Uni	1 535	1 460	1 421	1 450	1 533	+5,7
Espagne	1 283	1 283	1 306	1 312	1 270	-3,2
Italie	984	1 056	1 106	1 116	1 137	+1,9
Pays-Bas	617	684	698	727	727	=
Portugal	289	318	320	327	338	+3,4
Belgique-Lux	278	267	263	268	268	=
Danemark	185	187	191	191	191	=
Grèce	169	106	106	106	106	=
UE 15	8 728	8 888	9 038	9 076	9 341	+2,9
Pologne	1 277	1 297	1 297	1 297	1 297	=
Hongrie	386	376	380	383	393	+2,6
Roumanie	264	304	304	304	304	=
NEM 12	2 507	2 542	2 550	2 560	2 566	+0,2
UE 27	11 235	11 430	11 588	11 636	11 907	+2,3

* Estimations

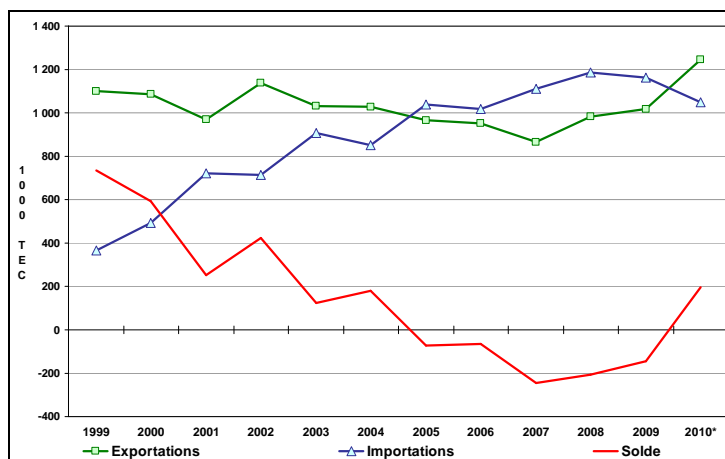
Source : FranceAgriMer d'après SSP et Commission européenne

Evolution de la production de volaille dans les principaux pays producteurs de l'UE à 27



* Estimations Source : FranceAgriMer d'après SSP et Commission

Commerce extérieur de viande de volaille de l'UE à 27 avec les Pays Tiers en volume



* Estimations Source : FranceAgriMer d'après SSP et Commission

Exportations européennes de viande de volaille par destination

1.000 tec

	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
Russie	263	244	227	232	281	+21,5
Proche et Moyen Orient	145	154	189	202	218	+8,1
Afrique Subsaharienne	206	207	226	225	309	+37,3
Asie de l'Est	97	108	112	143	207	+44,8
Autres	243	153	227	218	229	+5,3
TOTAL	953	867	981	1 019	1 242	+21,9

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Importations européennes de viande de volaille par origine

1.000 tec

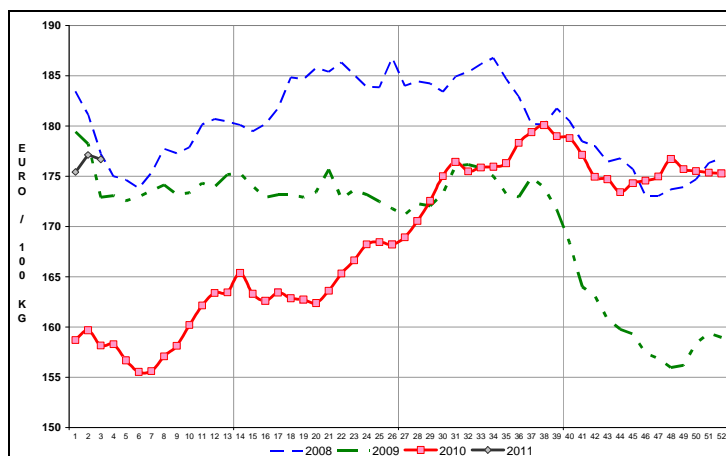
	2006	2007	2008	2009	2010*	%10*/09
Brésil	670	778	815	787	671	-14,7
Thaïlande	207	242	274	263	275	+4,4
Autres	141	90	99	112	104	-7,3
TOTAL	1 018	1 110	1 187	1 162	1 051	-9,6

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

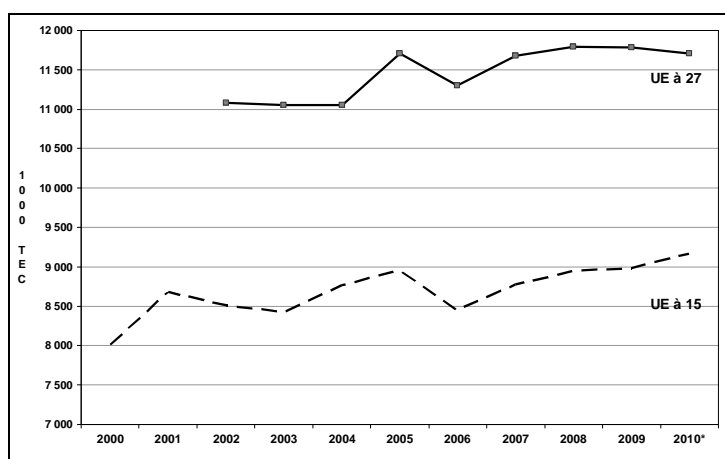
> Volaille de chair

Prix de gros hebdomadaire du poulet dans l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après Commission

Consommation de viande de volaille dans l'Union européenne



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission

lait



LE LAIT DE VACHE EN FRANCE

> Reprise de la collecte française au cours de la campagne 2010/11

Après la forte sous-réalisation enregistrée à l'issue de la campagne 2009/10 avec une collecte inférieure de 2,188 millions de tonnes au quota national (- 8,8 %) du fait d'une conjoncture défavorable en 2009, la sous-réalisation française de la campagne 2010/11 devrait être moins importante. Les marchés se sont redressés en 2010. Elle pourrait se limiter à 1,5 million de tonnes, soit 6%, en tenant compte de la hausse du quota français (1% de 2010/2011, 1% gelé en 2009/10 du fait de la conjoncture et reporté à 2010/2011) et d'un taux maximum d'allocations provisoires fixé à 5%.

En cumul sur les neuf premiers mois de la campagne 2010/2011 (d'avril à fin décembre 2010), la collecte de lait française a augmenté de 4,3% par rapport à la même période de 2009. Elle a été particulièrement forte pendant l'été avec un creux saisonnier beaucoup moins prononcé que les niveaux habituels, soit 6% au-dessus du profil moyen calculé sur les dix dernières années (sur les semaines 32 à 35). Elle est restée élevée jusqu'à la fin du mois d'octobre avant de revenir à des niveaux proches de ce profil. La France dispose d'une marge de manœuvre importante par rapport à son quota, toutefois, compte tenu des niveaux élevés de collecte sur une grande partie de la campagne, un certain nombre d'éleveurs seront amenés à freiner leur production sur les derniers mois (1^{er} trimestre 2011).

Compte tenu des niveaux de collecte élevés sur le second semestre, le volume de lait collecté s'est établi sur l'ensemble de l'année 2010, à 22,8 milliards de litres, soit 2,7 % de plus par rapport à la collecte brute de 2009 (22,2 milliards de litres).

D'après la dernière enquête de cheptel (Source : SSP), les effectifs de génisses étaient en hausse au 1^{er} mai 2010. Il s'agit d'une inversion de tendance par rapport aux années précédentes qui témoigne d'une expression du potentiel de production de lait en France. Les génisses de 2 ans et plus, c'est-à-dire les génisses qui vont entrer en lactation, ont augmenté de 3,7 % pour s'établir à 819 000 têtes, quant aux génisses de 1 à 2 ans, leurs effectifs ont également progressé (+ 5,1 %) à 1,3 million de têtes. En revanche, le nombre de vaches laitières a continué de reculer après le léger rebond de 2008 lié à la hausse du prix du lait. Au 1^{er} mai dernier, les effectifs de vaches laitières s'élevaient à 3,512 millions de têtes, en baisse de 2,1%.

> Hausse du prix du lait et des coûts de production en 2010

La reprise de la collecte française a été liée à la hausse du prix du lait payé aux producteurs, conséquence d'une conjoncture plus favorable en 2010. Le prix a été particulièrement incitatif dès le début de la campagne et plus encore au cours des mois d'été. En effet, au mois de juin, il était à près de 300 €/1.000 litres pour atteindre près de 340 €/1.000 litres au mois d'août contre 280 €/1.000 litres un an auparavant. C'est à cette même période (juin à août) que la production a fortement progressé et que les abattages de vaches laitières ont reculé, ils ont diminué de 6% (- 12 000 têtes) en cumul sur ces trois mois. Sur l'ensemble de l'année, le prix du lait s'est relevé de 10% par rapport à 2009 pour atteindre en moyenne 302 €/1.000 litres (274 €/1.000 litres en 2009).

Parallèlement, les coûts de production en exploitation laitière ont à nouveau progressé en 2010. L'indice *Ipampa lait de vache* de l'Institut de l'élevage, qui mesure l'évolution de ces coûts, a progressé de 6 points entre le début et la fin de l'année. Le principal poste est celui des aliments, il représente 20 % des charges. Alors qu'il est resté relativement stable jusqu'en juin, la hausse des coûts des céréales au cours de l'été s'est reportée sur ce poste qui progresse de façon importante depuis le mois de juillet. Il a gagné 11,2 points entre les mois de juillet et

> Lait de vache

décembre 2010. De plus, la croissance du coût de l'énergie s'est poursuivie en 2010 après une année 2009 déjà orientée à la hausse et, le coût des engrais est reparti à la hausse.

> L'excédent commercial français progresse à nouveau après une année 2009 difficile

La France est excédentaire pour ses échanges de produits laitiers pour habituellement un peu plus de 2 milliards d'euros. L'essentiel est réalisé par le segment des fromages, ils y contribuent à hauteur de 70 %, loin devant les autres segments, celui des yaourts ne représente que 10 % et le lait en moyenne 9 %. La France réalise l'essentiel de ses échanges avec ses partenaires de l'Union européenne ; en valeur, l'UE représente 85 % de ses échanges.

Après la dégradation commerciale enregistrée en 2009, le solde s'est redressé en 2010, il a gagné 14 % pour atteindre 2,4 milliards d'euros, soit une hausse de près de 300 millions d'euros par rapport à l'an passé. A l'origine de cette reprise, il y a la forte progression des exportations françaises de poudre de lait écrémé vers pays tiers et de fromages vers l'UE, notamment l'Italie et le Royaume-Uni, et les pays tiers, principalement le Japon.

Ses exportations totales de poudre de lait écrémé, composées à 98 % de poudre en vrac, ont progressé sur les onze premiers mois de l'année de 64 %. Cette hausse pourrait représenter sur l'année 80 000 t supplémentaires pour atteindre un total de près de 200 000 t. Sur ce marché, la France a bénéficié d'une forte demande de l'Algérie, son principal client, mais aussi des pays d'Asie du Sud Est (Indonésie, Philippines). De plus, ses ventes à des négociants européens ont elles aussi augmenté, notamment vers la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne. Une grande partie de ces quantités a très certainement été réexportée vers les pays tiers. La Nouvelle-Zélande a d'abord utilisé ses disponibilités pour l'exportation de poudre de lait entier, laissant ainsi de la place à l'UE sur le marché de la poudre de lait écrémé.

Le solde des échanges français de fromages s'est également amélioré, du fait de la reprise des exportations conjugué au repli des importations. Ses ventes qui portent en moyenne sur 600 000 t par an se sont redressées de 7 % sur les onze premiers mois de l'année (+ 38.000 t) contre - 1 % sur l'année 2009. La hausse a essentiellement concerné les fromages à pâtes molles (+ 11.000 t) avec des exportations en hausse sur le marché allemand et italien. Ses ventes de fromages à pâtes pressées cuites ont également progressé (+ 9.000 t) de même que celles de fromages frais et de la catégorie « autres » (~ 7.000 t). Parallèlement, ses importations (300 000 t par an) ont diminué de 5 % après la hausse de 11 % en 2009. L'année passée avait été particulièrement difficile avec l'introduction en quantités importantes de fromages d'Allemagne et des Pays-Bas, principalement de l'emmental. En volume, la France réalise près de 90 % de ses échanges de fromages au niveau intra-communautaire. En 2010, elle a exporté sur le marché européen autour de 540.000 de fromages sur les 630.000 t exportées au total (87 %) et, elle a importé de ses partenaires européens environ 98 % de la totalité de ses importations.

En France, la situation ne s'est, en revanche, pas améliorée pour le lait de consommation dont 96 % de ses échanges sont réalisés au niveau intra-communautaire. La dégradation de son solde commercial s'est maintenue. Les exportations ont chuté de 8 %, notamment vers l'Espagne. Parallèlement, les importations françaises se sont repliées (- 3 %) mais cette baisse masque la poursuite des entrées de laits conditionnés en provenance d'Allemagne (+ 26 %), phénomène qui avait caractérisé l'année 2009 avec une hausse de 72 %. En 2010, la France a exporté près de 840.000 t de lait, dont 94 % destinés au marché européen, ses importations ont atteint 390.000 t, elle proviennent exclusivement des autres Etats membres de l'UE.

Les exportations de crème ont été très dynamiques en 2010, portées par la crème vrac. Elles ont permis à la France de devenir excédentaire pour ce produit alors qu'elle est restée déficitaire pour le beurre du fait de la progression de ses importations (beurre vrac).

> Hausse des achats des ménages, notamment pour les produits ultra-frais

L'année 2010 a été marquée par une reprise de la consommation de produits laitiers liée à une baisse des prix.

Au cours des treize périodes de l'année retenues par les panelistes, du 4 janvier 2010 au 2 janvier 2011, les achats des ménages de produits laitiers ont augmenté de 1,4 % par rapport à la même période de 2009, pour des prix en repli de 1 %.

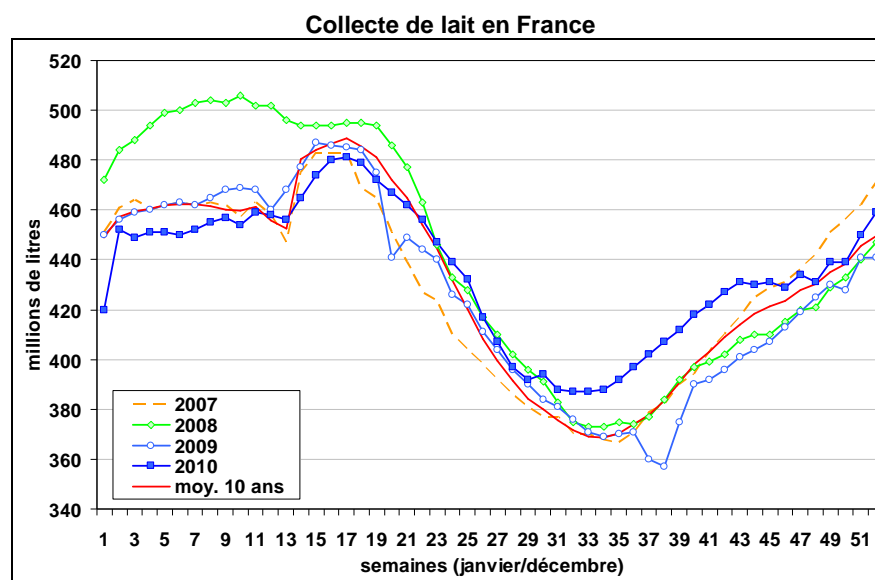
Toutes les catégories de produits ont progressé sauf le lait de consommation qui est resté globalement stable sur la période (- 0,2 %) et le beurre qui a reculé de 0,7 % avec un prix à nouveau orienté à la hausse en fin d'année.

L'année 2010 a été marquée par la reprise des achats de produits ultra-frais (+ 3,3 %) après une année 2009 particulièrement difficile, les achats avaient fortement chuté du fait des fortes augmentations de prix. Cette reprise a surtout été portée par les fromages frais (+ 13,1 %). Cette hausse est vraisemblablement liée à la baisse des prix mais également, pour ce segment, à un meilleur référencement des grands formats (850 g) et des gros conditionnements (par huit) en MDD et pour certaines grandes marques. De plus, la taille du linéaire a légèrement augmenté sous l'effet de l'arrivée de nouveaux produits et de l'élargissement du rayon pour certains produits déjà existants.

Les achats de crème se sont, quant à eux, maintenus sur une tendance très dynamique (+ 2,8 %) grâce à la crème longue conservation.

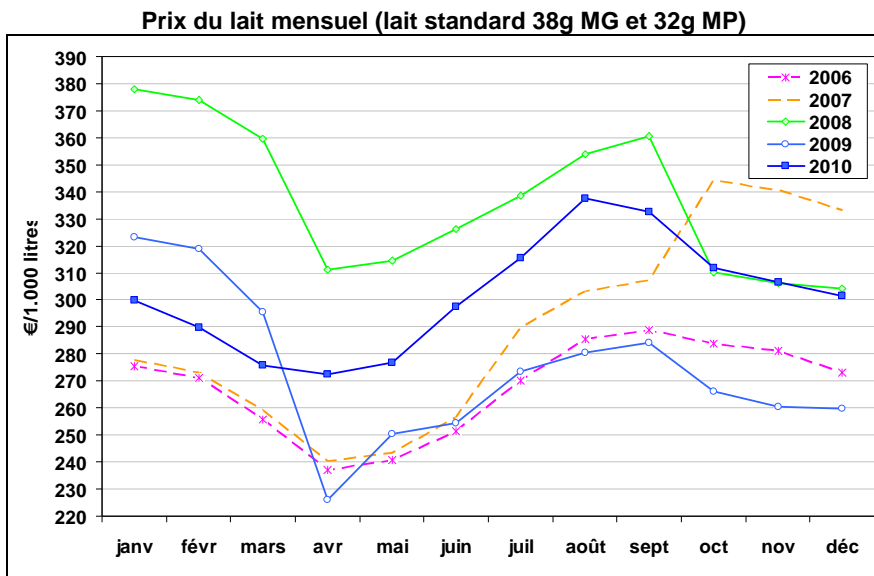
Enfin, les achats de fromages ont augmenté de 2 % ; l'emmental, qui représente 21 % des volumes du segment, s'est redressé de 1,7 %. En revanche, pour les fromages à pâtes molles, la situation reste difficile, la tendance baissière des achats des ménages s'est accélérée avec un repli particulièrement important sur l'année (- 6,3 % par rapport à 2009)

Toutefois, malgré la baisse des prix des produits laitiers sur l'année, ils restent à des niveaux supérieurs à ceux précédant la forte hausse de la fin d'année 2007, sauf pour les yaourts et desserts lactés.

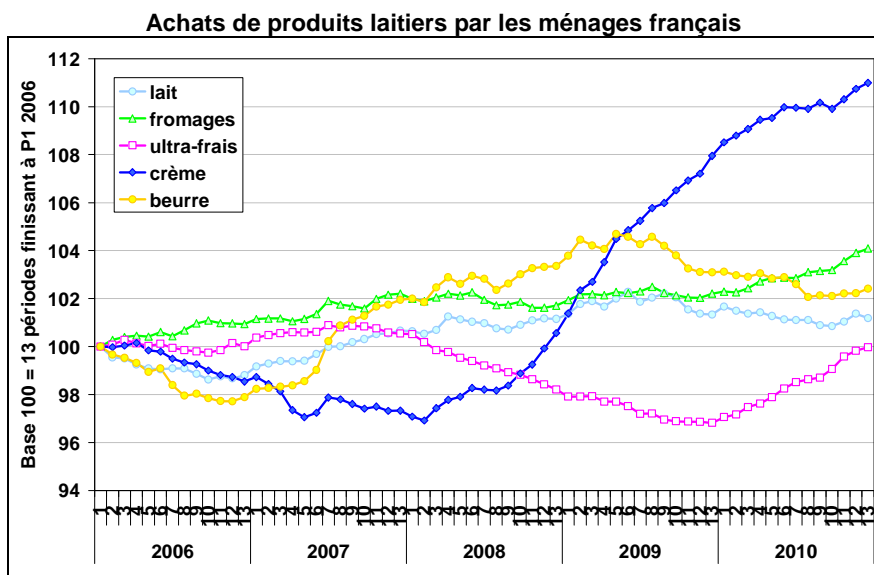


Source : FranceAgriMer

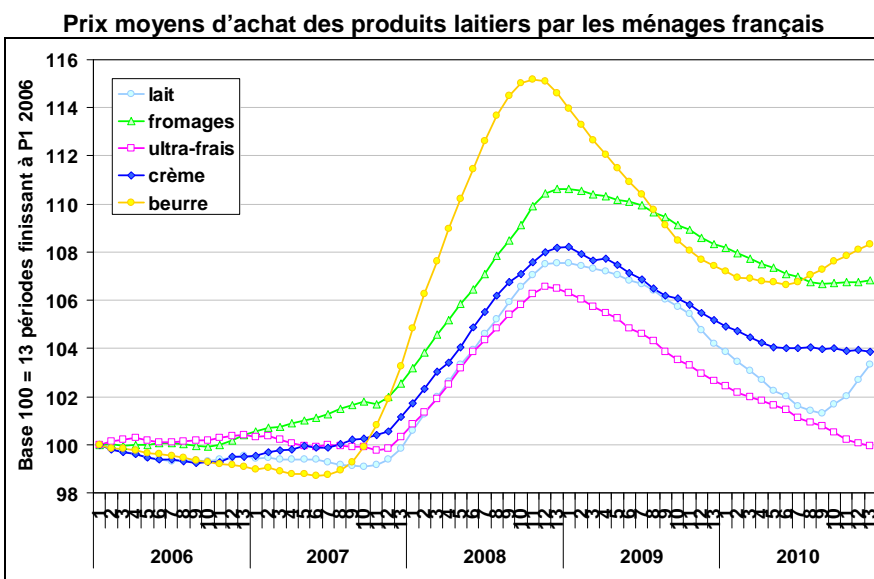
> Lait de vache



Source : FranceAgriMer



Source : FranceAgriMer d'après Nielsen



Source : FranceAgriMer d'après Nielsen

Fabrications de PGC et de produits industriels en France

1.000 tonnes

	2006	2007	2008	2009	2010*	% 10*/09
Laits conditionnés (1.000 l)	3 736 632	3 763 946	3 722 167	3 557 814	3 575 076	0,5%
Lait UHT	3 470 376	3 406 475	3 417 544	3 272 296	3 287 713	0,5%
Ultra-frais	2 743 108	2 785 976	2 807 384	2 826 642	2 911 304	2,9%
yaourts et laits fermentés	1 548 118	1 572 936	1 573 057	1 583 571	1 612 250	1,8%
petits suisses et fromages blancs	553 556	557 860	576 361	584 368	625 817	6,6%
desserts lactés frais	594 026	607 556	614 150	611 285	625 426	2,3%
Crème conditionnée	339 517	353 214	355 667	358 778	372 287	3,6%
crème fraîche	155 013	157 437	160 344	154 237	149 207	-3,4%
crème longue conservation	184 504	195 777	195 323	204 541	223 107	8,3%
Matières grasses (éq. beurre)	402 001	411 096	423 042	406 731	404 042	-0,7%
beurre	328 897	337 188	348 407	342 827	335 488	-2,2%
Fromages	1 171 009	1 196 801	1 176 465	1 156 635	1 196 080	3,3%
pâtes molles	440 586	445 834	437 827	424 637	424 403	-0,1%
PPNC	248 701	255 856	243 949	243 775	245 678	0,8%
PPC	310 799	315 112	325 794	304 194	332 303	8,5%
Poudres de lait	424 299	397 535	452 518	454 699	445 823	-2,0%
poudre de lait écrémé	266 135	252 490	287 328	331 428	322 419	-2,8%
poudre de lait entier >26% MG	135 251	125 062	148 561	110 706	109 498	-1,1%
Poudre de lactosérum	591 046	629 458	626 161	571 135	606 292	5,8%

* : prévisions

Source : FranceAgriMer

Commerce extérieur de produits laitiers

Tonnes

	2006	2007	2008	2009	2010*	% 10*/09
Exportations						
Lait liquide	896 595	1 034 790	934 708	887 980	835 352	-5,9%
Yaourts	268 498	239 151	262 818	240 151	232 203	-3,3%
Crème	93 470	100 363	102 125	183 476	231 198	26,0%
Fromages	582 720	605 719	601 154	592 620	634 320	7,0%
Beurre et butteroil	62 434	61 308	65 444	70 759	77 683	9,8%
Poudre de lait écrémé	80 117	91 579	121 710	118 306	193 519	63,6%
Poudre grasse	100 330	106 015	144 704	86 061	83 705	-2,7%
Poudre de lactosérum	347 129	342 070	342 295	302 088	313 721	3,9%
Importations						
Lait liquide	383 151	414 331	338 786	396 987	387 020	-2,5%
Yaourts	81 483	80 804	68 682	51 095	44 399	-13,1%
Crème	104 376	114 387	166 856	191 715	195 346	1,9%
Fromages	237 293	249 018	258 650	286 828	273 566	-4,6%
Beurre et butteroil	159 834	154 088	136 432	142 194	158 588	11,5%
Poudre de lait écrémé	40 371	33 096	29 187	26 719	24 979	-6,5%
Poudre grasse	15 148	18 858	16 150	20 888	24 326	16,5%
Poudre de lactosérum	77 964	88 501	78 430	76 673	86 084	12,3%
Solde						
Lait liquide	513 444	620 459	595 922	490 993	448 332	-8,7%
Yaourts	187 015	158 347	194 136	189 056	187 804	-0,7%
Crème	-10 906	-14 024	-64 731	-8 239	35 852	-535,2%
Fromages	345 427	356 701	342 504	305 792	360 754	18,0%
Beurre et butteroil	-97 400	-92 780	-70 988	-71 435	-80 905	13,3%
Poudre de lait écrémé	39 746	58 483	92 523	91 587	168 541	84,0%
Poudre grasse	85 182	87 157	128 554	65 173	59 379	-8,9%
Poudre de lactosérum	269 165	253 569	263 865	225 415	227 637	1,0%
Solde (millions d'€)	2 090 177	2 232 574	2 525 429	2 116 047	2 409 915	13,9%

* : prévisions

Source : Douanes françaises

> Lait de vache

LE LAIT DE VACHE DANS L'UNION EUROPEENNE

> Moindre baisse du cheptel de vaches laitières attendue pour 2010

Avec près de 23,7 millions de têtes (enquête SSP de décembre 2009), le cheptel européen de vaches laitières a de nouveau reculé en 2010 d'après les chiffres disponibles pour les principaux Etats membres (enquête cheptel de mai 2010). Neuf pays regroupent 80 % du cheptel européen de vaches laitières : l'Allemagne à hauteur de 18 %, juste devant la France (15 %) et la Pologne (11 %), puis le Royaume-Uni, l'Italie, la Roumanie, les Pays-Bas, l'Irlande et enfin l'Espagne. Dans ces pays, l'enquête de mai 2010 a fait état d'une baisse des effectifs de vaches laitières de 1,2 %, soit 230 000 têtes de moins. Toutefois, la reprise du prix du lait en 2010, après une année 2009 difficile, laisse présager une moindre baisse du cheptel dans l'enquête de décembre 2010 par rapport aux - 2,3 % enregistrés fin 2009.

> Fortes hausses de collecte dans les pays de l'UE à 15 en 2010/11

Au niveau communautaire, la campagne laitière 2009/10 s'est terminée avec une collecte brute de 134,4 millions de tonnes, en sous-réalisation de plus de 10 millions de tonnes contre 5,3 Mt un an auparavant. Seuls trois pays ont été en dépassement de leur référence nationale et donc redevables d'une pénalité, il s'agit des Pays-Bas (47 000 t), du Danemark (20 000 t) et de Chypre. La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne enregistrent les plus fortes sous-réalisations en volume, la France avec près de 2,2 Mt, suivie par le Royaume-Uni (1,8 Mt) et l'Allemagne (600 000 tonnes). Les nouveaux Etats membres n'ont pas réalisé leur quota, exception faite de Chypre. La Pologne a terminé la campagne en-dessous de son quota de 4,4 % (- 400 000 t).

Sur la totalité de l'année 2010, la collecte européenne a dépassé 135 millions de tonnes de lait, ce qui représente une hausse de 1,3 % par rapport aux 133,9 millions de tonnes collectées au cours de l'année 2009.

Depuis le début de la campagne 2010/11 (1^{er} avril 2010), la collecte européenne affiche des niveaux de progression particulièrement élevés. Ce dynamisme est notamment lié à la hausse du prix du lait dans l'Union. En moyenne sur les onze premiers mois de 2010, il s'est redressé de 14 % à 304 €/t contre 266 €/t sur la même période de 2009. Trois mois avant la fin de la campagne, la collecte enregistrait une augmentation cumulée de 2,2% par rapport à la même période de 2009/2010, soit 2,2 Mt de lait supplémentaire. Cette hausse est essentiellement le fait des pays de l'UE à 15 dont la collecte a progressé de 2,8 %. La France affiche la plus forte progression mais ne réalisera pas plus son quota que les autres pays laitiers de l'UE, à l'exception notable du bloc Allemagne/Pays-Bas/Danemark. Dans ces pays, les pénalités liées à un éventuel dépassement du quota national seraient réparties entre les dépasseurs, ce qui peut inciter certains éleveurs à freiner leur production au cours du premier trimestre 2011, bien qu'ils ne soient pénalisés que sur la part de leur dépassement non couverte par la mutualisation nationale. L'Allemagne, premier producteur de lait de l'UE, devrait au moins atteindre son quota sur la campagne. Les Pays-Bas et le Danemark qui répondent à chaque augmentation de quota par une hausse de leur production, seront comme pour la campagne passée, en dépassement de leur référence nationale. Ils devraient être rejoints par la Belgique et l'Autriche et peut être l'Irlande.

La France restera en-dessous de son quota de l'ordre de 1,5 Mt. Il en est de même pour le Royaume-Uni qui, malgré le redressement de sa production affichera une sous-réalisation de près de 1,3 Mt. Dans les nouveaux Etats membres, la collecte est faible. Elle a régressé de 1,8 % en cumul sur les neuf premiers mois de la campagne, notamment en Pologne et en Hongrie, qui sont respectivement les 1^{er} et 3^{ème} principaux pays producteurs des NEM. Ils seront une nouvelle fois très en-dessous de leur quota avec des niveaux généralement inférieurs de 10% à leur référence. La Pologne pourrait terminer la campagne avec près de

500.000 t de lait non produites. Dans ce contexte, la sous-réalisation communautaire pourrait atteindre 8 Mt en 2010/11.

> **Progression des exportations européennes de fromages et de poudre de lait écrémé**

Sur le marché mondial, l'année 2010 a été favorable aux exportations de l'Union européenne. Elle a renforcé sa place de leader sur le marché des fromages et a fortement développé ses exportations de poudre de lait écrémé vers les pays tiers grâce à un différentiel de prix avantageux sur l'Océanie.

En moyenne, l'UE vend à destination des pays tiers près de 600 000 t de fromages par an, le double de son concurrent néo-zélandais. En 2010, ses exportations ont progressé de 18 %, soit 100 000 t supplémentaires par rapport à 2009. Cette progression est notamment liée à la demande croissante de ses principaux clients (Russie + 32 %, Japon + 21 %). La Russie est le premier client de l'Union européenne en fromages, elle représente près de 30 % de ses débouchés, devant les Etats-Unis (20 %) et, la Suisse et le Japon avec un peu moins de 10 %.

L'année 2010 a également été caractérisée par une très forte hausse des exportations européennes de poudre de lait écrémé. Elles ont augmenté de 86%, passant à 430 000 t au total (+ 200 000 t par rapport à 2009). L'Union européenne devient ainsi le premier exportateur mondial de poudre de lait écrémé devant les Etats-Unis (360 000 t) et la Nouvelle-Zélande (340 000 t). Sur ce marché, la concurrence entre les trois principaux exportateurs est élevée, et contrairement aux autres marchés, les Etats-Unis y ont un rôle non négligeable avec en moyenne 260 000 t exportées par an.

Plusieurs éléments permettent d'expliquer la forte progression des exportations européennes. Tout d'abord, la Nouvelle-Zélande a consacré ses disponibilités matière et fait porter son effort commercial sur la poudre de lait entier, laissant l'Union européenne proposer sur l'ensemble de l'année un prix pour la poudre de lait écrémé inférieur à celui de ses concurrents océaniques. Le prix européen s'est élevé à 2 931 US\$/t en moyenne, inférieur de l'ordre de 190 US\$/t à celui de l'Océanie, lui offrant ainsi de meilleures opportunités à l'exportation. De plus, elle a profité de la demande croissante de l'Algérie son principal client (+ 31 000 t), des pays d'Asie du Sud Est (Indonésie, Malaisie, Vietnam, Thaïlande) et d'un nouveau débouché sur la Russie. En effet, les importations russes de poudre de lait européenne sont passées de 4 000 t sur les dix premiers mois de 2009 à plus de 45 000 t sur la même période de 2010.

La demande mondiale de produits laitiers, notamment des pays d'Asie et de la Russie a donc été particulièrement dynamique en 2010. La Nouvelle-Zélande, dont le principal débouché est le marché asiatique, a également profité de cette opportunité pour développer ses exportations.

> **La poudre grasse est devenue une priorité à l'exportation pour la Nouvelle-Zélande**

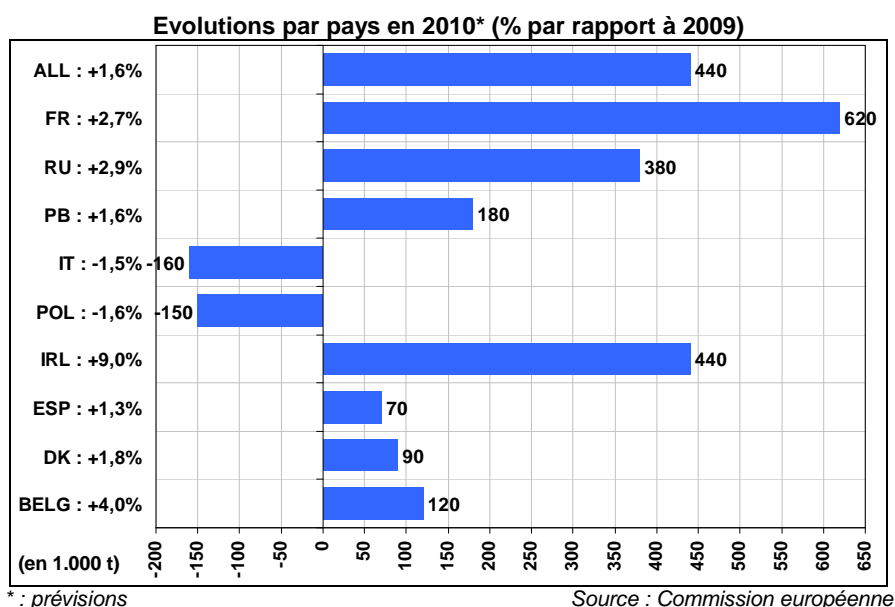
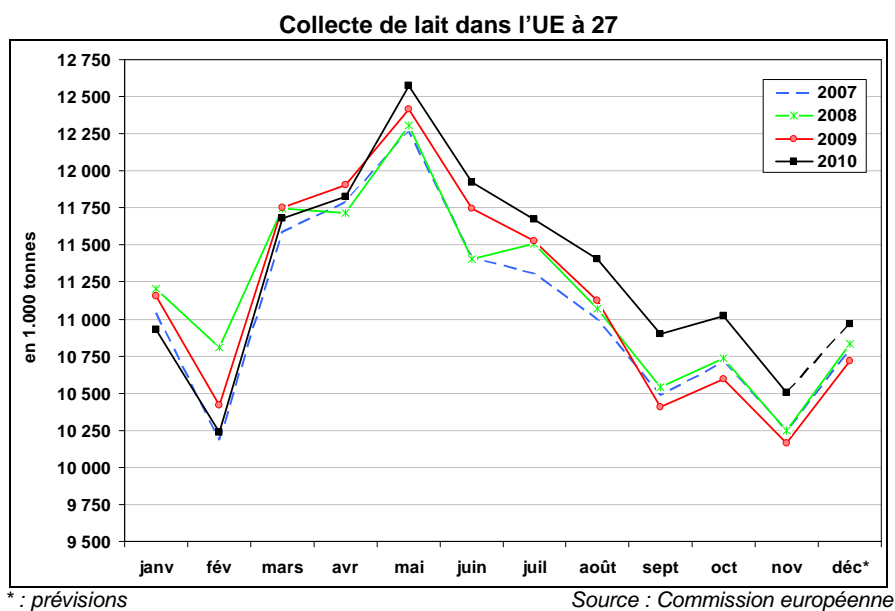
La Nouvelle-Zélande s'est concentrée sur le marché de la poudre grasse, qui est en très forte hausse depuis deux ans lié au boom de la demande chinoise.

En 2009, la Chine avait importé quatre fois plus de poudre grasse néo-zélandaise qu'en 2008, passant de 46 000 t à plus de 170 000 t, et l'année 2010 pourrait s'achever avec des importations portant sur plus de 300 000 tonnes. La Chine devient de très loin le premier importateur mondial de poudre grasse. La forte croissance de cette demande peut s'expliquer par plusieurs facteurs dont l'augmentation de la population, la hausse du revenu disponible, les faibles disponibilités intérieures, le développement d'IAA et les préoccupations en termes de sécurité alimentaire. La Nouvelle-Zélande s'est donc largement positionnée sur ce marché, ses exportations totales vers pays tiers ont progressé de 13 % (+ 74 000 t). En revanche, pour l'ensemble des autres produits, ses exportations ont reculé : beurre – 18 %, poudre de lait écrémé – 16 % et fromages – 4 %. Ainsi, en 2010, la Nouvelle-Zélande a renforcé sa place de premier exportateur mondial de poudre grasse et conserve sa place de leader pour le beurre grâce à un prix compétitif. Elle concède en revanche, sa place de numéro un à l'UE pour la poudre de lait écrémé.

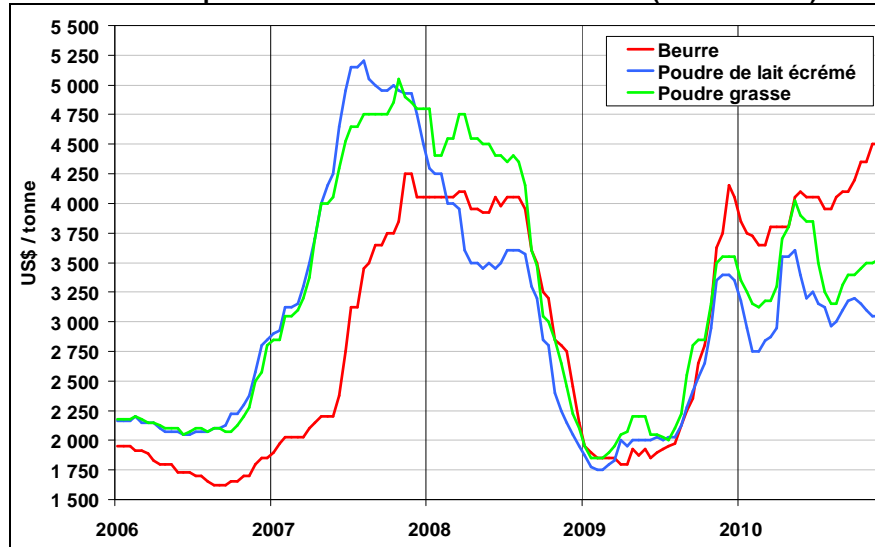
> Lait de vache

Avec cette reprise des achats en 2010, les cours mondiaux des produits laitiers ont été nettement supérieurs à ceux de 2009. Ils se sont maintenus à des niveaux élevés par rapport aux moyennes historiques, oscillant autour de 3 000 US\$/t pour la poudre de lait écrémé et de 3 500 US\$/t pour la poudre grasse. Le prix du beurre a enregistré une forte progression atteignant 4 500 US\$/t en fin d'année, qui s'explique par des disponibilités réduites à l'exportation de la Nouvelle-Zélande.

Les prix de la poudre grasse devraient rester élevés en 2011 étant donné l'évolution toujours croissante de la demande chinoise, dont les importations pourraient atteindre 400 000 t (source : USDA) contre 70 000 t en moyenne avant 2009. La situation pourrait être similaire sur le marché de la poudre de lait écrémé, avec une demande croissante depuis trois ans de la Chine. Dans ce contexte, la production mondiale devrait continuer de croître, l'USDA prévoit une hausse de 2 % en 2011 contre 1 % en 2010.

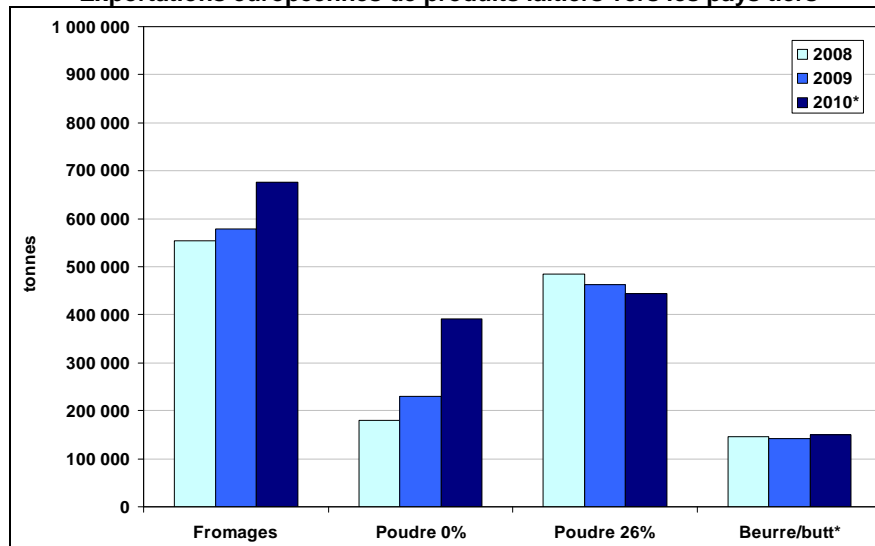


Cours des produits laitiers sur le marché mondial (FOB Océanie)



Source : USDA

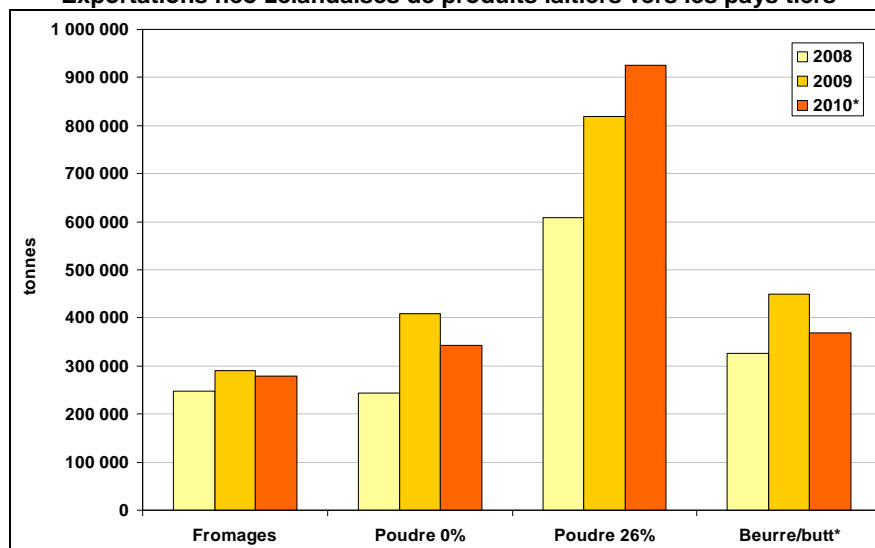
Exportations européennes de produits laitiers vers les pays tiers



* : prévisions

Source : Douanes nationales

Exportations néo-zélandaises de produits laitiers vers les pays tiers



* : prévisions

Source : Douanes nationales

> Lait de vache

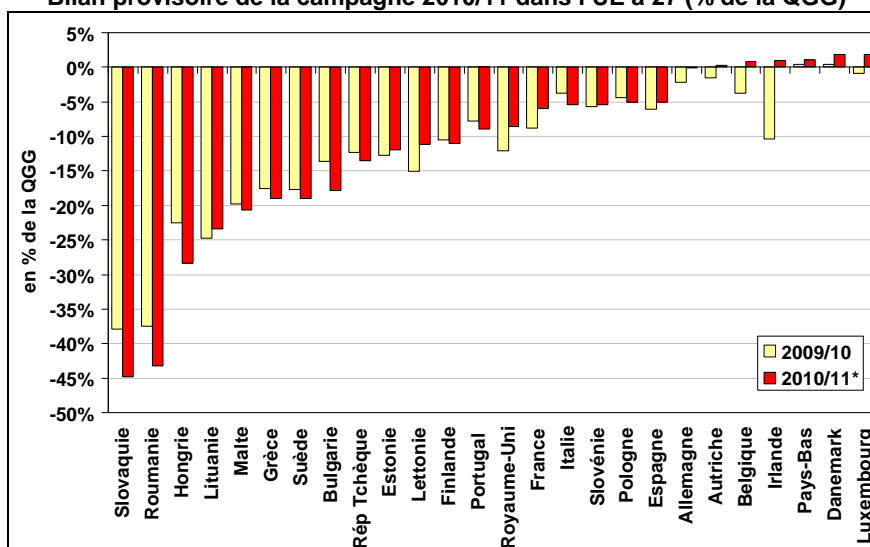
Bilan de la campagne laitière 2009/10 pour l'activité « livraisons »

Tonnes

	Quantité Globale Garantie	Quantité disponible	Collecte brute	Correctif MG	Collecte corrigée	Bilan 2009/10
Belgique	3 415 435	3 422 596	3 184 645	111 527	3 296 171	- 126 425
Danemark	4 658 507	4 658 507	4 749 475	- 70 545	4 678 930	20 423
Allemagne	29 044 163	29 038 146	28 196 278	227 152	28 423 430	- 614 716
Grèce	844 055	843 710	681 445	14 296	695 741	- 147 969
Espagne	6 235 301	6 240 846	5 892 589	- 31 713	5 860 876	- 379 970
France	24 989 415	24 981 993	22 793 700	- 147	22 793 553	- 2 188 440
Irlande	5 556 537	5 556 537	4 871 974	110 244	4 982 219	- 574 319
Italie	10 982 463	10 895 347	10 527 848	- 35 763	10 492 085	- 403 261
Luxembourg	280 831	280 802	272 206	6 157	278 363	- 2 438
Pays-Bas	11 505 972	11 505 823	11 452 278	100 378	11 552 655	46 833
Autriche	2 785 410	2 784 957	2 714 934	28 132	2 743 066	- 41 891
Portugal	1 999 241	1 999 241	1 843 338	1 399	1 844 737	- 154 504
Finlande	2 512 083	2 511 781	2 289 544	- 41 393	2 248 150	- 263 630
Suède	3 449 792	3 449 792	2 900 683	- 60 575	2 840 108	- 609 684
Royaume-Uni	15 139 643	15 101 249	13 206 580	69 356	13 275 937	- 1 825 312
UE à 15	123 398 850	123 271 326	115 577 517	428 505	116 006 022	- 7 265 304
Rép. Tchèque	2 808 528	2 808 528	2 623 368	- 160 961	2 462 407	- 346 121
Estonie	657 011	656 678	583 650	- 10 476	573 174	- 83 505
Chypre	148 696	148 720	148 160	1 008	149 168	448
Lettonie	719 683	717 543	594 301	14 673	608 974	- 108 570
Lituanie	1 679 913	1 679 913	1 250 669	14 458	1 265 127	- 414 786
Hongrie	1 928 904	1 922 052	1 484 692	2 927	1 487 619	- 434 433
Malte	50 169	50 169	40 275	0	40 275	- 9 893
Pologne	9 502 697	9 501 332	9 040 882	46 727	9 087 609	- 413 724
Slovaquie	1 049 575	1 049 575	830 116	2 308	832 424	- 217 151
Slovénie	573 711	572 355	516 686	- 4 253	512 434	- 59 922
Bulgarie	928 425	928 425	809 655	- 8 107	801 548	- 126 877
Roumanie	1 475 454	1 472 693	927 854	- 8 862	918 992	- 553 701
NEM 12	21 522 767	21 507 984	18 850 309	- 110 558	18 739 751	- 2 768 234
UE à 27	144 921 617	144 779 310	134 427 826	317 947	134 745 773	- 10 033 537

Source : Commission européenne

Bilan provisoire de la campagne 2010/11 dans l'UE à 27 (% de la QGG)



* : prévisions

Source : Commission européenne

